

Proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021

Contributions formulées dans le corps du mail reçu ou en tant que « texte libre » dans le formulaire proposé par l'Arcep

Les données personnelles des contributeurs ont été anonymisées et remplacées par [xxx]. À l'exception de ces éléments, les contributions ont été restituées telles quelles

1 Particuliers (52 contributions)

[1]: ***

Je suis contre cette proposition de tarification des frais de port. Habitant en campagne, le premier libraire est à 25 km de mon lieu de vie. Reste l'achat de livre en grande surface qui se trouve un peu plus proche, ce qui ne va pas non plus dans le sens de favoriser la survie des libraires. Dans un contexte financier toujours plus contraint, cette mesure ne fera que limiter l'accès à la culture pour les territoires ruraux, dont les habitants sont déjà pénalisés par le manque de commerces ou services et des coûts augmentant sans cesse pour accéder à la culture (frais de déplacement ou port élevés)

[2]: ***

Bonjour

Je suis totalement opposé à cette proposition qui aura pour effet d'augmenter le tarif des livres de plus de 10 %

Dans certains départements pas de librairie à moins de 30 km de son domicile.(en Ariège notamment)

Veut-on tuer les écrivains ainsi que toute la chaîne de production des livres, la poste, etc?

[3]: ***

Je trouve cette mesure absurde car :

- de nombreux commerces de livres proposent une carte de fidélité avec une remise de 5% d'un volume d'achat, ce qui concurrence directement les vendeurs en ligne (équité à sens unique ?)

- a-t-on pensé un seul instant au grand nombre de personnes en province qui habitent loin de toute librairie et qui n'ont pas d'autre choix que d'acheter en ligne ? Dans le meilleur des cas il y a un coin livre minuscule dans un supermarché, je ne crois pas que ça fasse partie de la catégorie des libraires qui se sentent concurrencés de façon déloyale.

Je suis contre cette mesure car :

- elle va à l'encontre de l'intérêt du consommateur : les libraires ont déjà la possibilité de faire une remise que les vendeurs en ligne ne peuvent pas, donc ils sont moins chers
- beaucoup de lecteurs vont se trouver pénalisés à devoir payer des frais de port quand faute d'une librairie à proximité ils sont obligés de passer par Amazon ou la Fnac
- certains livres ne peuvent pas être commandés autrement que par des sites de dimension internationale tels que Amazon : certains ouvrages en VO en provenance des USA ne peuvent pas être commandés par des libraires en France, hormis peut être quelques boutiques spécialisées dans les grandes villes, et encore...

Une fois de plus, cette réforme semble avoir été décidée par des personnes vivant à Paris et qui n'ont aucune conscience de ce qu'est la vie en province loin de tout.

[4]: ***

n° 1 : c est trop cher pour les livres de poches et trop cher pour les livres coûteux

n° 2: la livraison doit être à 0€ sur tout ce qui relève de la culture

n° 3: dès 1€. le seuil de 25€ me conduira à ne plus acheter de livres. les libraires seront les seuls à pouvoir commander en gris les ouvrages qui y sont introuvables.

Pourquoi ? Amazon livre de maniere sure tandis que les libraires 'ont aucun stock et sont incapables de trouver les livres que l on cherche. amazon me permet d accéder aux livres moins connus., en vo, a des prix que les librairies ne font pas

n° 4. c est idiots. toujours réglementer. soyez qualité vous aurez les clients

j n irai pas plus chez un libraire offusqué parce que je veux une culture lgbt+ (rien rayon ou cache sous un escalier comme au furet 59)

n° 5

: maintien de l envoi gratuit des livres. finance par l état

[5]: ***

Amazon c'est très bien.

Tout y est disponible et à prix raisonnable

Il n'y a pas de raison de les pénaliser !

Ce serait comme si vous aviez obligé Free à vendre des forfaits internet à 150€/mois car France Telecom s'est entêté dans le Minitel !

[6]: ***

Je suis contre cette proposition d'un tarif minimum pour la livraison de livres

[7]: ***

Bonjour,

En l'état actuel des tarifs de la Poste, 3€ me paraît un bon compromis. Mais je pense indispensable de laisser la possibilité aux revendeurs (qu'ils soient libraires en "dur" ou sur le net) de faire du franco de port (où un forfait symbolique de 0.50€ ou 0.01€ comme actuellement) pour un minimum de commande ou un abonnement MENSUEL qui serait au minimum de 3€ par exemple. la fidélité doit pouvoir être récompensée. Cordialement

[8]: ***

Q1 : Je suis opposé à cette surcharge de 3 euros. Quand on vit à la campagne, on n'a pas de librairie à proximité, vous allez encore ponctionner notre pouvoir d'achat pour des raisons idéologiques. A quoi bon priver le consommateur des avantages de la modernité ? Les libraires n'ont qu'à offrir un vrai service de qualité qui donne à leurs clients l'envie de venir en boutique.

Q2 : Livraison à 0.01 eur : oui avec le seuil le plus bas possible de commande (1 euro par ex).

Q3 : Le seuil de 25 eur d'achat est trop élevé, je propose 1 euro.

[9]: ***

Pour mes filles en haute école (ihecs) et la deuxième à l'université (U.I.b) les livres sont souvent très difficiles à trouver et sur Amazon on les trouve voilà pourquoi Amazon est plus souvent sollicité

[10]: ***

Le prix des livres est déjà très élevé, ça me donnera encore moins envie d'en acheter

[11]: ***

Oui à un tarif minimum pour la livraison de livres mais celui-ci ne doit pas être supérieur à 2 euros pour rester acceptable.

[12]: ***

Pourquoi la proposition de loi prévoyant que les frais de livraison de livres neufs doivent être facturés dans le respect d'un montant minimal de tarification est une fausse bonne idée, inutile et contre productivité

Depuis la fin des années 1990, les technologies numériques transforment notre mode de vie, de consommer et d'interagir avec les autres. Le pari technologique est une opportunité pour tout repenser dans notre société: les modes d'action, la relation aux autres, les propositions de valeur, la prise de décision, la collaboration avec des tiers, etc. Cette opportunité a été reconnue par les

différentes présidences françaises ainsi que par l'Union Européenne à travers une série d'actions qui visent à faciliter la transition vers un monde plus numérique. Le projet France Num sous l'égide du programme France Relance et Next Generation EU sont les derniers exemples de l'objectif long terme du Gouvernement Français d'accompagner les transformations économiques, sociales et environnementales de notre pays en facilitant le déploiement d'une économie numérique.

La numérisation de la culture est un des aspects fondamentaux de cette transition vers une économie plus numérique. Le programme national de Numérisation et de Valorisation des contenus culturels (PNV) constitue une des principales conditions à la mise en œuvre d'une stratégie numérique ministérielle résolument tournée vers les usages et la diffusion de la culture au plus grand nombre. De manière semblable l'accès aux contenus dématérialisés (eBooks) et la possibilité d'acheter en ligne (plateformes internet) les ouvrages physiques contribuent à garantir un accès plus large et plus juste à la culture à toutes les catégories sociales partout dans l'Hexagone. L'achat internet permet aux populations non citadines, lointaines du maillage des libraires, d'accéder facilement au même catalogue culturel que les urbains. Il permet à ceux qui ont des longues journées de travail et transport de prendre le temps le soir ou en dehors des plages d'ouverture des magasins physiques pour choisir et acheter les ouvrages en ligne et de les recevoir directement chez eux aux mêmes conditions que la population CSP+, plus aisée et souvent plus flexible au niveau horaire.

Le commerce en ligne des livres, dématérialisé et physique, est donc à la fois partie intégrale d'une stratégie plus vaste du Gouvernement Français et de l'Union Européenne pour assurer la transformation de notre pays et lui permettre d'être plus efficace, plus innovante et plus compétitif pour l'avenir. A la fois un des piliers des politiques de démocratisation culturelle et d'éducation qui veut, grâce au numérique et à l'économie qui en découle, réduire la fracture d'accès à la culture des nos territoires.

L'instauration d'un tarif minimum de 3 € TTC par colis (ou équivalent) irait à l'encontre des politiques gouvernementales susmentionnées car d'un côté il briderait le développement d'une économie plus numérique (e-commerce) pour lequel plusieurs milliards d'Euros ont été dépensés dans la dernière décennie et qu'a permis, entre autre, à la France de traverser la pandémie avec moins de difficultés, et de l'autre il priverait de-facto les citoyens les plus faibles (ruraux, travailleurs à large plage horaire, habitants des banlieues) de l'accès à une grande partie du catalogue éditoriale.

La loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021, dont la proposition d'un tarif minimum par colis fait partie, a comme objectif de "conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs", sous entendu "protéger le réseaux de 3 300 librairies indépendantes de la menace à terme de la concurrence des plateformes de e-commerce".

Deux questions se posent: (1) est la menace grave et réelle pour justifier une intervention du législateur pour réglementer le marché? (2) Si oui, est-ce que c'est un tarif minimum de livraison résout la problématique

Si on fait référence au rapport N° 651 présenté au Sénat le 2 juin 2021 par Mme BERTHET, en 2019, les ventes par internet ont représenté environ 17 % du volume, soit un peu plus de 70 millions d'ouvrages. Le principal canal de vente reste donc le canal physique (83%) et les librairies indépendantes

représentant environ 40 % des ventes totales. Le même document montre une tendance, sur les derniers 10 ans, d'une augmentation des ventes des livres par internet de 0.3%-0.4% au détriment des canaux physiques, ce qui permettra aux canaux physiques d'avoir encore +50% du marché d'ici 100 ans. Ces chiffres ne montrent donc aucune urgence de réglementer le marché du livre (pas plus que ce que la loi "Lang" de 1981 et la loi de 2014 encadrant les conditions de la vente à distance des livres font déjà) car aucun déséquilibre compétitif est mis en évidence, ni dans l'immédiat, ni dans le long terme.

L'achat en ligne se fait principalement pour des raisons de praticité: profondeur et disponibilité de l'offre, solutions de paiement, plage horaire d'achat, possibilité d'être livré sans se déplacer... et que marginalement pour des raisons de prix. L'instauration d'un tarif minimum par colis ne changera point les habitudes, souvent induites pas les contraintes, des acheteurs par internet, mais elle aura un impact sur la fréquence d'achat, avec comme résultat un affaiblissement de la filière éditoriale suite à une baisse des ventes. Dans un contexte inflationniste tel quel celui d'aujourd'hui on peut craindre en particulier un effondrement du marché du livre de poche plébiscité par les classes sociales moins aisées (prix moyen 6.50€) pour lequel 3€ représentent une hausse de +46%. Sans compter que le prix de livraison ira directement des poches des clients dans les profits des plateformes, avec un message pas forcément cohérent avec l'objectif primaire de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021.

Pour ces différentes raisons, on peut conclure que la proposition de loi prévoyant que les frais de livraison de livres neufs doivent être facturés dans le respect d'un montant minimal de tarification n'aura seulement comme effet de ne pas protéger le réseaux de librairies indépendantes d'une - pas forcément identifiée - menace à terme de la concurrence des plateformes de e-commerce car elle ne s'adresse pas au cœur du problème, c'est à dire l'incapacité des librairies indépendantes de se moderniser et d'offrir un service en ligne avec les nouvelles attentes des consommateurs, mais

1. Elle aura un impact négatif sur l'égalité d'accès à la culture dans l'Hexagone en particulier pour certaines catégories sociales (ruraux, travailleurs à large plage horaire, habitants des banlieues)
2. Elle aura un impact négatif sur le pouvoir d'achat dans un contexte inflationniste qui mènera probablement à une réduction des volumes des ventes impactant toute la filière éditoriale tout en renforçant les marges des plateformes internet
3. Elle sera en contradiction avec la vision d'une France plus moderne, plus efficace, plus innovante et plus forte grâce à l'essor de l'économie du numérique

[13]: ***

J'habite en campagne, le libraire le plus proche est à 25 kms, et a un choix restreint, ville a plus large choix à 45 kms, donc après le désert médical, un pas de plus vers le désert culturel en campagne.

[14]: ***

Petite commune rurale à 30 kilomètres de grandes librairies, l'achat de livre par internet est un VRAI SERVICE PUBLIC , comme les autres ventes.

Le coût du transport et l'impacte écologique doit être pris en compte.

De plus le risque de faire des kilomètres et de ne pas trouver le manuscrit, donc commande et nouveaux déplacements donc encore des frais qui feront doubler voir tripler le prix du livre. Nous ne

sommes pas tous des PARISIENS ou habitants des grandes villes, nous sommes déjà désavantagés dans TOUS LES DOMAINES' je vais bientôt effacer ÉGALITÉ sur le fronton de ma mairie.

La ruralité en a marre d'être pris pour des moins que rien et après on s'étonne du vote pour LES EXTRÊMES dans les campagnes

[15]: ***

Bonjour,

J'habite 1 commune proche de Locminé (Morbihan) avec 1 maison de la presse, à Locminé, où je peux commander des livres si je dispose du code ISBN de l'ouvrage.

Je fais partie des gens qui connaissent l'ISBN mais cela ne m'a pas empêché de recevoir 1 livre relié, alors que je souhaitais, pour 1 cadeau, 1 livre broché.

J'ai le droit de lire ce que je veux, quand je veux, dans le format qui me plaît alors maison de la presse et librairie, pas le même métier.

1 fois de +, les ruraux sont mis au ban ; faites des kilomètres ou payer 3 euros pour vous cultiver.

Au prix du carburant et autres, aujourd'hui, c'est NON, NON, NON et NON

Ce n'est pas agir pour la lecture et l'éclectisme.

[16]: ***

Bonjour, je suis contre tout frais de port concernant la vente de livres à distance car, une fois de plus, ce serait les habitants en milieu rural qui seraient pénalisés car, éventuellement, il n'y a de librairie, que dans certaines villes, et pour acquérir des livres il faudrait parcourir plusieurs dizaines de kilomètres. J'aime les librairies mais j'aime encore plus les livres et je ne veux pas être pénalisé parce que j'habite en milieu rural. Je veux pouvoir acheter des livres au même prix qu'en ville et ne pas avoir à payer de frais de port.

[17]: ***

Je ne souhaite pas d'augmentation du tarif de livraison, je ne vais pas faire 50 km pour aller acheter des livres ou des BD, merci de penser aux personnes loin des librairies et qui ne peuvent pas se permettre de doubler le prix d'un livre de poche pour le plaisir des libraires de ville !!!!!!!!!

[18]: ***

Bonjour

je ne souhaite pas vivre dans une société administrée ou des comités Théodule peuplés de fonctionnaires pousseurs de papier surpayés me disent comment agir ou penser.

Donc :

le prix de la livraison devrait être fixé à 1 centime. Ceux ou celles ou çautres qui ne sont pas contents, contentes ou contautres peuvent aller en librairie ou payer plus cher.

Merci de nous f... la paix

[19]: ***

Bonjour

Je suis un simple citoyen qui refuse qu'on taxe encore et encore toujours plus les produits du quotidien.

Il faut admettre que le secteur du livre est en recul, face aux technologies modernes de plus en plus attrayantes aux goûts du grand public.

Ce n'est pas en augmentant le prix d'acquisition du livre que l'on va inverser la tendance.

Pour ma part j'ai plus de 80 ans et recevoir mes livres physiques est la seule façon d'avoir accès à l'une de mes bien rares distractions.

Trouver un livre dans ma boîte aux lettres est une des rares choses qui me procure encore du plaisir. Et on voudrait me taxer ce dernier plaisir.

Par ailleurs il est toujours plus facile de mettre des bâtons dans les roues d'une institution (Amazon en l'occurrence ici) qui fonctionne bien, qui sait se mettre à la place du client, qui donne satisfaction par son efficacité largement reconnue, qui sait s'adapter au fil du temps, qu'essayer de se hisser à son niveau.

ça a toujours été ainsi, lorsque la concurrence dérange, il est tentant de la casser d'une façon ou d'une autre plutôt qu'essayer de se hisser soi-même.

J'estime qu'on paye déjà largement trop de frais parasites en contributions diverses dont la répartition laisse songeur, laissant bien peu aux intéressés qu'on se targue de défendre.

A qui profiteront ces 3€ supplémentaires envisagés pour chaque livre ?

Par contre on sait bien qui en sera victime, toujours les mêmes "chers consommateurs", en contrepartie d'aucune plus-value.

Je trouve vraiment bas cette idée de s'interposer dans un processus commercial en agissant sur des frais d'envoi obligatoires !

Qu'en pense les écrivains, les auteurs, leurs éditeurs ?

[20]: ***

Bonjour,

je suis contre les frais de livraison pour les livres neufs. Bien souvent les librairies locales n'ont pas les livres que je souhaite acheter : livres neufs mais pas récents. Du coup je dois les commander et attendre plusieurs jours, me déplacer au moins 2 fois à la librairie pour commander et retirer le livre. Lorsqu'on n'habite pas à proximité d'une librairie locale et/ou qu'on n'a pas de facilité pour se déplacer, on est pénalisés. Pourquoi faire la guerre à Amazon (parmi d'autres) et pas aux bibliothèques dans ce cas s'il s'agit de lutter contre la concurrence ?

Au lieu d'interdire ce qui marche bien on ferait mieux d'investir pour aider les librairies locales à se rapprocher des lecteurs : librobus (sur le modèle des bibliobus) par exemple, livraison à domicile.... Espérons que la loi ne signifie pas la diminution du nombre de lecteurs, mais des frais de 3 € pour un livre neuf (20 ou 25 euros en général s'il s'agit d'une nouveauté), c'est énorme et très dissuasif à mon avis ! Dommage... personnellement j'attendrai que la nouveauté arrive à la bibliothèque...

[21]: ***

Nous vivons à la campagne, il n'y a pas de librairie à moins de 30 km. Amazon est la seule possibilité pour acheter régulièrement des livres pour nos enfants. Le budget n'est pas extensible. Si nous devons payer des frais de port, nous achèterons beaucoup moins de livre. La culture sera encore tirée vers le bas.

[22]: ***

Madame, monsieur,

La proposition d'imposer un minimum de 3 euros de frais port pour la livraison des livres est à mon humble avis de consommateur un recul pour la culture.

Il existe aujourd'hui déjà des contraintes sur la vente de livre en ligne avec des frais port, minimum à 0,01 € et un prix du livre qui ne peut bénéficier de la loi Lang. Est-ce pour autant que les consommateurs ont renoncé à acheter leur livre sur Amazon ? La réponse est bien évidemment non.

Les libraires ne font rien pour évoluer et changer leurs pratiques pour qu'ils puissent développer la livraison ou le click-and-collect. Combien de fois, j'ai essayé d'acheter chez le libraire du coin, sans que celui ne propose une vision claire de son stock ou des possibilités de commander chez lui en ligne. Même les bibliothèques proposent de connaître leur stock et réserver un livre en ligne. Pourquoi le consommateur devrait subir, le non-investissement des libraires dans le numérique.

En province, la situation est plus critique, il faut faire de nombreux kilomètres pour acheter un livre sans savoir si on trouvera ce que l'on souhaite. Le consommateur n'a plus envi de perdre du temps et de l'argent à se déplacer (essence, transport, ...) pour essayer d'acheter un livre.

Finalement, ces 3 euros vont bénéficier à Amazon pour rentabiliser son business, alors que le consommateur en a profité de temps en temps. Maintenant, le consommateur réfléchira à peut être à consommer autrement, pour ne plus avoir à payer ces frais, soit en consommant moins, ou plus du tout, voir passer directement au livre numérique (proposé et très bien développé par Amazon).

Cette mesure va juste accélérer et accentuer la transition vers toujours plus de numérique, alors que le livre papier a encore de beaux jours devant lui. Les libraires ne vont rien gagner, ils vont juste perdre des clients qui achètent de temps chez eux et Amazon, pour passer au livre numérique, moins chère et sans frais de port. Ce sont les éditeurs qui en subiront les conséquences avec des baisses de livres significatives. Quant aux revendeurs d'occasions qui permettent de recycler de nombreux livres essentiellement en ligne seront aussi en ligne de mire de cette mesure.

Avec ces 3 euros, tout le monde va perdre : consommateurs, libraires, éditeurs et peut être un peu Amazon.

[23]: ***

je suis contre la fin de la gratuité. pensez aux lecteurs isolés, souvent âgés et loin de toute librairie .
merci

[24]: ***

Contre les frais minimum de port

[25]: ***

Il me semble essentiel de préserver les libraires indépendants en mettant les grandes plateformes de la vente en ligne sur un pied d'égalité.

Il est totalement absurde, (que ce soit sur le plan écologique autant que sur celui de l'égalité commerciale), que ces plateformes ne facturent pas de frais de livraison (ou alors des frais dérisoires) alors que les libraires, eux, sont soumis à une multitude de charges de fonctionnement.

Donc, oui à un tarif forfaitaire de livraison applicable aux plateformes de vente en ligne.

[26]: ***

Je suis d accord pour que le port soit payant. 3€ me semble un bon compromis. Étant une grande lectrice je commande mes livres à la Fnac car je ne peux me déplacer. Il me semble que la participation de 3 € serait correcte car cela me coûterait plus cher de prendre le bus pour aller au centre ville d Amiens ou bien pour me garer si je trouve une place!

[27]: ***

Je pense que le développement de la lecture sur des livres prime sur tout le reste.

En mettant des coûts sur les livraisons, nous n'allons pas dans ce sens.

Je suis favorable à un coût de 1 centime.

[28]: ***

Oui pour un tarif minimum de 3€ par livre.

[29]: ***

je suis pour l 'envoi gratuit ou quasi gratuit des livres

[30]: ***

Contre les frais minimum de livraison.

L'argument écologique n'en est pas un : les libraires se font livrer leur livres.

Et j'avoue que ces frais minimum réduiraient ma consommation de livres donc au détriment des écrivains et imprimeurs. Enfin impose-t-on aux grandes surfaces des prix minimum sur les articles de consommation courante ? Non.

[31]: ***

Je suis contre cette proposition :

J'habite dans un village qui ne dispose pas de transport en commun, mon épouse est handicapée par de gros soucis de santé (en ald)

Cette proposition ne peut que satisfaire les urbains, mais elle handicape encore un peu plus les ruraux qui encore une fois sont considérés comme quantité négligeable.

[32]: ***

Je suis contre cette proposition,

Au vu de la situation des libraires qui n'est pas si catastrophiques que ça vis à vis d'autres propositions

Pensez d'une part à l'écologie pour ceux qui sont loin des librairies qui doivent se déplacer en véhicule dans les librairies sans être sûr de trouver ce qu'ils cherchent donc plusieurs allers-retours, tout le monde n'habite pas Paris ou les grandes villes messieurs les faiseurs de loi

D'autre part pensez aux retraités ou malades incapables de se déplacer

Vu notre pouvoir d'achat en constante diminution, arrêtez les frais

Réfléchissez au futur et que feront le commun des gens ? : Ils vont arrêter de lire comme dans d'autres pays ou achèterons du numérique et ce sera de toute façon la fin des libraires et de toutes les professions qui en découlent

Par contre faites une loi pour libérer les tarifs des livres pour que tout le monde puisse avoir accès aux livres

On se retrouve à l'époque des débats de la naissance des supermarchés et qui a gagné ?

[33]: ***

Je trouve cette mesure injuste. Tous ceux qui n'ont pas de librairie à proximité sont obligés de commander les livres sur Internet. Devoir payer 3 euros pour commander un seul livre de poche à 6 euros ou moins est une mesure qui va pénaliser les plus modestes, et risque aussi de pénaliser les auteurs (baisse des ventes globales de livres). Payer 50 centimes, maximum 1 euro par livre commandé sur internet est le maximum acceptable.

[34]: ***

Bonjour,

Augmenter les frais de port pénaliserait les habitants des communes rurales et les vendeurs indépendants sur internet.

En voulant favoriser les libraires, cette augmentation ferait tout simplement acheter moins de produits culturels aux habitants des campagnes, et en vendre moins pour les indépendants, qui vendent sur les plateformes sans pour autant en faire partie, ne s'en servant que comme outils.

Les ruraux et les urbains qui ne vont pas en librairie par manque de temps ou d'envie devront juste payer plus cher leurs livraisons de produits culturels, augmenter les frais de port ne bénéficiera que très peu, voire pas du tout, aux libraires, comme vous le constaterez bien vite après cette augmentation, qui ne bénéficiera donc à personne.

Qui profitera d'ailleurs de ces trois euros en plus ?

Merci, bonne 18ème semaine à vous.

[35]: ***

OUI, je suis favorable au tarif de 3 € de livraison.

[36]: ***

Foncièrement contre !!

Encore une loi qui force des frais supplémentaires aux consommateurs !

[37]: ***

Faire payer la livraison des livres à 0€ pour les libraires indépendants.

Et faire payer les grandes surfaces (type Amazon) 10€ la livraison.

Bien sûr rien ne remplacera jamais l'achat direct chez un libraire indépendant

[38]: ***

Q1: trop élevé, la gratuité doit être maintenue

Q2: à partir de 2 livres, les frais devraient être de 0,01€, si un tarif doit réellement être mis en place

Q3: il ne doit pas y avoir de seuil ni de nombre de livre ni de prix d'achat des livres

Q4: il n'y a pas toujours de solutions alternative (point retrait) à proximité ce qui oblige à utiliser un véhicule

Q5: mettre en place un tarif d'expédition sera un nouveau frein à l'accès à la culture des personnes à faible ressources et habitant en zone rurale.

[39]: ***

Il est effectivement nécessaire de rétablir un équilibre et une égalité entre les géants (GAFAM) et les libraires français indépendants. Quand les premiers bénéficient de passe-droits pour diverses raisons, et qu'ils peuvent ainsi proposer des «livraisons gratuites» (alors qu'en plus, ils ne payent même pas

leurs impôts en France et font travailler leurs livreurs dans des conditions scandaleuses), les seconds doivent payer les tarifs réglementés de la poste, service public qu'ils font, au passage, travailler. Dans l'air du digital, des commandes par internet massives, des livraisons à domicile, il apparaît essentiel d'aider les libraires indépendants.

Et pour l'accès à la culture pour tous (classe sociale défavorisée, ruraux qui sont à des dizaines de km d'une librairie), il apparaîtrait même cohérent de proposer une livraison gratuite dès le premier livre.

[40]: ***

il faut sauver les libraires !

les géants de l'e-commerce, paye des entrepôts avec des millions de stocks, et AUCUN impôts en France !

la concurrence est totalement biaisée, si vous n'agissez pas , les libraires vont tous fermer d'ici 5 ans.
même Guibert Jeune a fermé à Paris

[41]: ***

Bonjour,

Il me semble qu'un minimum de 6 euros serait de nature à couvrir les frais d'expédition rémunérer correctement le personnel et inciter les acheteurs à s'orienter plutôt vers leur libraire habituel

[42]: ***

Afin de rétablir une réelle concurrence entre les différents acteurs de vente du livre - FNAC, Amazon et autres groupement de libraires d'une part et corriger enfin un profond déséquilibre qui fragilisent grandement la librairie indépendante en France depuis le détournement de la Loi Filipetti par ces mêmes grandes entreprises, nous demandons l'instauration immédiate d'une loi fixant de manière obligatoire un tarif minimum de 4,50 € pour toute expédition d'un ouvrage (postale ou par transporteur) et sans possibilité d'y adjoindre la moindre ou ristourne

remise

[43]: ***

Bonjour,

Je souhaite que la livraison à 1 cent ou gratuite existe toujours. Cela permet de commander des livres plus facilement et donc d'acheter des livres et faire vivre auteurs et maisons d'éditions quand on est loin d'une librairie.

[44]: ***

Bonjour

Oui à la facturation de la livraison du livre pour éviter les commandes de tout et n'importe quoi et des remboursements avec retour gratuit.

2€

Cordialement

[45]: ***

je suis contre la fin de la gratuité des frais de livraison des livres . pensez a ceux qui continuent à lire , loin des libraires....

[46]: ***

Bonjour, je suis totalement opposé à cette mesure. Habitant en zone rurale, la première librairie se trouve à plus de 30km de chez moi. La commande de livre pour mes enfants et moi même se font donc essentiellement sur Amazon. Une fois de plus, notre assemblée nationale se moque éperdument des français des campagnes, creusant chaque jour un peu plus les fractures et l'accès à la culture entre les français des villes et des campagnes. Résultats d'une tel mesure, simplement moins de livres pour mes enfants. De plus ce montant minimum de 3 euros correspond au prix de certain livre...déconnexion totale.

[47]: ***

Je suis pour la facturation des frais de livraison pour tout achat par internet

[48]: ***

Bonjour, je suis extrêmement étonnée de voir que la consultation n est pas ouverte aux principaux intéressés, c est a dire : les lecteurs !!!! Puisqu il faut obligatoirement faire partie d une société pour y participer.

Je vais quand même donner mon avis, moi cliente d Amazon , je suis contre le projet de l Arcep de faire payer 3 euros de frais de livraison : bien sûr vous pensez pas aux lecteurs qui n'ont pas la possibilité d aller en librairie, plus ceux qui n'y vont plus étant donné l accueil pas toujours a la hauteur, plus la difficulté de commander en librairie un livre qui n est pas en stock.

Sur Amazon on commande souvent des livres qui ne sont pas des nouveautés...

Par ailleurs dans les grandes surfaces, qui concurrencent aussi les librairies, beaucoup achètent des livres en faisant leurs courses. On pourrait peut-être taxer les grandes surfaces !

Si vous taxez les lecteurs qui achètent sur Amazon, ça ne les ramènera pas dans les librairies, mais vous agirez contre le pouvoir d achat de ces lecteurs.

Et donc, puisque l ideologie anti Amazon a le vent en poupe, je propose au maximum de payer 0,50 euro par livraison

Cordialement

[49]: ***

Bonjour,

Je suis opposé au tarif de livraison minimum.

J'habite en campagne et il n'est pas évident d'avoir des livres particuliers. Je les trouve sur Internet via le site Amazon et d'autres sites.

Le libraire du coin ne prend pas la peine de commander des livres difficiles à trouver.

Bien des produits sont vendus sur Internet et on ne s'est pas soucié des vendeurs locaux.

Idem pour les grandes surfaces qui détruisent les centres-villes de campagne.

Arrêtons surtout de taxer autant les petits commerces, donnons-leur les moyens d'être heureux à la fin de leurs mois.

Cordialement,

[50]: ***

Bonjour,

Comme par hasard et comme d'habitude votre consultation ignore totalement les cas particuliers qui nécessitent une livraison à domicile, voire avec remise en mains propres. Tous les usagers ne sont pas égaux pour vous et le Code Pénal interdisant la discrimination négative est sans intérêt ?

Question n° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minium d'envoi des livres neufs ?

Non, si des dispositions ne sont pas proposées pour les handicapés, les Personnes à Mobilité Réduite, les personnes ne disposant pas de moyens de transport facilement accessibles, les pauvres pour qui la culture est souvent le loisir le moins cher.

Question n° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minium du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Aucun intérêt si le reste n'est pas réglé.

Question n° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

D'abord, pour respecter la loi, une livraison en mains propre (y compris en étage avec ou sans ascenseur) doit être rendue obligatoire pour éviter le délit de discrimination. Ensuite, le prix de livraison ne devrait pas dépasser 10% du prix de l'ouvrage que celui-ci soit neuf ou d'occasion.

Question n° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Elles oublient ou méprisent (au choix) l'essentiel.

Question n° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Commencez par faire appliquer la loi et par considérer que recevoir un livre à domicile n'est pas un luxe, surtout quand on est touché par les aléas de la vie.

Cordialement,

[51]: ***

Bonjour,

Laissons le libre marché en vigueur, les consommateurs ne retourneront pas en librairie sous prétexte d'un prix de livraison de 3€ (considérer le coût de transport aller retour dans une librairie, et le temps passé, cela reste toujours rentable de commander)

Cependant ce surplus ira sûrement augmenter les revenus des grandes entreprises puisque si le coût augmente pour le consommateur, les frais de livraisons eux ne changeront pas pour les entreprises.

Les ebook feront toujours "concurrences" au livres physiques et encore plus avec ce prix plancher imposé.

Quant est-il des bibliothèques ou vous pouvez louer un livre, cette concurrence n'est elle pas considérée comme néfaste pour les librairies ?

Laissons faire le marché, si certaines librairies ne peuvent plus vivre, il est probable que leur modèle économique ne soit plus viable.

Ralentir le progrès et l'accès à la culture pour l'ensemble des français en faisant de l'assistanat dans le but de servir les intérêts de commerçant; est de mon point de vue néfaste pour l'éducation et la culture de notre pays.

[67]: ###

Bonjour,

En tant qu'utilisateur et lecteur j'estime que le tarif minimum de 3€ est trop élevé pour la livraison de livres.

[52]: ***

Q1

Je suis contre. La concurrence doit jouer dans le secteur de la logistique. Ceux qui ont développé une logistique avec un prix de livraison tendant vers zéro doivent pouvoir en tirer les bénéfices.

Q2

Cela ne devrait pas être limité à un certain seuil.

Le prix du livre est encadré, ok

Si un marchand veut offrir la livraison, c'est sa liberté de compétitivité commerciale.

Q3

Je le place dès le premier centime d'achat.

Q4

531 > je ne sais pas, je ne connais pas les contraintes pour envoyer en outre-mer

532 > je suis contre. Le commerçant doit pouvoir proposer la livraison gratuite s'il le souhaite

533 > je suis contre pour les mêmes raisons

534 > contre, pour les mêmes raisons.

535 > contre, je ne vois pas pourquoi favoriser les petits libraires. Si Amazon souhaite offrir la livraison Mondial Relay, c'est son problème et sa liberté commerciale.

Q5

Ces propositions sont une usine à gaz dispensable

Amazon, Fnac.com, Momox distribuent bien + de livres et + de choix que les "petits libraires" et les rendent accessibles à n'importe quel point du territoire, et également en terme de prix (pour le marché de l'occasion)

Si les petits libraires étaient si indispensables, les gens ne les déserteraient pas.

Je suis un très très grand "consommateur" de musique (LP vinyles, abonnements streaming, concerts, festivals..) et de livres, je ne regrette clairement pas l'époque des disquaires ou des libraires. Si les gens achètent ailleurs ou consomment différemment, c'est qu'il y a des raisons. Inutile de mettre des bâtons dans les roues pour sauver un modèle terminé.

[53]: ***

Q1 : le prix minimum ne devrait pas dépasser 1/3 du prix du livre.

Q2 : ok mais 0 serait plus simple.

Q3 : ok

Q4 : la livraison dans une librairie doit être au même prix que dans

le commerce d'à côté ou chez moi, à l'étage. Quelle raison

écologique peut justifier la différence ?

Q5 : Je trouve surprenant qu'il ne soit pas indiqué s'il ne s'agit

que des livres papiers ou aussi des livres numériques. C'est un

manque.

2 Détaillants (285 contributions)

[1]: ***

Société : Place Ronde

Le prix de 3€ est nettement inférieur au plus petit tarif postal que j'ai payé sur les envois de livres que j'ai pu réaliser allant de 5€ (Mini) à plus de 23€ (Maxi pour l'île de la réunion).

De plus laisser la possibilité du 0,01€ ne fera qu'augmenter la distorsion de concurrence et aggravera la situation financière des libraires qui perdront de l'argent sur les envois.

Ceci est totalement inadmissible : la vente à perte est interdite en France. On ne peut détériorer sans cesse la marge de ce commerce qui est entièrement contrainte par des mastodontes qui refusent toute négociation commerciale digne de ce nom.

[2]: ***

Société : DES LIVRES ET DES ILES

Bonjour, nous sommes distributeur à La Réunion depuis de nombreuses années.

Nous avons un site de vente en ligne et aujourd'hui les tarifs de la poste ne nous permettent pas de nous développer. Je suis très à l'écoute d'un tarif livre que j'attends de tout cœur. Cdt [*****]
[*****]

[3]: ***

Société : LC Editions EURL

Bonjour, je suis libraire spécialisé en musique. La remise qui nous est consentie par les éditeurs est de l'ordre de 33 à 40 %

Cette marge très faible est trop souvent grignotée par les frais de livraisons gratuits qu'il est difficile de ne pas proposer face à la concurrence des GAFA.

Personnellement, Je pense qu'un prix de 5 Eur serait plus juste. En effet, pour un livre de 500g le timbre + suivi s'élève déjà à 6.32 Eur (Tarif Poste Pro 2022) sans compter le prix de l'emballage carton (0,30 Eur)

Cordialement, [*****] [*****]

[4]: ***

Société : CIBRAV

Je soutiens le prix forfaitaire de livraison d'un livre à 3 E et la gratuité autorisée à partir de 45 E.

Car, le prix de 2 livres neufs et récents dépasse souvent 40 E et, pour moi, la gratuité devrait s'appliquer à partir de 3 livres. Cette limite pourrait inciter les acheteurs à choisir 3 livres au lieu de 2.

Cordialement,

[*****] [*****]

[5]: ***

Société : LA PROCURE

En tant que libraire, réalisant une part significative (13%) de mes ventes sur Internet, mais avec une marge nette (coups directs une fois imputés) quasi nulle compte tenu de la difficulté à faire payer les frais de port à son juste prix, je soutiens l'idée d'un seuil minimum de facturation pour les frais de port, applicable à toute la profession.

Seuil préconisé : 3.99€ par colis expédié (actuellement nous facturons 6.90€ par colis expédié et 4.90€ pour les remise en points Relay, et 0.01€ au delà de 49€)

Je suis par ailleurs favorable à conserver une souplesse permettant de faire de la promotion incitative à l'augmentation du panier (et favoriser ainsi l'achat groupé ou l'étirement des achat en limites de période commerciale fortes). Compte tenu du panier moyen que je constate sur notre site INternet actuellement (38€),

je préconise de fixer ce seuil minimum à 49€, seuil d'achat au delà duquel le tarif de 0,01€ pourrait être appliqué (le tarif au delà du seuil doit être quasi gratuit, faute de quoi, l'incitation ne fonctionne plus).

La recommandation de l'Arcep proposant un seuil à 25€ est bien trop bas et ne permet pas de jouer sur une incitation particulière à l'achat groupé. UN seuil aussi bas rend inopérant le principe promotionnel et reviendrait à revenir de fait à la quasi gratuité des frais de port, ce qui est l'exact inverse de l'objectif visé.

[6]: ***

Société : L'établi des mots

Je propose que la tarification minimale imposée à Amazon pour l'expédition de livres soit égale à 50% minimum de la tarification de La Poste pour un colis du même poids.

[7]: ***

Société : Association Livre Ensemble - Librairie le Fil Rouge

La proposition de l'Arcep nous semble pertinente, mais le seuil à partir duquel la quasi-gratuité des frais d'envoi serait possible nous semble trop peu élevé. Notre proposition serait de 40€ au lieu de 25€.

[8]: ***

Société : Librairie Le Point

Question 1

3€ est insuffisant et pour des raison d'équité il doit être au minimum aligné sur le tarif d'une lettre verte de la Poste

Question 2 et 3

Défavorable à un seul de 0.01€ pour un achat supérieur à xx,xx €

Question 4

J'estime qu'au nom de l'écologie et en raison du coût environnemental et afin de permettre la pérennité de commerces de proximité que le tarif de la livraison dans un relais colis doit être inférieur à la livraison à l'adresse spécifiée par l'expéditeur : domicile ou entreprise.

Question 5

Le tarif minimum devrait tenir compte des coûts de recyclage de l'emballage qui n'est pas neutre.

Seules les commandes passées via le site d'un pdv de livres ou d'un portail national ou régional dédié à la vente de livres doivent bénéficier du retrait à 00,00 ceci afin d'éviter un contournement des règles (Un site de vente en ligne pouvant livrer des ouvrages à un pdv de livre qui fait également relais colis).

[9]: ***

Société : SAS POINT-VIRGULE

QUESTION N° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure car elle rééquilibrera le rapport de concurrence entre librairies indépendantes et pure players.

Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

Quand on commande sur Internet, on paye TOUJOURS des frais de port, pourquoi cela serait différent pour le livre ?

Le bilan social des pure players – et de leurs sous-traitants – est catastrophique. 5€ par commande pourrait permettre de reconnaître leur travail et de mieux les rémunérer.

Limiter l'envoi de petits colis en faisant payer les frais de port permettrait de limiter le bilan carbone de ces entreprises.

« Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » Mieux contrôler l'exploitation des données personnelles par les pure players serait une bonne contrepartie à l'instauration de frais de port payant.

QUESTION N° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Pour maintenir la liberté de commerce et la saine concurrence, il est important que les frais de port puissent être offerts par les commerçants à partir d'un certain montant.

Tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat.

Cette mesure incite à massifier ses achats plutôt qu'à les éparpiller en de multiples petits colis, et elle s'inscrit ainsi dans le cadre du développement durable.

QUESTION N° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Je placerais le montant des frais de port offert à un minimum 60€ de commandes.

La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché. A partir de 60€ de commande, offrir les 5€ de frais de port est presque amorti pour la remise autorisée de 5%.

QUESTION N° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Rien à signaler. Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France

QUESTION N° 5

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs –
Association loi 1901

De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centres-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'années, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[10]: ***

Société : BD DELAMBRE

Je propose de suivre les recommandations du SLF :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- validation de la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[11]: ***

Société : BD2R

Je propose de suivre les recommandations du SLF :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- validation de la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[12]: ***

Société : LIBRAIRIE DES BAUGES

- ok pour un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

ok pour une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- ok pour valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[13]: ***

Société : Le goût des mots

bonjour,

merci de donner aux libraires l'opportunité de répondre à cette consultation. Voici ce que j'aimerais voir appliquer:

- un tarif minimal de frais de port de 4,80 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si cependant un seuil déclenchant des frais de port moins élevés était mis en place, je le situerais pour les commandes d'un montant de plus de 75 € comme la plupart des sites marchands, avec un tarif à 2.25 €
- je soutiens la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

cordialement

[*****] [*****]

Libraire

[14]: ***

Société : LIBRAIRIE VILLY SARL

Libraire indépendante je soutiens complètement la position du SLF qui propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[15]: ***

Société : PAR LES CHEMINS

En tant que libraire indépendant et de proximité, maillant le territoire en milieu rural (76190 Yvetot), je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'un seuil déclenchant des frais de port moins élevés était maintenu, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[16]: ***

Société : Librairie de l'étoile

- Minimum de frais de port 6.5€ (frais minimum d'un colissimo)
- Pas de montant donnant droit à un franco en ce qui concerne le livre. Cela revient à modifier la loi sur le prix unique du livre.

- Les commandes mix doivent donner droit à des traitements différents en ce qui concerne les envois d'ouvrages (chaque article à son coût d'envois; frais de port sur les ouvrages et gratuité sur le reste de la commande par exemple)
- Les abonnements premium ou autres système de fidélité ne doivent en aucun cas permettre de déroger à cette réglementation.

[17]: ***

Société : L'Apostrophe

Bonjour,

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Pas assez. C'est le montant le plus faible pratiqué par des acteurs puissants de la vente en ligne hors livre, d'après votre tableau. Or, le livre est ce "produit" juridiquement et économiquement à part en France, dont les revendeurs finaux font partie des commerces de détail les moins rentables du pays (enquête Xerfi, rapports divers etc). On ne peut pas s'appuyer sur cette norme. Le minimum doit être plus proche du coût minimum d'expédition. Je soutiens la proposition du SLF.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Pourquoi ne pas plutôt prévoir un montant maximum ou dégressif ? Pourquoi un minimum à 0.01 € comme avant ? Le transport a un coût et les livres un poids. Je reviens sur la rentabilité des librairies. La marge est vite entamée. Nos fournisseurs n'incluent pas cet abandon de marge dans la remise qu'ils nous octroient. Complément d'information source Livre Hebdo, tableau joint.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

C'est le seuil Amazon hors livre. C'est faible. Le roman récent 9782351782750 TRENTE JOURS D'OBSCURITE 476g 25,40 € est expédié pour 6 € minimum. En moyenne une librairie touchera entre 8 et 9 € sur ces 25.40. Le port représente donc les 2/3 de la marge. Seules les grosses librairies qui envoient beaucoup de volume, avec un pôle dédié, pourraient peut-être s'y retrouver. L'envoi postal prend plus de temps à la librairie que la vente sur place du même livre à un client qui sait donc ce qu'il veut. Pour beaucoup de librairies l'envoi postal n'est pas actuellement une activité qui s'autofinance, elle entre donc en concurrence avec les tâches quotidiennes ou l'accueil physique : alors qu'au moins la vente à distance ne soit pas (beaucoup) moins rentable qu'une vente en boutique. Je maximiserais la position du SLF.

Merci,

Cordialement.

[18]: ***

Société : Le roi lire

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[19]: ***

Société : A livr'ouvert

Je soutiens les propositions faites pas le syndicat national de la librairie, soit

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

[20]: ***

Société : Librairie Terra Nova

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le tarif minimum de 3€ est insuffisant. Ce tarif ne permet pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

Notre librairie préconise un tarif minimum de livraison de 4,95 € (montant minimum colissimo) quelque soit le montant d'achat.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Notre librairie est fermement opposée à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de

port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Notre librairie est fermement opposée à ce seuil.

La plupart des commandes de ce montant seraient réalisées à perte.

La gratuité des frais de port est une aberration économique et écologique, c'est un service auquel il est impératif que le client participe.

Question Q4 : que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- Livraisons outre-mer : l'ARCEP propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer

Nous sommes favorables à cette disposition.

- Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.

La librairie n'est pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. En effet, dans le cas d'envois fractionnés du fait d'une indisponibilité temporaire d'une partie des livres commandés (ou d'une commande comportant un livre en pré-commande), le site internet serait dans l'obligation de se retourner vers le client pour lui facturer des frais de port en sus

de ceux réglés initialement lors de la commande et alors même que la responsabilité de la disponibilité partielle des ouvrages n'incombe pas au client mais au détaillant. Cette disposition est non seulement difficilement imaginable sur un plan commercial mais elle serait très difficile à appliquer techniquement. Dans ces conditions, notre librairie défend l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

Nous sommes d'accord : l'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées

dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

Totalement d'accord avec cet objectif de simplicité et de facilité de mise en œuvre de la mesure.

[21]: ***

Société : SARL LIBRAIRIE LA CEDILLE

Des frais à 3 € ne tiennent pas compte des tarifs postaux, 4.50 € serait donc bien le minimum.

Par ailleurs, fixer à 25 € un seuil pour la gratuité du port est largement insuffisant. Cela correspond à environ 1 livre grand format, cela veut dire que la marge disparaît dans les frais, donc on vend quasiment à perte.

[22]: ***

Société : Librairie le Détour

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[23]: ***

Société : entre parenthèses

- tarif minimal de frais de port devrait être de 4,50 €

Ce tarif devrait être appliqué quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- Le seuil déclenchant des frais de port moins élevés, devrait se situer entre 50 et 60 €.

Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €.

le tarif minimum de frais de port devrait être appliqué aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon soit 4,50 euros.

[24]: ***

Société : L'Infinie Comédie

Je considère que la proposition actuelle de l'ARCEP vide le projet de loi de sa substance en en détournant totalement l'esprit.

Je soutiens totalement la position du SLF, à savoir :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

- valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[25]: ***

Société : Librairie L'Or des Etoiles

Le montant de 3 euros de frais de port jusqu'à 25 euros de commande n'est pas réaliste compte tenu de la réalité des frais d'expédition. Un montant de 4.50 me semble être le minimum acceptable.

Le principe de la quasi gratuité (1 ct) au delà de 25 euros est un principe calqué sur les grandes plateformes et ne correspond pas au marché du livre. Le montant de 4.50 euros peut être conservé pour les expéditions en France quel que soit le montant de la commande.

les gros acteurs bénéficient de tarifs négociés avec les prestataires, ce qui crée déjà une concurrence déloyale.

En outre, le consommateur / client doit apprendre à regrouper ses commandes dans un souci évident de préservation de l'environnement. La gratuité ou quasi gratuité est une aberration environnementale.

[26]: ***

Société : librairie l'antre du snorgleux

merci de suivre les recommandations du SLF.

la quasi gratuité des frais de ports à partir de 25€ est un non sens et rendrait cette loi totalement inefficace.

[27]: ***

Société : Bulles en cavale

Minimum de frais de port de 4,50 euros

Pas de quasi gratuité (0,1ct) avant un minimum de 60 euros de commande

Merci

[28]: ***

Société : Librairie RAVY / QUIMPER

QUESTION N° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure car elle rééquilibrera le rapport de concurrence entre librairies indépendantes et pure players.

Le tarif minimum doit être de 4€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

Quand on commande sur Internet, on paye TOUJOURS des frais de port, pourquoi cela serait différent pour le livre ?

Le bilan social des pure players – et de leurs sous-traitants – est catastrophique. 4€ par commande pourrait permettre de reconnaître leur travail et de mieux les rémunérer.

Limiter l'envoi de petits colis en faisant payer les frais de port permettrait de limiter le bilan carbone de ces entreprises.

« Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » Mieux contrôler l'exploitation des données personnelles par les pure players serait une bonne contrepartie à l'instauration de frais de port payant.

QUESTION N° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Pour maintenir la liberté de commerce et la saine concurrence, il est important que les frais de port puissent être offerts par les commerçants à partir d'un certain montant.

Tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat.

Cette mesure incite à massifier ses achats plutôt qu'à les éparpiller en de multiples petits colis, et elle s'inscrit ainsi dans le cadre du développement durable.

QUESTION N° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Je placerais le montant des frais de port offert à un minimum 60€ de commandes.

La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché. A partir de 60€ de commande, offrir les 4€ de frais de port est presque amorti pour la remise autorisée de 5%.

QUESTION N° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Rien à signaler. Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France

QUESTION N° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieurs à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs –

américains – du Web. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[29]: ***

Société : Les Oiseaux Livres

Il est communément admis que le poids moyen d'un livre est de l'ordre de 300 gr.

Pour ce poids, un envoi en lettre verte coûte 6€.

Le tarif minimal imposé à la vente en ligne doit donc être voisin de ce prix pour ne pas engendrer de distorsion de concurrence entre librairies et plateformes.

Je propose donc un tarif minimum de 5€ pour 1 livre,

Tarif qui ira croissant avec le nombre de livres commandés (et donc le poids réel du colis). Revenir à 1centime de frais de port à partir de 25€ aurait le double effet pervers d'inciter les clients à commander davantage pour atteindre ce seuil.

Pour finir, cette grille de tarif doit effectivement s'appliquer aux colis mixtes ainsi qu'aux programme de fidélité : en bref, elle doit être incontournable.

En vous remerciant pour votre vigilance et votre détermination à ne pas vider cette loi de son esprit, je vous adresse mes sincères salutations.

[*****] [*****] - librairie Les Oiseaux Livres

[30]: ***

Société : Librairie ANAPHORE - EURL HAPAX

Q1 : Je suis pour un tarif minimum de 4 (QUATRE) euros

Q2 : Je suis contre : cela me semble aller à l'encontre de l'objectif de la loi.

Il faut que le minimum de frais soit au moins de 1 (UN) euro

Q3 : Je suis pour un montant d'achat au tarif le plus bas SUPERIEUR A 50 EUROS, voire 60...

Cela garantit que la gratuité soit quasiment impossible pour l'achat uniquement de 2 livres brochés (deux nouveautés en littérature par exemple) ; ou bien un catalogue d'exposition (prix public moyen 40 euros, poids supérieur à 1 kg)

Q4-1 Dom-Tom : Je suis d'accord

Q4-2 Colis mixtes : je suis d'accord

Q4-3 Plusieurs colis : je ne suis pas d'accord

Q4-4 Prog. de fidélité : d'accord à condition que le minimum de frais soit supérieur à 1 euro

Q4-5 Retrait en librairie : je suis d'accord

Q5 : Je pense qu'il faudrait plutôt des tarifs dégressifs.

Par exemple achat 0 à 30 euros => 4 euros / de 30 à 60 euros => 2 euros / sup. à 60 euros => 1 euro.

[31]: ***

Société : Le vent des mots

Bonjour,

A titre personnel, je trouve que cette loi va à l'encontre de ses objectifs. En effet, le tarif proposé, de moitié inférieur à celui proposé en moyenne dans notre magasin, ne nous permettra pas d'être en concurrence avec les grandes plateformes. Bien sûr, le plafond va devenir un palier comme habituellement dans les lois nous concernant, ce qui nous amènerait vers un déficit très important (puisque la poste, apparemment, n'a pas prévu de changer ses tarifs pour s'adapter à cette loi)

Enfin, je déplore le retour de la quasi-gratuité après un palier bien trop bas (représentant moins de deux livres). A nouveau, comment pouvons-nous être concurrentiels lorsque la poste, elle, augmente ses tarifs en fonction du poids. De plus, souvent, nos clients regroupent les commandes pour n'avoir qu'une fois les frais de port à payer. Si le retour à la quasi-gratuité se fait, et surtout à ce tarif, comment leur expliquer que nous, au contraire, augmentons les frais de port en fonction du nombre de livres.

Pour résumer : cette loi est bien plus contre-productive qu'elle n'aura d'effets bénéfiques pour les librairies. Elle dénote plus d'un accord avec les grandes plateformes qu'avec les commerces locaux, que vous prétendez servir.

Cordialement,

[*****] [*****]

[32]: ***

Société : SARL Livres Books & Company

Je trouve la proposition de l'ARCEP bien insuffisante, notamment en ce qui concerne l'abaissement des frais de port à 1 cent à partir de 25 € d'achat, qui est totalement contraire à l'esprit de la loi Darcos.

Je soutiens la contre-proposition du SLF, à savoir :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- la validation de la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[33]: ***

Société : sas des livres et vous landes Frédéric

la proposition de seuil à 25 euros pour les frais de port à 0.01 euro est une provocation et un statu quo inadmissible, les frais minimum à 3 euros semble un bon début, pour les petits colis, il faudrait une grille proportionnelle avec le poids, comme pour la Poste, même s'il faut trouver un juste milieu, les frais actuels étant prohibitifs. Nous devons adopter un positionnement de respect du travail de tout le monde, des auteurs avant tout car nous travaillons pour eux et voulons une large diffusion de

leurs créations, des libraires évidemment, nous sommes là pour proposer un service de qualité dans des délais raisonnables, des éditeurs, et surtout dans le cas présent des employés de la logistique, nous voulons un juste prix pour rémunérer de façon décente ces métiers du transport qui le sont si peu aujourd'hui. L'hypocrisie de ces frais de port actuels laisse penser que les frais de port ne pèsent pas tant que cela sur la marge des entreprises, mais ce n'est pas parce les grandes plateformes numériques le proposent que c'est vertueux et souhaitable. Nous devons être plus humains que les plateformes concurrentes. Il faut aussi revoir en interne la logistique de prisme qui laisse à désirer et qui pénalise beaucoup les librairies hors région parisienne.

[34]: ***

Société : CHARLYLIT

Bonjour,

Je trouve que faire payer un minimum de 4,50€ serait correct car pour nous, libraires, c'est le prix que nous coûte un carton en Ile de France. Pour payer moins de frais de port, le montant des livres achetés devraient être de 50€ ou faire un calcul selon le poids des livres. Mais en aucun cas faire des ports gratuits car pour nous librairies, les francos n'existent pas.

Bien cordialement

[35]: ***

Société : LA PLUME DE NOBLAT

bonjour,

je valide les propositions du SLF,

les minimums de commande ne peuvent pas être à moins de 50€ car vu les remises données par les distributeurs, pour les petites libraires cela reste encore compliqué.

Merci

[*****]

[36]: ***

Société : lumiere d'aout

Q1 oui. c'est un minimum car les frais de port restent plus élevés donc la librairie rogne sur sa marge. 5€ est plus proche des frais réels sans parler que les tarifs d'envoi par la poste augmentent chaque année.

Q2 non mauvaise idée. pas de quasi gratuité des frais d'envoi

Q3 si cas échéant, le seuil devrait se situer entre 50 et 60 €, afin de conserver une marge correcte. Au seuil de 25€ avec des fdp à 0,01€, je ne gagne que 3€ en définitive, sans compter les couts d'emballage et le temps passé.

Q4 oui il faut appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Q5 il faudrait en parallèle négocier un tarif postal concordant avec ce tarif minimum

[37]: ***

Société : Atrium

Madame, Monsieur,

les sénateurs et députés ont souhaité consolider la loi sur le prix unique du livre à l'unanimité.

Cette position est assez unique pour être soulignée et nous, libraires indépendants dont le modèle est extrêmement fragile, espérons que les décisions prises permettront de respecter l'esprit de la loi tout en préservant le pouvoir d'achat de nos clients.

A cette fin, voici la position défendue par notre collectif et que je soutiens:

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans aucun retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, vous souhaitiez un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 € et Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- Appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Vous remerciant d'avance de soutenir la politique culturelle française,

[38]: ***

Société : SARL SYPE

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[39]: ***

Société : ECOSPHERE LIBRAIRIE

Bonjour,

Je valide la proposition du SLF qui me paraît raisonnable.

Cordialement.

[40]: ***

Société : Librairie Gwalarn

Le tarif minimal des frais de port doit être environ de 5 €. Le coût réel est bien souvent de 7€ ou plus (hors temps de travail).

Pas de frais port quasi-gratuit (1c) sinon à quoi bon faire une loi ? Ce serait simplement revenir à la situation ante.

Si une réduction des frais de port doit s'appliquer malgré tout, cela ne doit pas être en dessous d'un montant de commande de 60 €. 5€ de prise en charge des frais de port par le libraire pour un total de commande de 50 €, cela représente 25% de la marge qui part en fumée et le double du coût d'une carte de fidélité.

[41]: ***

Société : Planete DessinOriginal

- un tarif minimal de frais de port de 3,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

[42]: ***

Société : librairie de mohon

Je suis pour la proposition du SLF:

le SLF propose :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Cordialement,

[43]: ***

Société : Librairie Bleue comme une Orange

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[44]: ***

Société : Librairie Les oiseaux de nuit

Je demande: un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[45]: ***

Société : Omerveilles SARL

Pour donner un exemple qui concerne des petites librairies :

nous exploitons deux magasins (4 libraires soit 3 ETP), nous envoyons systématiquement en colissimo (réduction de 10%, affranchissable depuis les magasins avec utilisation de feuilles recyclées, Poste à proximité, suivi de l'envoi, volonté de soutien au service public de proximité). Le tarif minimal de colissimo est de 4,95€ pour un envoi de 250g. C'est très rare qu'un livre plus l'emballage fasse ce poids. Nous envoyons majoritairement des colis entre 6,55€ et 14,35€.

Un tarif minimal à 4,50 est irréaliste. Ne parlons pas de mettre 2,25€ à partir de 50€ d'achat...

Notre chaîne du livre est très consommatrice de transports émetteurs de carbone. Plutôt que de tirer sur les marges(ou de vendre à perte) pour faire le dernier kilomètre et empêcher les petits acteurs de la chaîne d'investir dans des moyens décarbonés, il vaudrait mieux faire régler le coût réel. Cela aurait l'avantage de montrer l'ineptie de la massification des ventes par correspondance pour des objets comme le livre dans les zones urbaines largement pourvus en librairie et d'inciter à l'installation dans les zones moins denses en réduisant la concurrence directe et déloyale entre des toutes petites structures et des mastodontes de la VPC.

[46]: ***

Société : GALERIES DU LIVRE DOUCET

Quand on commande sur Internet, on paye TOUJOURS des frais de port, pourquoi cela serait différent pour le livré

Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché. A partir de 60€ de commande, offrir les 5€ de frais de port est presque amorti pour la remise autorisée de 5%.

[47]: ***

Société : Otaku No Dera

Bonjour,

Je rejoins le SLF quand au fait que vos propositions ne sont pas en adéquations avec la réalité de notre marché et soutien les propositions faite par le SLF à savoir :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Merci à vous

[48]: ***

Société : SARL A FLEUR DE MOTS

Bonjour,

notre librairie se situe en province dans un contexte économique fragile ou l'acteur de proximité devient essentiel. Nous reconnaissons l'utilité de toutes les formes de concurrence, même celle de la vente en ligne dès lors qu'elle s'exerce en toute équité et de façon loyale. Notre syndicat, le SLF, a animé un débat depuis de longues années sur les frais de port. Lorsque les frais de port sont offerts ou très réduits, c'est une façon de détourner la loi sur le prix unique du Livre et de ne pas reconnaître

notre travail quotidien de sélection et de conseil. Il faut donc avoir des modérateurs que vous trouverez dans la communication du SLF.

Pour que nous continuions à répondre aux demandes des écoles (ex, "opération "Jeunes en librairie" lancée par le gouvernement), des bibliothèques, des salons, des animations dont "La nuit de la lecture", aux quelles ne répondent jamais les opérateurs et les algorithmes de la vente en ligne, il nous faut confirmer notre quotidien de libraires.

En vous remerciant. Vive le Livre !

[49]: ***

Société : NOUVELLE LIBRAIRIE BAUME

Bonjour,

Je m'aligne sur l'excellente analyse du SLF et ses recommandations :

- Q1 : tarif minimum de livraison à 4,50 € et non 3 € comme envisagé
- Q2 : pas de quasi-gratuité à compter d'un seuil de commande
- Q3 : si établissement d'un seuil minorant les frais, ce seuil est à porter à 50 € de commande (et non 25 € = panier moyen, donc signifierait que tout commande bénéficie de frais d'envoi gratuits ou symboliques) ; et le montant auquel les frais seraient ramenés devrait être à 2,25 € minimum (aujourd'hui, ma pratique est de proposer au client de prendre en charge la moitié des frais de port lorsqu'ils excèdent 7 € et que le panier est significatif)
- Q4 favorable mesure OM / tarif minimum appliqué pour colis mixant livre et autres / application du tarif à la commande et non au colis / fidélité et point relais : tarif identique

[50]: ***

Société : LIBRAIRIE "Alimentation Générale"

Je soutient sans réserve les analyses et propositions du SLF, qui me semblent équilibrées, et donc je préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

[51]: ***

Société : LIBRAIRIE DU LAPIN BLANC

Je soutien la proposition suivante :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[52]: ***

Société : La Librairie Générale

R1: je ne suis pas pour, un tarif minimal de frais de port de 4,50 € TTC serait mieux.

R2: je ne suis pas pour le seuil de quasi-gratuité

R3: s'il devait y avoir un seuil, celui-ci devrait être plutôt aux alentours de 50 ou 60 euros avec au minimum 2.25 euros de frais de port

R4: je suis d'accord avec les précisions d'application

[53]: ***

Société : Librairie La Lison

Nous demandons :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

Nous validons la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[54]: ***

Société : Folies d'encre

Je préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

Je suis opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, je préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées

dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

Je ne suis pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable

[55]: ***

Société : Librairie LUCIOLES

Q1 : 3€ c'est insuffisant, c'est un prix qui rogne la marge du livre, rien ne justifie de vendre à perte une prestation et à 3€ ce serait le cas

Q2 : quelle drôle d'idée de fixer à 0.01 € à partir d'un certain montant !? on perd à l'unité mais on se rattrape sur la quantité. Les entreprises gérées ainsi mettent la clé sous la porte bien vite.

Proposition vraiment pas sérieuse

Q3 : pas d'accord pour un seuil cf explication ci dessus

En fait j'arrete là car les propositions ne collent absolument pas avec l'esprit envisagé de la loi Darcos. On sent un lobbying très fort des AMAZON et compagnies.

Merci de protéger les commerces essentiels en proposant des dispositions qui vont dans ce sens. J'ai envie de conclure par «tout ça pour ça...». Extremement déçu !

[56]: ***

Société : LIBRAIRIE PAPETERIE BRUNETEAUX

Bonjour,

nous soutenons la proposition d'un tarif minimum réglementé pour les frais de livraisons de livres afin d'essayer d'obtenir une égalité de traitement entre les différents acteurs du commerce de livres en ligne.

Il faut soutenir absolument notre diversité et particularité Française d'offres équitables de vente en ligne face aux géants du numérique.

Sans parler de rentabilité, les petits libraires perdent de l'argent en réduisant artificiellement leurs frais d'envoi en essayant de s'aligner sur les plateformes pour rester compétitifs et ne pas perdre des ventes.

Il faut préserver une équité et protéger également le prix unique du livre.

[57]: ***

Société : Librairie martelle

Bonjour,

J'aimerais participer à la concertation. Cela n'est pas à prendre à la légère c'est le futur des librairies indépendantes qui se jouent. Relativement similaire à la loi Lang de 1981, nous avons besoin d'aide pour exister face à des entreprises internationales sans morale.

1 - Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

L'idée d'instaurer un tarif minimum est une bonne initiative car elle permet de retrouver un équilibre entre librairies indépendantes et géants du secteur. Cependant 3€TTC ne permet à aucun libraire indépendant de rentrer dans ses frais et de conserver sa rentabilité. Un minimum à 5€ TTC permettrait à tous les acteurs d'être (presque) sur un même pied d'égalité.

2 - Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Nous sommes contre le principe du retour à la gratuité des frais de port.

3- Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Si un seuil devait exister nous souhaitons que ce seuil soit fixé à 60€ TTC et nous pourrions passer les frais d'envoi à 2€50 TTC. Le prix d'une bande dessinée type roman graphique monte très vite à 25€, le dernier Houellebecq était à 26€. Il y a ici deux soucis, l'un économique, la rentabilité et la rémunération pour le libraire et l'autre éthique (bilan carbone) avec une multiplication d'envoi de colis. C'est pourquoi nous plaçons en ce sens.

4 - Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Livraisons outre-mer : l'Arcep propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer : nous sommes favorable à cette proposition

Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.

La mise en place du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de toute équité dans la mise en place de cette mesure.

Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.

Nous ne sommes pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. Dans le cas d'envoi multiple, si un livre n'est pas disponible en stock nous serions dans l'obligation de revenir vers notre client et le facturer des frais d'envoi en plus de ceux qu'il aura déjà réglé lors de sa commande initiale. La disponibilité en stock du livre est notre responsabilité et nous refusons d'en faire subir les conséquences à nos clients. Outre cet aspect commercial, il serait techniquement difficile de le mettre en place..

C'est pour cela que nous fonctionnons déjà à la facturation au premier colis et non sur les suivants dans notre établissement.

Il faut donc défendre l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

Nous sommes en accord avec cette proposition.

5 - Commentaires additionnels :

La librairie en France est le commerce le moins rentable de tous les commerces avec 1% de rentabilité. La loi Darcos agit en faveur des librairies pour rétablir un équilibre et une équité entre les acteurs de la vente du livre.

Il est important pour nous que la décision de l'Arcep accompagne la volonté du législateur qui est de faire entrer la librairie indépendante dans le commerce internet avec des conditions de concurrence les plus équitables possible.

[58]: ***

Société : LIBRAIRIE FEUILLES DES VIGNES

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[59]: ***

Société : Encre & Pixels

Comme d'habitude, la solution envisagée pour résoudre une problématique tient plus de l'usine à gaz. Il existe un tarif livres et brochures : inclure la France dans les territoires éligibles à cette offre réglait efficacement la question des frais de port et du contournement de la loi par Amazon (entre autres), tout en permettant aux libraires indépendants de répondre favorablement à une demande d'expédition sans être obligé d'en faire payer le prix à l'acheteur.

À 3 euros minimum, l'objectif n'est pas atteint, puisque de toute façon, étant données nos marges, nous ne pouvons prendre cette somme en charge.

Par ailleurs, remettre la quasi gratuité des frais de port à partir d'une certaine dépense (25 euros en l'état actuel de la réflexion) n'amènera les acheteurs qu'à acheter davantage chez les vendeurs en ligne afin d'atteindre ce montant.

Une nouvelle loi inutile, pour ne pas dire néfaste pour les commerces de proximité.

[60]: ***

Société : SAS LE CHAT DU BLEUET

Selon notre librairie, le tarif minimum de frais de port ne doit pas être en dessous de 4,50 €.

L'application de ce tarif doit être imposé quel que soit le montant de la commande. Le tarif minimum de frais de port doit être imposé aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[61]: ***

Société : Librairie du Cabestan

Le problème des frais de port est un faux problème.

En effet, la loi Lang qui a protégé, et protège toujours les libraires indépendants est aussi celle qui permet à toute GMS, de se voir interdire de minorer le prix de vente du livre au delà des 5 % légaux.

EX : si la GMS gagne 40 % de remise, cad bien plus qu'un libraire lambda...ça leur laisse du mou pour maquiller ce leurre du port.

Donc, le fait de demander qq centimes, voire deux euros symboliques, n'est qu'un argument commercial, dont la charge financière est complètement couverte par les sur-remises accordées aux éditeurs à cette GMS...

Le prix minoré pour envoyer un ou des livres, n'a aucune raison d'être accordé, comme pour tout autre article. Ce n'est pas au métiers du livre de régler son problème de répartition de la valeur ajoutée en interne, mais bien aux Pouvoirs Publics, et donc à l'intérêt général de ne se faire leurrer par la GMS.

[62]: ***

Société : PLACE RONDE

Les frais de port doivent être applicables à tous et quelque soit le montant de la commande. Le montant doit s'établir à 4,50 € minimum. Aucune dérogation ne saurait être acceptée pour quelque intervenant que ce soit. La quasi-gratuité ou la gratuité des frais de port doivent être absolument bannies de ce contexte. cela crée une distorsion de concurrence car les libraires ne peuvent en aucun cas récupérer les frais perdus sur d'autres lignes de produits. Les colis mixtes des plateformes doivent obligatoirement être taxés de frais de port minimum autour de 3€ ainsi que les programmes de fidélité type Amazon Prime.

[63]: ***

Société : LIBRAIRIE BAGOT

Réponse à la consultation sur les frais de port :

Petite librairie de province, je rejoins le SLF qui propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 € (ce qui correspond aux frais postaux en lettre suivie de 250g, ce qui est un poids minimum pour un livre)
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- en cas de seuil, le montant déclenchant des frais de port moins élevés ne devrait en tous cas pas se situer à moins de 50€-60€, permettant de récupérer (un peu) sur la marge les frais d'envois engagés. Et le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à au moins 2,25 € (partageant ainsi avec le client les frais de 4.50€)

[64]: ***

Société : SARL L'ART de VIVRE - Librairie Tropiques

Ci-joint le texte de la proposition de projet de loi de 2012 dont le projet actuel de tarification réglementée reprend l'article 1.

Naturellement nous soutenons les exigences légitimes et parfaitement rationnelles exposées par la SLF concernant les décrets d'application :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[65]: ***

Société : L'Attrape-Coeurs

Nous rejoignons en tout point la position de l'association Paris-librairies sur l'importance d'un tarif minimum fixé à 4,50€ sans exception ni quasi-gratuité sous aucune condition.

Nous tenons néanmoins à rappeler que ce tarif aurait sans doute un effet «dissuasif» sur le consommateur qui le pousserait à s'adresser plutôt à sa librairie de quartier, mais ne nous pousserait pas à développer notre activité de vente en ligne avec livraison qui resterait largement déficitaire (cf le tableau fourni par paris-librairies.)

Une fois ce tarif fixé, il serait bon de réfléchir à des solutions écologiques et (donc) de proximité, qui permettraient aux libraires de quartier de se positionner sur le marché de la livraison :

- un tarif préférentiel à négocier avec la poste pour les librairies labellisées LIR ?
- des solutions «collaboratives» pour développer des livraisons à vélo dans les centres urbains en mutualisant la charge des coursiers, peut-être via une association comme parislibrairies.fr ?

Quoiqu'il en soit rien n'est envisageable sans un tarif minimum fixé.

En vous remerciant de votre attention,

Cordialement

[66]: ***

Société : Librairie Attitude

L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure pour rééquilibrer le rapport de concurrence entre libraires et pure players. Le tarif minimum doit être de 3,5 euros pour permettre aux librairies indépendantes de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

Il est important que les frais de port puissent être réduits à partir d'un certain montant d'achat. Ainsi, à partir de 50 euros de commandes, les frais de port pourraient être de 1 Euro.

Par ailleurs, il semble indispensable que les frais postaux puissent être négociés pour l'envoi de livres, comme cela est déjà le cas vers l'étranger via le tarif «livres et brochures».

[67]: ***

Société : LA COURTE ECHELLE

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[68]: ***

Société : Librairie le Liseron

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[69]: ***

Société : LIBRAIRIE CHANTEPAGES

Les propositions de l'ARCEP semblent prendre le bon chemin afin de permettre une équité de traitement entre les librairies indépendantes et les grands géants d'internet. Il paraît aujourd'hui indispensable d'appliquer à tous les mêmes montants de frais de port.

Cependant, il semble important de signaler que le tarif minimal des frais de port devrait être dans l'idéal de 4.50€ et qu'une application de ce tarif soit obligatoire quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à la moitié du tarif s'appliquant à la tranche inférieure, soit 2,25 €.

Ne nous laissons pas avoir comme cela à déjà été le cas lors de la mise en place de la dernière loi au sujet des frais de port.

[70]: ***

Société : La Nouvelle Chambre Claire

Q1. Vu les prix pratiqués par la Poste pour un envoi suivi le montant de 3€ minimum semble dérisoire...

Q2. Un seuil minimum qui profiterait plus aux grosses plateformes qui ont une offre beaucoup plus importantes (livres neufs, livres d'occasion et marketplace, service d'auto-édition, etc...)

Q3. Quand bien même cela serait envisagé, le seuil minimum est trop bas.

Étant spécialisé en livres de photographie, le seuil d'achat de 25€ pour une quasi gratuité des frais de port, revient quasi au même pour nous que sans seuil d'achat.

Q4. Rien à dire sur les modalités

Q5. Il serait plus judicieux d'avoir un tarif négocié avec la Poste ou un prestataire pour les livres.

Ou tout au moins, plus de transparence sur les tarifs pratiqués par la Poste en fonction du volume d'envois ainsi que des grilles tarifaires plus lisibles (ils facturent par exemple des prestations supplémentaires à des prix différents pour les envois à l'étranger, en fonction des destinations...)

[71]: ***

Société : IMABUL / univers BD

Je soutiens les attentes de la réponse du SLF que j'ai mise en pièce jointe.

[72]: ***

Société : La Luciole

un tarif minimal de frais de port de 4,50 € pour être au plus proche de la réalité de terrain.

Pas de minimum pour être autorisé à la (presque) gratuité des frais de port, ou beaucoup plus élevée que 25€

En accord avec : le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Merci,

Cordialement

[*****] [*****]

[73]: ***

Société : sarl au pain de 4 livres

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[74]: ***

Société : sarl chantefable

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[75]: ***

Société : Librairie du Québec

Bonjour,

Voici mes réponses :

Question n° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Ce tarif me paraît comme étant un minimum, à la vue des tarifs effectifs des transporteurs, 4 €, me semblerait plus indiqué. Envisager d'envoyer les livres en tarif lettre verte» me semble peu sérieux d'un point de vue du suivi pour le client.

Question n° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Je suis tout à fait d'accord.

Question n° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ?

Je serais partisan de la fixer à 50 €, les marges étant réduites dans le domaine du livre, 25 € me paraît un peu juste. Si l'on vend un livre à 25 €, la marge est entre 7 et 10 €, le poids sera au minimum de 600 g / 800 g, donc le prix du port effectivement payé par le libraire est de 7,45 / 8,10 € minimum, ce qui gruge toute la marge et fait du libraire un travailleur bénévole.

Pourquoi ?

Question n° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Il faudrait préciser quel tarif s'applique dans le cas d'un envoi à partir d'un département métropolitain vers un département d'Outre-mer car pour le coup les tarifs ne sont pas les mêmes.

Question n° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

[76]: ***

Société : LIBRAIRIE LES BIEN AIMES

Nous soutenons le SLF dans ces démarche pour une révision de la loi concernant les frais de port. Il est impératif que des mesures soient prises pour contrer Amazon et continuer à promouvoir la culture en France.

[77]: ***

Société : SAS Maison du Livre

Bonjour,

Nous facturons 5,90 € de frais de port par envoi, quelque soit la commande. Une librairie indépendante ne peut pas fonctionner à perte.

La loi a été votée pour éviter toute concurrence déloyale des gros acteurs qui fonctionnent à perte pout tuer les petits. Amazon prétend servir les zones isolées mais en fait tue les librairies des zones rurales. Leur volonté de casser les prix est une volonté de prédateur, qui remonte les prix quand il reste seul dominant.

L'idée de mettre un minimum à 3 ou 4 euros ou d'autoriser le port quasi-gratuit au-dessus de 25 ou 30 euros reste scandaleuse. Je ne vois pas en quoi tuer les librairies indépendantes rendrait service aux consommateurs. Seuls le proximité et un large choix consultable et disponible permettent l'accès à la culture.

J'espère donc que l'esprit de la loi de 1981 et de la nouvelle loi sur les frais de port sera respecté et que l'on arrêtera la vente à perte ou l'épuisement de nos salariés, mal payés. Quand on parle de marge, il ne faut pas oublier que c'est pour payer les libraires au Smic. Et nous ne demandons de baisser le Smic !!!.... Nous demandons d'arrêter de donner à la puissance financière d'Amazon et de la Fnac de tuer nos petites villes, et nos centres-villes des métropoles.

Cordialement,

[*****] [*****], Maison du Livre, Passage des maçons, 12000 Rodez

[78]: ***

Société : SNLP - LIBRAIRIE CAPESTERRIENNE

IL EST REGRETTABLE DE CONSTATER QUE CE DISPOSITIF L'OUTRE MER N'EST PRIS EN COMPTE SIGULIEREMENT LA GUADELOUPE AVEC SON CARACTÈRE TRI ARCHIPELAGIQUE.

JE PROFITE POUR FAITE SAVOIR QUE LE LIVRE SCOLAIRE EST LE PRODUIT LE PLUS TAXE 2 TVA OCTOI DE MER LE FRET AVION INCONTOURNABLE EXORBHITANT.

MERCI DE VOTRE RETOUR

J. [*****]

Secrétaire Association des Libraires Indépendants Guadeloupe (ALIG)

[79]: ***

Société : sas librairie préférences

Voici notre réponse :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- nous validons la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[80]: ***

Société : Folies d'encre Saint Ouen

Bonjour, je souhaiterais

un tarif minimal de frais de port de 3,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

Si, néanmoins, vous l'ARCEP mainteniez un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil serait entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil pourrait être fixé à 2,25 €, ce qui me semble plus juste.

[81]: ***

Société : Librairie Florilège

- Pour le tarif minimum à 3€, il est trop bas pour le prix que nous, libraires, devons payer pour envoyer les commandes par la Poste (sans parler du temps de préparation et d'envoi). L'étiquette Colissimo pour 500g (soit le poids d'un roman grand format de 400 pages, donc assez classique dans les commandes internet) est à 5,85€. A ceci, il faut évidemment ajouter l'emballage et la préparation, je pense sincèrement que le prix minimum devrait être à 5€.

Faire payer la livraison est aussi une question de responsabilisation écologique pour les clients, qui, pour beaucoup, ont pris l'habitude de se faire livrer à domicile pour tout et n'importe quoi sans en assumer les coûts (qu'ils soient financiers ou non).

- La quasi-gratuité pour une somme de commande aussi faible que 25€ d'achat (qui correspond quasiment au prix d'un roman grand format chez certains éditeurs) est un non-sens au vu de la loi qui a été votée. En plus, plus il y a de livres, plus il y a de poids et donc évidemment, plus le prix de l'étiquette colissimo monte. S'il devait y avoir une baisse de prix de livraison, j'aurais tendance à la mettre à 100€ d'achat (prix psychologique) et à hauteur de 3€, pas moins.

- Les frais de livraison minimum devraient s'appliquer dès lors qu'il y a un envoi de livre (même dans les colis mixtes) et même en cas de programme de fidélité, sinon le sens de cette loi risque d'être

dévoiyé au profit, encore une fois, des grandes enseignes de vente en ligne qui tiennent déjà le marché.

[82]: ***

Société : L'Etape Littéraire

Q1 : Le seuil de 3€ minimum est trop faible pour l'envoi de livres neufs. Ce seuil devrait être à 4,50€ minimum.

Q2 : Les libraires indépendants ne peuvent assumer des frais de port à 0.01€. Le montant des frais de port peut être réévalué selon le montant des achats mais toujours avec un minimum viable pour les libraires.

Q3 : Le seuil devrait être aux alentours des 50€ d'achat pour une livraison moins coûteuse mais pas à 0.01€.

Q4 : OK.

Q5 : Un montant minimum de 4.50€ pour une livraison à domicile et en point retrait jusqu'à 50€ puis une livraison remise au-delà de cette somme. La livraison peut être remise à 2.50€ à partir de 50€ d'achat.

[83]: ***

Société : Chantelivre

Question n° 1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Ce montant ne nous permet pas d'envoyer un livre sans perdre de l'argent donc correspondrait à du dumping de la part des détaillants qui n'ont pas accès aux tarifs de transport qu'un acteur majeur peut éventuellement négocier.

Je ne peux pas envoyer en courrier simple (personne ne le fait).

Le minimum devrait selon moi correspondre au tarif postal en courrier suivi le moins cher constaté soit selon votre étude : 4.95 en colissimo.

Question n° 2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Je suis contre : ce montant minimum de 0.01€ correspond à une pratique qui s'assimile de mon point de vue à un contournement de la loi : « la loi dit pas de gratuité : donc je fais payer 1 centime ».

Donc fixer dans la loi ce montant minimum de 0.01€ reviendrait donc dans les faits à annuler la précédente loi qui interdisait la gratuité. Ce n'est pas du tout dans l'esprit de ce qui a été voté : c'est un déni de démocratie (expression à la mode depuis quelques années).

Le coût réel du transport augmente s'il y a plusieurs livres à expédier (en fonction du poids du colis). Je trouve donc que le minimum de 4.95 devrait s'appliquer quelque soit le montant de la commande (le volume permettant d'absorber la différence entre le coût de transport et le montant facturé au client).

[84]: ***

Société : Librairie La Carline

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[85]: ***

Société : Librairie du conquérant

Bonjour,

j'ai mis en pièce jointe le texte du Syndicat français de la librairie dont je soutiens les attendus.

Merci beaucoup

[*****] [*****]

[86]: ***

Société : LIBRAIRIE PARCHEMINS

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[87]: ***

Société : La tête ailleurs

Nous appuyons le tarif minimal de frais de port de 4,50 €, quel que soit le montant de la commande.

Si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

Merci de votre écoute...

[88]: ***

Société : Librairie le Brouillon de culture à Caen

Je m'associe entièrement aux positions du slf pour chacune des réponses aux questions de la consultation.

Vous en trouverez le détail dans la pièce jointe n°1.

[89]: ***

Société : librairie Metropolis

nous sommes en accord avec la proposition du SLF que vous trouverez en pj

cordialement

[*****] [*****]

Librairie Metropolis

Bayeux

[90]: ***

Société : TEMPS-LIVRES

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[91]: ***

Société : CAFE LIBRAIRIE DE SANCERRE

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Ce tarif ne permettrait même pas de couvrir ne serait-ce que les

seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des

tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

Je préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

Ce tarif reste inférieur à celui en vigueur sur les principaux sites e-commerce (Amazon, CDiscount, Fnac, Darty, Leclerc...) pour un très grand nombre de produits, en l'occurrence 4,99€.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Je suis résolument opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue.

Le raisonnement visant à penser que les librairies pourraient compresser leurs marges pour offrir la quasi-gratuité des frais de port à partir d'un certain panier d'achat ne tient compte ni de la situation financière très tendue de ces commerces ni de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent, contrairement à toutes les autres branches du commerce, de se rattraper sur le prix de vente du produit principal, ce prix étant fixé par l'éditeur et non par le libraire. A ce titre, la comparaison avec les usages ayant cours en ligne pour d'autres produits n'est pas pertinente car elle ne tient pas compte de la spécificité du marché du livre, secteur régulé par un prix unique fixé par l'éditeur.

La quasi-gratuité des frais de port est une aberration écologique. Elle entraîne une multiplication des livraisons alors que des librairies de proximité peuvent répondre aux demandes des lecteurs urbains qui constituent la grande majorité des acheteurs sur internet, selon les données du CREDOC 2.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

J'affirme mon opposition résolue à tout retour de la quasi-gratuité.

Si, malgré l'ensemble des raisons mentionnées plus haut, l'ARCEP maintenait un tel principe, il est incontestable qu'un seuil de 25€ serait de surcroît beaucoup trop bas. Ce seuil correspond en effet au panier moyen pour les commandes de livres expédiées par

les libraires. C'est le prix unitaire de la majorité des bandes dessinées ou d'un panier composé d'un livre grand format et d'un livre de poche.

La quasi-gratuité des frais de port serait dès lors applicable à la majorité des paniers vidant la loi de ses effets. Elle n'inciterait pas davantage de librairies à proposer une activité d'expéditions et forcerait sans doute celles qui le proposent actuellement à s'aligner sur ces nouveaux barèmes en rendant cette activité encore moins rentable qu'aujourd'hui.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, je préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

Question Q4 : que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- Livraisons outre-mer : l'ARCEP propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer

Je suis favorable à cette disposition.

2 Selon les chiffres du Credoc, ce sont les habitants des zones urbaines à forte densité de population qui achètent

le plus sur internet. Ainsi, 61% des Français résidant dans l'agglomération parisienne achètent en ligne et 57%

des personnes vivant dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, contre 50% seulement des habitants

des zones rurales.

84% des « cadres et profession intellectuelle supérieure » (terminologie du Credoc) achètent en ligne, 67% des

employés, 56% des ouvriers et 50% des personnes au foyer. Même si la pénétration a progressé dans toutes les

catégories professionnelles, sa structure est quasi-inchangée depuis 2010.

Par effet de miroir, ce sont naturellement, les diplômés de l'enseignement supérieur qui achètent le plus sur

Internet. Ils sont 78% à faire des achats, contre 70% pour les personnes qui ont le niveau bac et 21% pour les

non-diplômés. Cette dernière catégorie, se situe 34 points en dessous de la moyenne nationale (55% des Français

qui achètent en ligne).

- Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep

envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.

Le SLF n'est pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. En effet, dans le cas d'envois fractionnés du fait d'une indisponibilité temporaire d'une partie des livres commandés (ou d'une commande comportant un livre en pré-commande), le site internet serait dans l'obligation de se retourner vers le client pour lui facturer des frais de port en sus de ceux réglés initialement lors de la commande et alors même que la responsabilité de la disponibilité partielle des ouvrages n'incombe pas au client mais au détaillant. Cette disposition est non seulement difficilement imaginable sur un plan commercial mais elle serait très difficile à appliquer techniquement. Je fait remarquer que, dans la situation actuelle, les frais de port applicables à une commande faisant l'objet d'une expédition fractionnée sont d'ores et déjà « chargés » sur le premier colis et non sur le ou les suivant(s).

Dans ces conditions, Je défends l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait :
pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

Je souscris à cet objectif de simplicité et de facilité de mise en œuvre de la mesure.

[92]: ***

Société : LIBRAIRIE PAPETERIE BRUNETEAUX

Nous soutenons le projet de loi visant à l'équité des frais d'envois pour les libraires et les plateformes de vente en ligne.

Il faut absolument contraindre les gros acteurs de la vente de livres en ligne à appliquer, autant que possible, les tarifs les plus proches de ceux que doivent pratiquer les petits libraires, à la fois pour préserver le prix unique du livre mais aussi une concurrence loyale entre les différents acteurs de ce réseau et ainsi défendre le maillage de petits libraires indépendants et autres commerçants du livre qui constituent une magnifique particularité Française qu'il faut absolument préserver.

Les envois de livres doivent absolument être une possibilité de développement des petites et moyennes structures.

[93]: ***

Société : Librairie M'Lire

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Comme le montrent les calculs de marge ce tarif ne permettrait même pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

La librairie est résolument opposée à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, la librairie souhaite qu'il ne soit pas inférieur à 50 à 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

[94]: ***

Société : Librairie Le Goût des Mots

Nous nous associons au SLF et à son argumentaire ci-joint.

Bien cordialement

[95]: ***

Société : Librairie Martelle

Q1 - Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

-->C'est nécessaire mais au vu des tarifs en vigueur, nous allons encore perdre de l'argent à seulement 3€. Le minimum serait de 5 ou 6 euros à mon avis.

Q2 - Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

-->Autant ne pas faire de loi dans ce cas.

Q3- Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

-->Vu nos marges, avec un seuil de quasi gratuité à 25€ on peu dire au revoir à un quelconque profit. Le bénévolat c'est cool quand c'est un choix. Et puis, ça veut dire quoi ? Que le transport c'est gratuit ? Que les transporteurs travaillent gratuitement ? Les libraires aussi ? Que la pollution engendrée, on s'en fiche ? Soyons sérieux.

Q4 - Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

•Livraisons outre-mer : l'Arcep propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer :

-->C'est normal.

- Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.

-->C'est ce qu'il faut faire sinon on voit d'ici poindre l'astuce des géants du commerce en ligne. Un exemple : au moment de payer en ligne, on vous propose d'acheter en plus un marque-page à 0,05 euro et ainsi vous obtenez des frais de port à 0,01 euro. Malin !

- Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.

-->Je crois qu'il faut défendre l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

-->C'est indispensable, évidemment.

- Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

--> C'est OK.

Q5 - Commentaires additionnels :

On compte sur vous ! Merci !

[96]: ***

Société : LA COMPAGNIE DES LIVRES

Bonjour,

Voici ma position :

- Tarif minimal de frais de port : 4.5 euros
- Application de ce tarif quelque soit le montant de la commande sans retour à la quasi gratuité.
- Si un seuil déclenchant un minimum de frais de port est maintenu celui-ci doit être supérieur à 50 euros. Dans ce cas le tarif minimum de frais de port serait de 2.25 euros minimum. Ce tarif minimum pourrait éventuellement s'appliquer aux commandes mixtes et / ou aux commandes dans le cadre de programme de fidélité.

En vous remerciant,

[*****] [*****]

[97]: ***

Société : Jeux de Pages

Question n° 1 : je pense que le montant de 3€ TTC est trop faible pour rétablir un équilibre entre sites en ligne et librairies physiques. D'autant que si on fait une moyenne des prix actuellement pratiqués (3.75€ TTC), le montant proposé en bien en deçà. Entre 4 et 5 €, cela me semble être un bon compromis.

Question n° 2 : cela me paraît encore compliqué de l'envisager pour des structures petites & moyennes. Cette semi-gratuité impacte notre marge, déjà faible. Cette décision de ne pas en faire permettrait également de faire prendre conscience de l'économie du livre et de sa particularité (prix unique fixé par l'éditeur).

Question n° 3 : en tout cas, il est certain que 25 € est un prix trop faible pour partir sur des frais de port semi-gratuit et impossible pour un libraire de rentrer dans ses frais. Le doubler serait plus judicieux.

Question n° 4 : D'accord pour les applications 5.3.1, 5.3.2 (j'ai également d'autres produits dans ma librairie qui éviterait deux emballages différents et deux explications sur les frais de port) selon les produits, 5.3.3.

Totalement d'accord pour le 5.3.4 ; j'espère qu'elle ne sera pas remise en cause car elle est extrêmement importante pour ne pas que cette loi fasse l'effet inverse (augmenter le nombre d'abonnements sur ces plate-formes).

Enfin, pour le 5.3.5, cela me paraît indispensable également que le point de retrait, hors commerce (par exemple, les boîtes Amazon situées en ville) soit considéré au même titre que la livraison.

Question n° 5 : j'espère que cette consultation portera ses fruits et soutiendra davantage les libraires indépendants dans leur travail quotidien de transmission du livre et de manière générale, de la culture.

[98]: ***

Société : La librai'bulles

Je pense qu'il serait plus équitable pour les librairies (vis à vis de la grande distribution du livre) d'avoir

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, vous maintenez un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer au dessus de 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- un tarif minimum de frais de port pour les colis mixtes et les programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[99]: ***

Société : L'Antre Guillemets

Les propositions que vous faites sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce. Je suis en accord avec les propositions du SLF :

- * un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- * une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- * si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- * de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[100]: ***

Société : SARL LIBRAIRIE LIVRESSE

Je pense que la proposition défendue par le SLF permet aux librairies indépendantes de pouvoir tenter d'exister face à la concurrence de mastodontes financiers qui anéantissent toutes possibilités de diversité sur nos territoires ruraux et pauvres. Donc, un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[101]: ***

Société : LES MODERNES

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[102]: ***

Société : librairie folies d'encre

Je préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

Je suis opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, je préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

Je ne suis pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable

[103]: ***

Société : Librairie-Café Le Biglemoi

Tarif minimal de frais de port : 6 euros soit le prix moyen d'un colissimo

Application de ce tarif jusqu'à sans limite

Si toutefois une limite devait être instaurée, un minimum de commande à 100 euros pour profiter de la quasi-gratuité me semble un seuil acceptable.

Application de ce tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Pour mémoire, Amazon ne propose la quasi-gratuité de l'envoi pour des montants inférieurs à 25 euros uniquement pour les livres neufs. Cela démontre tout à fait sa volonté de s'octroyer pour lui seul la vente de livre par correspondance.

[104]: ***

Société : librairie polinoise

Nous soutenons totalement la proposition du SLF concernant le montant des frais de port. Les petites librairies comme la nôtre n'ont pas la possibilité de s'aligner sur les moyens financiers de ces multinationales. Leur but ne serait-il pas de tuer nos commerces ?

Et ainsi de s'arroger la totalité du marché.

En espérant que nous soyons entendu.

Soutenons vigoureusement l'idée du prix unique du livre, les frais de port en étant la prolongation.

[105]: ***

Société : librairie L'Orange bleue

L'équipe de l'Orange bleue propose que tous les prestataires de vente en ligne de livres paient les tarifs proposés par la Poste, qui est le plus accessible pour la très grande majorité des libraires qui n'ont pas les moyens de négocier avec des messageries privées. Bien entendue, aucune dérogation ne peut être acceptée (programme de fidélité ou gratuité au-delà d'un montant d'achat). Nous croyons en effet que tel est l'esprit de la loi, et c'est l'intelligence de ceux qui doivent la mettre en application que de respecter cet esprit, tout en résistant aux techniques et aux ruses des lobbies. Merci pour votre lecture. Bon courage, [*****] pour l'équipe de l'Orange bleue

[106]: ***

Société : Maison Eliza

Je souhaite apporter mon soutien au no de la maison d'édition à ce grand problème des frais de port en France. Et également ajouter qu'il pourrait y avoir un tarif préférentiel pour les livres, comme pour l'étranger avec «le livre et brochures», la France aussi a besoin qu'on partage la culture.

Bon courage, nous restons à disposition.

[107]: ***

Société : librairie folies d'encre

Je préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

Je suis opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, je préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

Je ne suis pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable

[108]: ***

Société : Librairie des Danaïdes

Bonjour,

Pour donner le point de vue d'une librairie indépendante de taille moyenne (4ETP) située dans une ville de taille moyenne (30000 hab)...

Q1 - 3€, c'est trop faible. Actuellement, sans abonnement nous payons environ 7€ (avec suivi, systématiquement, nous voulons que la personne soit satisfaite, qu'elle reçoive son livre ou bien que nous ayons une preuve que nous avons fait le boulot) de frais de port. Avec nos marges, cela signifie que nous ne gagnons absolument rien jusque 21€ d'achat. Si nous comptons le temps de travail, nous sommes déficitaires. Donc il faudrait au moins que ce tarfi minimum soit de 5€ pour nous.

Q2 - Oui, c'est une bonne idée.

Q3 - Pour nous 25€ c'est beaucoup trop faible. D'après votre étude en plus c'est déjà le seuil auquel les plateformes le proposent. Donc le fixer à 25€ c'est répondre à leur attente. Si l'objectif est de protéger la concurrence, il faut que nous aussi puissions ne pas perdre d'argent sur ces envois. Si nous comptons le travail annexe de préparation de commande, il faut placer ce seuil autour des 60€.

Q4 - Toutes ces précisions nous conviennent tout-à-fait.

Q5 - Rien de particulier à ajouter. Sinon que ces envois de colis pour des librairies comme la nôtre, c'est du service rendu. Et pour rendre ce service, pour éviter que nos clientEs se rendent sur des plateformes, il faut que cela ne nous coûte pas trop cher.

Q4

Q5

[109]: ***

Société : Les Mots Clés

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[110]: ***

Société : tournez la page

Je soutiens la proposition faite par le SLF

Ramener les frais à 1 centime serait comme invalidé la loi qui vient d'être votée

Je propose en tant que libraire:

un tarif de frais de port unique de 4 € (prix de l'emballage et du carburant pour aller à la poste à prendre en compte)

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi gratuité (1 centime)

Merci de penser aux libraires qui gèrent seul leur librairie et à qui cela va demander une surcharge de travail, un surcout lié au temps et à l'emballage et de nouvelles contraintes horaires liées aux ouvertures de la poste quand il y en a une.

Cordialement

Frédérique [*****]

[111]: ***

Société : Librairie Experience Bis

Bonjour,

3€ minimum est insuffisant compte tenu des tarifs postaux. 4,50€ serait équitable.

Il faudrait ensuite un tarif minimum échelonné dégressif en fonction du nombre d'ouvrages ou du poids ou du prix total de la commande, comme le font traditionnellement les transporteurs.

Le franco ne devrait pas être envisageable avant 50€ ou 5 livres, ou 3kg environ.

Merci. Cordialement

Jean-Marc [*****]

[112]: ***

Société : Librairie Vivre d'Art

Il faut un minimum de frais de port de 4,50 € et ce, quel que soit le montant de la commande. S'il était décidé un frais de port moins important, le montant de cette commande entraînant une baisse des frais de port devrait être fixé à un minimum de 50 à 60 euros, avec à ce moment un tarif minimal non pas à 1 centime mais à 2,25 €.

Je suis favorable à la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis de mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[113]: ***

Société : les mots bleus

Bonjour,

cette proposition, si elle va dans le bon sens pour répondre à la distorsion de concurrence existante, est très nettement insuffisante. Les frais de ports fixés ne sont pas réalistes par rapport à ce qu'ils coutent vraiment (tarifs poste et coursiers). Le seuil de 25€ est trop bas pour être significatif.

Ce que je défends:

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

[114]: ***

Société : Librairie Les Arcades Tournus (15, rue de la république 71700 Tournus)

Bonjour,

1 minimum de 5 € de frais de port car il est impossible d'envoyer 1 livre même de poche en deçà de ce tarif

Les frais de port à 1 ct quand le total des achats dépasse les 100 €

Cordialement

[*****] [*****]

[115]: ***

Société : Librairie PRUVOT

Madame, Monsieur,

Nous soutenons les arguments émis par le Syndicat de la Librairie Française au sujet de la mise en place d'un tarif minimum pour la livraison de livres.

Sincèrement.

Librairie [*****] - 14 rue Chaussée 14500 Vire Normandie

[116]: ***

Société : La Cabane à Lire

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[117]: ***

Société : Esprit BD

Le texte du SLF fait la synthèse de tous les arguments qui ont pu être déployés dans les associations régionales.

[118]: ***

Société : LIBRAIRIE LE PASSAGE

Bonjour,

Libraire indépendant à Alençon, membre de l'association des Libraires Ensemble et adhérent au Syndicat de la Librairie Française (SLF), j'ai joint la réponse commune de notre syndicat professionnel pour cette consultation, soutenant la totalité du texte.

[119]: ***

Société : Librairie Les 2 Georges

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[120]: ***

Société : Librairie Vignettes /SAS Defoupinro

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[121]: ***

Société : Dreamland-metz

question 1 : 3€ semble un prix adapté pour l'envoi d'un livre.

question 2 : fixer un montant minimum d'achat pour descendre les frais d'envoi pour le client à 0,01cts est une excellente chose.

Question 3 : le plafond à 25 euros n'est lui pas acceptable pour des raisons de marges et de poids qui diffèrent suivant les livres.

envoyer 3 mangas pour 25 euros nous amène à 7€ environ de marge, alors que les frais d'envois se montent à 8€ pour cette tranche de poids.

2 BD franco belge font 25€ et pose le même soucis, et idem pour le comics.

En raison du faible prix de vente des mangas, il est nécessaire de mettre le plancher à 50€, ainsi le ratio entre le poids, les frais de port et la marge s'équilibre suffisamment pour pouvoir proposer de manière rentable les frais de port à 0,01CTS pour nos clients.

Question 4 : RAS

Question 5 : RAS

[122]: ***

Société : SARL LES TROIS MONDES

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[123]: ***

Société : SARL Librairie Vent de soleil

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[124]: ***

Société : LE CHAUDRON

Un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

Une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 € de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[125]: ***

Société : SAS Ça Va Buller

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[126]: ***

Société : La Rubrique à bulles

Je soutiens sans réserve la position du SLF (voir pièce jointe 1).

Cordialement,

[127]: ***

Société : La tête a toto

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[128]: ***

Société : LIBRAIRIE LE PASSAGE

Je soutiens les réponses du SLF

[129]: ***

Société : LA LIBRAIRIE DES THES

Je soutiens la proposition du SLF uniquement pour les points suivants :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

[130]: ***

Société : Librairie Quai des brumes

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[131]: ***

Société : LIBRAIRIE DES HALLES - 79000 NIORT

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et

qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[132]: ***

Société : la nouvelle librairie sétoise

e considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[133]: ***

Société : Panier de Livres

Le texte tel qu'il est proposé à ce jour continue de maintenir une distorsion de concurrence entre les grandes enseignes du commerce en ligne et les petites librairies indépendantes. Afin de rétablir un minimum d'équilibre, il est nécessaire d'avoir les garanties suivantes. Certes elles ne permettent pas encore aux libraires indépendants d'être sur un pied d'égalité alors que les frais de poste tournent entre 5 et 7 euros, mais elles contribuent un peu à gommer ces inégalités :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- appliquer le tarif minimum de frais de port même aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[134]: ***

Société : Erna Librairie

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[135]: ***

Société : PARAF

- tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- Seuil de déclenchement de tarif de port inférieur fixé à 60 €.

- Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

[136]: ***

Société : LIBRAIRIE ACACIA SARL

Je suis pour la proposition du SLF :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[137]: ***

Société : SAS La Licorne

D'accord avec les propositions du SLF

[138]: ***

Société : REVES DE MOTS

Je considère comme le SLF que vos propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Il est essentiel que le plus grand nombre de libraires et d'associations puissent répondre à cette consultation publique. A cette fin, vous trouverez dans la note jointe la position du SLF comprenant les arguments sur lesquels celle-ci se fonde et la réponse à chacune des questions posées dans la consultation.

Je me permets de relayer les propositions du SLF :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[139]: ***

Société : Les Bulles de Vienne

_Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de
Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de
port sont : _

* _un tarif minimal de frais de port de 4,50 EUR_

* _une application de ce tarif quel que soit le montant de la

commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil_

* _si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 EUR. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 EUR_

* _de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon_

[140]: ***

Société : Librairie Montbarbon

QUESTION N° 1

Le prix plancher des expéditions est une mesure indispensable pour rester concurrentiel face à la vente sur internet (Amazon...). L'expédition, matériel d'emballage, coût humain : le tarif minimum d'envoi de livres neufs devrait être de 6€ pour permettre aux libraires indépendants d'expédier les colis sans perdre leur rentabilité.

Ce travail d'expédition n'est pas neutre. Nous avons créé un poste spécifiquement pour le suivi des commandes internet, avec des conditions de travail bien plus vertueuses que les modèles des purs players. Cela nous paraît indispensable pour la qualité de notre service client. Cela nous paraît naturel que ce travail soit valorisé (non, « ce n'est pas « gratuit » »).

QUESTION N° 2

Nous sommes engagés pour faire des choix plus vertueux pour l'environnement à l'échelle de notre entreprise. Une mesure qui inciterait à faire des achats « plus importants » pour payer moins de frais de port nous permettrait de limiter l'envoi de petits colis et limiter notre empreinte carbone.

Par ailleurs, tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat, cela paraît là encore naturel d'aller dans ce sens.

QUESTION N° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Le seuil au-delà duquel les frais de port sont offerts doit être de 60€.

Nous pratiquons actuellement le minimum de commande à 40€ mais cela n'est pas suffisamment rentable. La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché

.

QUESTION N° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du

livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France.

QUESTION N° 5

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs.

[141]: ***

Société : SAS L'OISEAU-LIVRES - LIBRAIRIE LE ROI LIRE

Q1 : tarif minimum souhaité : 4.50€, quel que soit le montant de l'achat

Q2 : totalement opposé à la quasi-gratuité des frais de port avec un tarif de 0.01€

Q3 : Le seuil de déclenchement de la «quasi-gratuité» ne saurait être inférieur à 60€ avec un tarif minimum de 2.25 €

Q4 : favorable à l'application d'un tarif minimum identique pour la métropole et l'outre-mer.

[142]: ***

Société : DES BULLES DANS L'OCEAN

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[143]: ***

Société : librairie bd et cie

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[144]: ***

Société : Astralabe éditions

Q1 : oui pour 3€.

Q2 : plutôt 0.5€.

Q3 : 40€ ce qui correspondrait à 2 livres grand format chez nous.

Q4 : D'accord.

Q5 : il existe un tarif spécifique pour l'envoi de livre de la France vers l'étranger, pourquoi ne pas l'étendre aux envois France/France ?

[145]: ***

Société : S.A.R.L TERRES DE LEGENDES

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[146]: ***

Société : BDlib

Réponse Q1:

Comment peut-on proposer ce tarif de 3€ TTC pour un envoi qui correspond en moyenne à un livre alors que vous écrivez dans votre rapport que « Le poids d'un livre est généralement compris entre 100g et 800g. », soit un prix d'envoi, toujours d'après vos recherches, qui va de 4,95€ HT à 8,10€ HT

(Colissimo France) et même 8,99€ HT (UPS France) ? Soit plus du double pour le tarif minimum ramené en TTC.

Il faut utiliser le coût réel du transport afin de déterminer un prix qui devra être à 4,50 € minimum.

Réponse Q2: Totalement inacceptable. Vous soulignez bien, dans le tableau récapitulatif des frais de port pratiqués par la Poste et les prestataires de livraison de colis, que le tarif augmente avec le poids du colis.

Pourquoi offrir une quasi-gratuité alors que l'expéditeur va payer plus cher et que cela risque même de revenir à la situation actuelle avec une vente à perte ?

D'autre part, le président Macron a annoncé le jour de sa réélection vouloir faire de la France une "grande nation écologique" à travers la « planification écologique », cela passe par une consommation responsable et la rationalisation du transport individuel de marchandises : Dès lors il paraît peu opportun de laisser croire aux acheteurs que les frais de port sont gratuits, cela ne permettant pas de le responsabiliser sur l'impact environnemental du transport. Ces frais ont un coût réel : il n'est pas logique de les faire peser sur le libraire.

Réponse Q3: Ce seuil de 25 € d'achat ne peut pas être accepté. Compte tenu de la spécificité de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre, dite loi Lang, par laquelle l'éditeur détermine un prix unique au livre, cela signifiera des ventes à perte.

Ce seuil ne peut pas être fixé en-dessous d'un montant de 100 d'achat afin que le vendeur et expéditeur ne voit pas sa marge complète passer dans le prix de l'envoi. A partir de ce seuil, il faudrait au moins 2,50 € de frais de port.

Réponse Q4 : Oui à la proposition de l'ARCEP d'appliquer un tarif minimum de frais de port aux colis mixtes ainsi qu'aux différents programmes de fidélité.

Réponse Q5: votre proposition des frais d'envoi facturés à 0,01€ au-delà d'un seuil d'achat très bas est une aberration et ne fera que conforter des plateformes de vente en ligne comme Amazon qui ont délibérément contourné le cadre légal empêchant la gratuité des frais de port pour l'envoi de livres neufs.

Comment pouvez-vous préconiser d'offrir un service que le libraire paie à ses prestataires d'envoi de colis alors que la librairie est déjà un des commerces à la plus faible rentabilité ?

L'envoi de colis est un service qui a un coût, ce coût doit être valorisé réellement dans la prestation de vente à distance !

[147]: ***

Société : LIBRAIRIE PEGASE

notre position

un tarif minimal de frais de port de 4.50€ quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

ok la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[148]: ***

Société : SARL LA CAS'A BULLES

Etant basée en Martinique le prix de la Poste atteint des sommets si bien que le coût d'un livre envoyé de notre librairie vers une ville de l'île revient plus cher que de l'envoyer dans l'hexagone .Et je ne parle pas des livres entrant sur le territoire via la poste qui facture des frais de gestion en tant transitaire douanier ...

L'Arcep précise que le prix du transport diminue au delà de 25€ c'est à dire pratiquement le prix d'une bd.? Y a t-il un libraire dans l'élaboration de cette loi?

En cette période ou l'écologie prime avant tout, appliquons la réalité des coûts de transport et non des remises artificielles, appliquons la loi Lang élargie aux transports : un prix unique quelque soit la valeur du livre .Il faut que la Poste, principal prestataire (société anonyme à capitaux 100% public) dans le cadre des livres appliquent à tous le même prix , le libraire ne pourra pas se mesurer à Amazon sur le plan financier mais sera sur le même pied d'égalité pour le prix total en envoyant ces colis.

[149]: ***

Société : La Case à Bulles

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[150]: ***

Société : OISEAULIB

Réponse Q1:

Comment peut-on proposer ce tarif de 3€ TTC pour un envoi qui correspond en moyenne à un livre alors que vous écrivez dans votre rapport que « Le poids d'un livre est généralement compris entre 100g et 800g. », soit un prix d'envoi, toujours d'après vos recherches, qui va de 4,95€ HT à 8,10€ HT (Colissimo France) et même 8,99€ HT (UPS France) ? Soit plus du double pour le tarif minimum ramené en TTC.

Il faut utiliser le coût réel du transport afin de déterminer un prix qui devra être à 4,50 € minimum.

Réponse Q2: Totalement inacceptable. Vous soulignez bien, dans le tableau récapitulatif des frais de port pratiqués par la Poste et les prestataires de livraison de colis, que le tarif augmente avec le poids du colis.

Pourquoi offrir une quasi-gratuité alors que l'expéditeur va payer plus cher et que cela risque même de revenir à la situation actuelle avec une vente à perte ?

D'autre part, le président Macron a annoncé le jour de sa réélection vouloir faire de la France une "grande nation écologique" à travers la « planification écologique », cela passe par une consommation responsable et la rationalisation du transport individuel de marchandises : Dès lors il paraît peu opportun de laisser croire aux acheteurs que les frais de port sont gratuits, cela ne permettant pas de le responsabiliser sur l'impact environnemental du transport. Ces frais ont un coût réel : il n'est pas logique de les faire peser sur le libraire.

Réponse Q3: Ce seuil de 25 € d'achat ne peut pas être accepté. Compte tenu de la spécificité de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre, dite loi Lang, par laquelle l'éditeur détermine un prix unique au livre, cela signifiera des ventes à perte.

Ce seuil ne peut pas être fixé en-dessous d'un montant de 100 d'achat afin que le vendeur et expéditeur ne voit pas sa marge complète passer dans le prix de l'envoi. A partir de ce seuil , il faudrait au moins 2,50 € de frais de port.

Réponse Q4 : Oui à la proposition de l'ARCEP d'appliquer un tarif minimum de frais de port aux colis mixtes ainsi qu'aux différents programmes de fidélité.

Réponse Q5: votre proposition des frais d'envoi facturés à 0,01€ au-delà d'un seuil d'achat très bas est une aberration et ne fera que conforter des plateformes de vente en ligne comme Amazon qui ont délibérément contourné le cadre légal empêchant la gratuité des frais de port pour l'envoi de livres neufs.

Comment pouvez-vous préconiser d'offrir un service que le libraire paie à ses prestataires d'envoi de colis alors que la librairie est déjà un des commerces à la plus faible rentabilité ?

L'envoi de colis est un service qui a un coût, ce coût doit être valorisé réellement dans la prestation de vente à distance !

[151]: ***

Société : Librairie CAP Nord

Un tarif minimal de frais de port de 6,50 € ou les frais réels

Une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- Si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer à 100€. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 5 €

- De valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[152]: ***

Société : LIBRAIRIE IMPRESSIONS

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[153]: ***

Société : Le Comptoir de la BD

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[154]: ***

Société : ales bd

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[155]: ***

Société : Librairie M'ENFIN?!

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[156]: ***

Société : librairie VANNOLLES

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[157]: ***

Société : MANDIBULLES

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[158]: ***

Société : Illustrarium BD

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Bien Cordialement

[159]: ***

Société : S.A.R.L TERRES DE LEGENDES

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €.
- Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 € de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[160]: ***

Société : LA LIBRAIRIE DES FABLES EURL CARO

Bonjour et merci de nous consulter.

Libraire d'une ville de 15000 habitants, la loi sur le prix unique du livre est notre seule raison d'être. Les ventes de livres par internet étant en forte augmentation, la gratuité des frais de port des grosses plateformes constituent une concurrence difficile à contrer. Lorsque nous expédions 10 euros de livres avec 7 euros de frais de port, il est évident que quelque chose ne va pas. Par ailleurs, sur les grosses plateformes, la plupart des ventes sont soumises à des frais de port, sauf les livres. De toute

évidence, on cherche à écarter les librairies indépendantes du marché de la vente en ligne pour le livre.

Aussi et conformément à l'avis du Syndicat de la Librairie (SLF) qui connaît bien nos problématiques, je suis favorable à :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 € pour tout le monde.
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- si, néanmoins, un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €.

Ainsi, je valide la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

J'espère que nous serons entendus, il y va de notre survie. C'est du bon sens. Le livre n'est pas un produit comme les autres. C'est un bien culturel indispensable qui nécessite des conseils et donc des structures couteuses dans les commerces de proximité en centre-ville. On a besoin de tous les canaux de vente pour assurer notre pérennité.

Autre point, la gratuité favorise l'abus de commandes ce qui n'est pas écologique.

Autant d'arguments ne peuvent pas rester sans réponses.

Bon courage !

[*****] [*****]

LA LIBRAIRIE DES FABLES

02400 CHATEAU-THIERRY

[161]: ***

Société : librairie VANNOLLES

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[162]: ***

Société : LA PRIMEUR DE LIRE

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[163]: ***

Société : Université de Strasbourg

Question Q1 : Je suis contre tout tarif minimum, même à 0.01€.

Question Q2 : OK.

Question Q3 : Je le fixerai au plus bas possible dans le cas où il serait mis en place, c'est à dire 0€. Cependant, je pourrais comprendre qu'il soit fixé à une dizaine d'euros..

Question Q4 : /

Question Q5 : Cela ne sert à rien de vouloir jouer contre la loi du marché - qui finira toute façon par faire son oeuvre. La France se vante d'être libérale mais dès qu'il faudrait pourtant l'être, personne ne le veut plus. Il faut que les libraires se demandent ce qu'ils peuvent apporter en plus par rapport aux libraires en lignes, au lieu de vouloir demander des lois de protection... Les livres (qui sont toujours atypiques) que j'achète, seul Amazon les a (et je vous certifie ma bonne foi). Si je les veux chez un libraire, c'est 2 semaines d'attente pour devoir en plus après le chercher en magasin (et donc dépenser 3€ d'essence une première fois puis pour y retourner) ...

[164]: ***

Société : Bulles en Vrac

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[165]: ***

Société : Librairie le Cadran Lunaire

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[166]: ***

Société : Librairie Libellule

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[167]: ***

Société : 78 avenue de la Résistance

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[168]: ***

Société : SAS LMG

Question n° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Ce texte de loi est à la base fait pour équilibrer une situation de concurrence déloyale qui perdure depuis près de 20 ans; Mais aussi pour permettre aux libraires, en première ligne des victimes derrière la culture dans son ensemble, de pratiquer des conditions commerciales équivalentes à celle des sites marchands.

Comment se fait-il que la proposition de loi ait pour quantitatifs économiques exactement les prix proposés par justement ces sites marchands, tout en sachant que ces mêmes libraires ne peuvent pas les pratiquer ???

Je ne pense pas que l'on ait jusqu'à pu constater que l'on pouvait soigner le mal par le mal. Je trouve cette proposition plus dangereuse que stupide, délétère...

Question n° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Contreproductif, relire si besoin la réponse à la première question...

Question n° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Contreproductif, relire si besoin la réponse à la première question...

Question n° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Elles font clairement le jeu des sites marchands. C'est à se demander qui a rédigé le texte...

Question n° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Une seule solution est à la fois simple, équitable et durable. Au prix unique du livre, ne peut être adossée qu'une tarification unique progressive à base haute, à laquelle doit s'ajouter le coût environnemental réel de toutes ces «micro-livraisons» (pas seulement les émissions de CO2).

[169]: ***

Société : Dans ma librairie / SAS BD Bulle

Libraire indépendant, adhérent au SLF, au GLBD, à l'ALSJ et à LINA, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

Un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

Une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

Si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

Et je valide la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[170]: ***

Société : Unitheque

Bonjour ,

Comment est-il possible d'imaginer qu'un livre vendu 10 euros accompagné d'une marge de 3,5 euros puisse être expédié avec 1 centime de frais de port sans atteinte à la rentabilité ? une expédition coûte 7 euros en moyenne ! A partir de là tout est dit. La gratuité n'existe pas et quelqu'un finit toujours par payer. Acheter un livre 5 euros et avoir les frais de port gratuits : quel absurdité écologique ! Le consommateur doit payer le port ce qui l'amènera à reconsidérer le cas échéant sa façon d'acheter. Et cela devrait être étendu à tous les produits .Les habitudes d'achat sur internet sont maintenant bien ancrées dans notre vie. Une partie de ceux qui achètent sur internet ira peut-être en librairie pendant que d'autres continueront d'acheter en ligne par commodité. La psychologie du client est telle que parfois il a du mal à voir l'intérêt de commander en ligne et de régler des frais de port plutôt que de faire 15 kilomètres en voiture ! Quelle ineptie que d'affirmer que des frais de port seraient un obstacle à la culture ! Comment faisons-nous avant internet ? Pourquoi la Poste devrait compenser des frais qui nuiraient à sa propre rentabilité ? Les transporteurs n'ont pas besoin de revenus alors ? La question n'est pas uniquement de savoir si cette loi va amener plus de monde en librairie même si elle représente un complément intelligent de la loi Lang. C'est donc la loi de 2014 qui contenait déjà des effets pervers préjudiciables au commerce en ligne et aux librairies physiques. L'outil internet pour les libraires c'est le «click and collect» et éventuellement l'expédition. L'analyse sur Librest est incomplète mais effectivement les librairies

dont la notoriété est faible sur internet finissent par avoir un CA en click and collect qui représente environ 10 % de leur CA total. Effectivement il n'est pas sûr que cette loi permette aux libraires d'augmenter leurs ventes en ligne car les facteurs qui permettent la vente en ligne (SEO , SEA , Notoriété) sont complexes et faire payer les frais de port de manière uniforme ne changera pas la notoriété des grands acteurs du secteur. Mais pour ceux librairies physiques ou pas qui vendent déjà sur internet , cette loi va permettre de réinjecter de la rentabilité dans leur activité. Nous avons une librairie et un site internet et les frais de transport représentent quasiment 33 % de notre marge brute. La gratuité nuit évidemment à notre résultat et même si nous ne pouvons présager des conséquences de cette loi (baisse de chiffre d'affaires possible en ligne) , elle remet de l'intelligence dans celle de 2014 qui a fait perdre 8 ans au secteur. Pour les petits éditeurs , je comprends leur point de vue mais c'est bien au consommateur de payer pour un confort qu'il demande. Ceux-ci d'ailleurs font éventuellement peser sur leurs détaillants des frais de port qui nuisent à la rentabilité du libraire sans que celui-ci puisse modifier le prix de vente du livre fixé par l'éditeur. Les conditions de vente de ces éditeurs n'invitent pas les libraires à vendre leur livre pendant que ceux-ci introduisent une forme de distorsion de concurrence. Libraires et petits éditeurs ont peut-être plus à gagner à «faire» ensemble plutôt que côte à côte. Cette loi me semble une garantie de diversité et pleine de bon sens en tout cas. Proposer une gratuité des frais au-delà d'un seuil de 50 euros par exemple est une ineptie supplémentaire. Il est clair que les débats sur le montant des frais de port sont dirigés par la dictature de l'air du temps : «la gratuité» et finissent par perturber le raisonnement d'esprits qui manquent un peu de hauteur.

[171]: ***

Société : LIBRAIRIE FUNAMBULES

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[172]: ***

Société : Librairie Bédé en Bulles

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[173]: ***

Société : LE LISERON

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[174]: ***

Société : UN FIL A LA PAGE

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

En effet, le prix d'un livre grand format dépasse vite 20 euros et la possibilité de créer des colis mixtes est juste honteux.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

Nous espérons vivement avoir une chance que l'égalité de traitement gagne.

Cordialement

[*****] [*****]

[175]: ***

Société : Librairie 47 degrés nord VPHLDCASI

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[176]: ***

Société : SARL Lavigne

C'est bien trop en deçà des réalités du terrain. Les frais de port sont loin du coût réel et proposer la quasi gratuité à 25€ c'est proposer la quasi gratuité tout court, rien ne changera pour les libraires indépendants. Cet accord en l'état est en faveur d'Amazon, encore.

Je propose plutôt de reprendre les demandes du SLF, bien plus réalistes :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[177]: ***

Société : SARL Librairie l'Arbousier

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

[178]: ***

Société : Eurl Au Fil des Pages

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[179]: ***

Société : Bubble Bd

Bonjour,

Je pense que votre proposition est tout à fait intéressante.

Elle encourage les acheteurs à acheter par plus gros lot (en voulant éviter de payer 3€ de livraison pour un manga de 6€), et ainsi réduire les aller-retours (et donc la pollution). Et mets les vendeurs sur un pied d'égalité.

Je vote pour.

Merci pour votre travail.

[180]: ***

Société : SARL La puce à l'oreille - Librairie L'Eau Vive

Nous soutenons la réponse du SLF sur cette consultation, jointe à cette réponse.

Cordialement

[181]: ***

Société : LIBRAIRIE ARBRE MONDE

Bonjour,

Le montant des frais de port proposé par l'Autorité ne tient pas compte de la réalité du coût actuel du transport. Surtout cela ne permet en rien l'établissement d'une équité réelle sur le prix du livre et donc de la concurrence entre les sociétés de VPC et les points de vente physique.

Le texte de loi voté n'est donc pas appliqué.

Pire que cela, en mutualisant les frais de port de livre avec d'autres produits pour obtenir des frais de port gratuit, ceci revient à une incitation voire une obligation à surconsommer sur les site internet.

Par défaut nous demandons à ce que les tarifs (poste et autres) soient les mêmes pour tous, VPC et les librairies indépendantes.

Cordialement

[*****] [*****]

[182]: ***

Société : Librairie La Galerie

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €. Un tarif minimal de 3€ ne permettrait pas de couvrir une part suffisamment significative de nos charges d'envoi. Ce tarif de 3€ ne prend pas en compte la réalité des tarifs postaux et ne permettrait pas d'inciter les libraires indépendants à développer leur présence sur Internet (pourtant un des objectifs de la loi).
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil. En effet, la quasi gratuité des frais de port est une aberration écologique et ne permet en aucun cas l'atteinte d'un équilibre financier pour les ventes sur Internet.
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[183]: ***

Société : Sarl l'Hydragon

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[184]: ***

Société : Librairie Arles BD - réseau CANAL BD (GLBD)

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont : _

* _un tarif minimal de frais de port de 4,50 EUR_

* _une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil_

* _si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 EUR. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 EUR_

* _de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[185]: ***

Société : Librairie La Méridienne

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Ce tarif ne permettrait même pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux 2 critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

Je soutiens le SLF, qui préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat, ce tarif reste inférieur à celui en vigueur sur les principaux sites e-commerce pour un très grand nombre de produits

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Je suis opposée à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue.

Le raisonnement visant à penser que les librairies pourraient compresser leurs marges pour offrir la quasi-gratuité des frais de port à partir d'un certain panier d'achat ne tient compte ni de la situation financière très tendue de ces commerces ni de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons de nous rattraper sur le prix de vente du produit principal, ce prix étant fixé par l'éditeur et non par le libraire.

La quasi-gratuité des frais de port est une aberration écologique. Elle entraîne une multiplication des livraisons alors que des librairies de proximité peuvent répondre aux demandes des lecteurs urbains qui constituent la grande majorité des acheteurs sur internet, (CREDOC 2).

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Opposition résolue à tout retour de la quasi-gratuité.

Si, malgré l'ensemble des raisons mentionnées plus haut, l'ARCEP maintenait un tel principe, il est incontestable qu'un seuil de 25€ serait de surcroît beaucoup trop bas. Ce seuil correspond en effet au panier moyen pour les commandes de livres expédiées par les libraires.

La quasi-gratuité des frais de port serait dès lors applicable à la majorité des paniers vidant la loi de ses effets. Elle n'inciterait pas davantage de librairies à proposer une activité d'expéditions et forcerait sans doute celles qui le proposent actuellement à s'aligner sur ces nouveaux barèmes en rendant cette activité encore moins rentable qu'aujourd'hui.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, le SLF préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

Question Q4 : que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- Livraisons outre-mer : ok

- Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Programmes de fidélité : L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : ok

[186]: ***

Société : Librairie Rive Gauche

Bonjour,

3€ minimum de frais de port me paraissent insuffisants et non réalistes.

La presque gratuité à partir de 25€ est vraiment très faible. Connaissez vous le prix d'un roman à sa 1ère parution ? Entre 18€ et 25€. Autant dire que la presque gratuité sera offerte presque à chaque commande de livres.

[187]: ***

Société : LIBRAIRIE PASSERELLE

Le livre étant un produit culturel, il bénéficie d'un tarif spécial «Livre et Brochure» à la Poste.

Il a déjà existé pour la France mais n'existe plus que pour l'étranger. Ce serait intéressant de le rétablir puisque ça coûte sensiblement moins cher d'envoyer un livre à l'autre bout du monde qu'à un client en France.

[188]: ***

Société : Le Migou

Q1: Un tarif minimum de 4.5€ semble être le plus approprié, quel que soit le montant d'achat.

Q2: Résolument opposé. La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre.

[189]: ***

Société : Unitheque

Bonjour ,

Ce serait une erreur fondamentale que de fixer les frais de port à 3 euros pour revenir à la gratuité au-delà de 25 euros. Les librairies ne pourraient pas vendre sur internet plus qu'elles ne le font actuellement. Un colis coûte 7 euros à l'expéditeur et pour un livre de 26 euros sa marge serait à peu près de 7,80 euros. A ce niveau la loi serait une fois de plus une plaisanterie comme celle de 2014. Si c'est cela qui est appliqué , les gros acteurs du secteur vont gagner tout simplement beaucoup plus d'argent et cela ne favorisera pas le développement des ventes sur internet des petits sites de vente en ligne. Le bon prix serait au minimum de 5 euros par colis quel que soit le montant. C'est au client qui achète en ligne de se responsabiliser. Même en payant 7 euros pour un petit livre de 20 euros il y aura toujours le bénéfice de ne pas se déplacer. Quand aux colis d'un montant élevé , il est absurde de ne faire payer qu'un centime , cela retire tout l'intérêt de la loi !

[190]: ***

Société : Raconte-moi la Terre

Bonjour, je trouve que votre proposition ne respecte pas l'esprit de la loi votée qui vise à établir une forme d'équité entre les différents acteurs susceptibles d'envoyer des livres et d'éviter le dumping des acteurs les plus riches. Au delà de ce qui précède, je pense que faire supporter une partie du coût du transport au client revient à valoriser un service autrement perçu comme gratuit alors qu'il ne l'est absolument pas. Enfin, cette participation pourrait être valorisée comme une participation au coût écologique du transport : le client se rendrait ainsi compte de l'impact de son choix de se faire livrer à domicile. En conséquence, je suggère:

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande .
- pas de retour à la quasi-gratuité (1 centime)
- si vous décidiez de maintenir un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer au minimum à 50€ et le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 € (la moitié du tarif minimal de 4.50€.

Par contre, je trouve normale mais positive votre proposition d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Amazon Prime.

Merci d'avance,

Bien à vous,

[*****] [*****]

[191]: ***

Société : Mots de Plume

Bonjour,

Afin effectivement de soutenir le secteur du livre en librairie et diminuer le coût carbone des commandes individuelles, il est urgent d'adopter un tarif pour frais de transport.

Il me semble que le prix de 5 euros pour l'envoi d'un ouvrage est correct et qu'un cumul de plusieurs ouvrages ou d'un montant supérieur à 60 euros rendent les frais de port à 2.50 €

Je ne suis pas pour la gratuité sachant que tous les ouvrages livrés en librairie sont acheminés avec des frais de transport que nous prenons déjà en charge !

[192]: ***

Société : Librairie Le Talon d'Achille

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[193]: ***

Société : La Contrepartie

J'adhère totalement à la position du SLF que je vous ai mis en pj.

En voici un résumé :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- ok pour la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

En espérant que nos voix se fasse entendre, cordialement

[*****] [*****]

[194]: ***

Société : Octopus - Epinal

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[195]: ***

Société : GAIA LIB

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[196]: ***

Société : BD PHIL PARIS

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont : _

* _un tarif minimal de frais de port de 4,50 EUR_

* _une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil_

* _si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 EUR. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 EUR_

* _de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon_

[197]: ***

Société : La Cour des Miracles

Réponse à Question 1 : 3€ me semble un montant de port beaucoup trop faible au vu des marges déjà très faible de la librairie. De plus, augmenter d'1 petit centime le port référence d'amazon est, il me semble, assez hypocrite. Fixer un montant aux alentours de 4,50€ serait plus correct.

Réponse à Question 2 et 3 : il ne m'apparaît pas du tout être une bonne idée que d'instaurer légalement un seuil de quasi-gratuité à partir de 25€. Une fois de plus, cela reviendrait à valider le fonctionnement actuelle de plateforme de vente par internet telle qu'Amazon.

La baisse du port pourrait s'effectuer à partir d'un montant plus élevé (50€ par exemple) mais pas de façon aussi abrupte (la moitié du port de départ soit 2,25€).

Réponse à Question 4 : sans commentaire

Réponse à Question 5 : sans commentaire

[198]: ***

Société : Librairie carnot

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[199]: ***

Société : La Parenthèse

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[200]: ***

Société : Librairie Bédélire

A - Tarif minimum :

Pour notre librairie, nous l'avons fixé à 5,99 €. Par rapport à l'achat moyen des internautes (30,00 € chez nous), elle ne couvre pas ce que nous payons à La Poste en «Tarif pro» ou à Mondial Relay + le coût du cartonnage.

Ce différentiel est couvert par le fait qu'une remise de 5% n'est pas possible pour les ventes à distance : ainsi un acheteur à distance est sur un pied d'égalité avec un client qui vient dans la librairie et à qui nous faisons une remise de 5%.

3,00 € c'est donc trop bas.

B - Tarif de 1 centime d'euro que vous proposez à partir de 25,00 € :

dans ce cas, il vaut mieux ne pas faire de vente. La marge qui nous reste est quasiment nulle. Elle est même négative, si on inclut le coût du salarié qui va s'occuper de faire les colis !

Il faut conserver le tarif minimal, quel que soit le montant de l'achat.

C - Application du tarif minimal aux colis mixtes :

vosre proposition est intéressante et nous ne pouvons que l'approuver.

D - Réflexion générale :

lorsque la loi Lang a été instaurée, beaucoup prédisaient que le prix unique allait tuer le livre. Or c'est tout le contraire qui s'est passé : en permettant aux librairies de toutes tailles de vivre et de s'installer dans des petites villes, les achats de livres par les particuliers se sont développés. La lecture est un des éléments primordiaux de l'intégration des citoyens.

[201]: ***

Société : LIBRAIRIE FORUM SAINT-ETIENNE

Je trouve que la proposition de tarif minimum pour la livraison des

livres, prévue à l'article 1 de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter

l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs,

n'est pas suffisante du tout. Le coût moyen d'une livraison pour un libraire, dont la marge est déjà la plus faible, étant de 7€, cette proposition, si elle adoptée, continuera de favoriser une concurrence déloyale entre les géants du net et les librairies. La commande plancher pour des frais de port à 1ct doit être au moins de 50€ (et pas sur les colis mixtes) sinon ce seront l'essentiel des commandes qui seront concernées et quel modèle écologique pour l'avenir!

[202]: ***

Société : L'antre des Bulles

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[203]: ***

Société : La case à kat SAS

L'envoi de colis n'est pas rentable pour nous, nous sommes une petite librairie indépendante dans une ville de 4000 habitants. Le coût de transport est de plus en plus élevé. Un livre en plus pèse lourd comme marchandise. La concurrence avec Amazon est déloyale. Un coût de livraison bien plus conséquent et en phase avec la réalité du ratio (poids/prix de vente)doit leur être imposé.

[204]: ***

Société : LA CAVERNE DES BD

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

En vous remerciant pour votre consultation, et pour la prise en compte des ces recommandations.

Cordialement.

[*****] [*****]

[205]: ***

Société : Librairie Le Hamac

Q1 : 3 € me semble insuffisant, 5 € serait plus adapté, sachant que le coût de l'envoi est de toute façon supérieur pour un libraire indépendant.

Q2 : Je suis opposée à la quasi-gratuité des frais de port

Q3 : 25 €, cela représente seulement 1 ou 2 livres. Ce seuil est trop bas.

Q4 ; je rejoins les préconisations du SLF

[206]: ***

Société : storybulle

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[207]: ***

Société : SAS Les 3 Baladins - Librairie Aladin

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[208]: ***

Société : librairie LABBE

Les frais de port doivent être payant quoique soit la somme des achats, sans minimum ni maximum. Le montant peut être évolutif, 3 € pour un montant livre de moins de 15 € et 5 € au delà.

N'oublions pas que dans la plupart des cas d'achat sur le net, les frais de port dépassent les 6 €. Pourquoi faire exception pour le livre ? au contraire, sachant que 80 % des français se trouvent à moins de 10 kilomètres d'un point physique de vente de livres, et que la très grande majorité des achats sur internet se font par des citoyens qui sont à 1/4 d'heure à pied d'une librairie...

[209]: ***

Société : Librairie Bédélire

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[210]: ***

Société : sarl la rose des vents

Les librairies sont des commerces de proximité et sont également les commerces de détail les moins rentables. Cette loi nous est indispensable pour lutter à armes égales contre les géants de la distribution. Nous n'avons pas les moyens pour renchérir avec Amazon et consorts sur les FDP. Nous utilisons les tarifs Colissimo pour nos expéditions, quitte à ne pas atteindre un seuil de rentabilité correct. L'envoi à 3€ n'est pas suffisant quand Amazon facture 0.01€, il faut interdire cette pratique au plus vite, il en va de notre survie. Fin à la quasi gratuité des FDP ! Un seuil minimum est acceptable pour nous à partir de 50 ou 60€/commande.

[211]: ***

Société : SARL Les Super Héros

Bonjour,

voici nos réflexions et nos propositions.

Tarif minimum :

Pour notre librairie, nous l'avons fixé à 5,99 €. Par rapport à l'achat moyen des internautes (30,00 € chez nous), elle ne couvre pas ce que nous payons à La Poste en «Tarif pro» ou à Mondial Relay + le coût du cartonnage.

Ce différentiel n'est couvert que par le fait qu'une remise de 5% n'est pas possible pour les ventes à distance : ainsi un acheteur à distance est sur un pied d'égalité avec un client qui vient dans la librairie et à qui nous faisons une remise de 5%.

3,00 € c'est donc trop bas.

Tarif de 1 centime d'euro que vous proposez à partir de 25,00 € :

dans ce cas, il vaut mieux ne pas faire de vente. La marge qui nous reste est quasiment nulle. Elle est même négative, si on inclut le coût du salarié qui va s'occuper de faire les colis !

Il faut conserver le tarif minimal, quel que soit le montant de l'achat.

Application du tarif minimal aux colis mixtes :

votre proposition est intéressante et nous ne pouvons que l'approuver.

Réflexion générale :

lorsque la loi Lang a été instaurée, beaucoup prédisaient que le prix unique allait tuer le livre. Or c'est tout le contraire qui s'est passé : en permettant aux librairies de toutes tailles de vivre et de s'installer dans des petites villes, les achats de livres par les particuliers se sont développés. La lecture est un des éléments primordiaux de l'intégration des citoyens.

Soyez audacieux, comme l'a été Jack Lang : un forfait minimal unique et maintenu quel que soit le montant des achats de livres sera lisible pour les acheteurs et ne pénalisera pas les ventes à distance. La lisibilité est le meilleur moyen de rassurer l'acheteur.

Très cordialement,

[*****] [*****] et toute l'équipe de la librairie

[212]: ***

Société : SANDALES D'EMPEDOCLE

Librairie de 5 employés ayant vécu le confinement difficilement par manque de personnel, les envois de livres sont un travail supplémentaire nécessitant d'apporter nos livres à la poste. Nous disposons d'un site marchand proposant l'envoi de livres mais nous demandons à nos clients de payer les frais de port qui sont calculés automatiquement d'après le poids des livres à envoyer. Reste le travail de préparation de commande et d'envoi qui restent gratuits.

Si le tarif légal implique que les librairies prennent à leur charge la différence, cela sera un poids supplémentaire pour nous. Afin de trouver un équilibre entre cette donnée et les habitudes d'achat de consommateurs habitués pour certains à une quasi gratuité et une praticité, il faut arriver à un minimum. La somme proposée par le slf me semble être le strict minimum. Si on entre dans un système forfaitaire, la somme réelle pouvant atteindre rapidement 10 euros, 5 voire 6 euros nous semblent être un prix juste.

[213]: ***

Société : Librairie Letellier

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[214]: ***

Société : LIBRAIRIE CHRETIENNE 7ici

Question n° 1

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Comme le montrent les calculs de marge, ce tarif ne permettrait même pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres. Le SLF préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat. Ce tarif reste inférieur à celui en vigueur sur les principaux sites e-commerce (Amazon, CDiscount, Fnac, Darty, Leclerc...) pour un très grand nombre de produits, en

l'occurrence 4,99€.

Question n° 2

Pas de retour à la quasi gratuité du 0.01€

Le SLF est résolument opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue. Le raisonnement visant à penser que les librairies pourraient compresser leurs marges pour offrir la quasi-gratuité des frais de port à partir d'un certain panier d'achat ne tient compte ni de la situation financière très tendue de ces commerces ni de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent, contrairement à toutes les autres branches du commerce, de se rattraper sur le prix de vente du produit principal, ce prix étant fixé par l'éditeur et non par le libraire. A ce titre, la comparaison avec les usages ayant cours en ligne pour d'autres produits n'est pas pertinente car elle ne tient pas compte de la spécificité du marché du livre, secteur régulé par un prix unique fixé par l'éditeur.

La quasi-gratuité des frais de port est une aberration écologique. Elle entraîne une multiplication des livraisons alors que des librairies de proximité peuvent répondre aux

demandes des lecteurs urbains qui constituent la grande majorité des acheteurs sur internet, selon les données du CREDOC 2.

Question n° 3

Non au seuil des 25 euros non rentable pour le libraire.

Seuil autour des 50-60€ avec un minimum de 2€ -2.50€

Le SLF réaffirme son opposition résolue à tout retour de la quasi-gratuité.

Si, malgré l'ensemble des raisons mentionnées plus haut, l'ARCEP maintenait un tel principe, il est incontestable qu'un seuil de 25€ serait de surcroît beaucoup trop bas. Ce seuil correspond en effet au panier moyen pour les commandes de livres expédiées par les libraires. C'est le prix unitaire de la majorité des bandes dessinées ou d'un panier composé d'un livre grand format et d'un livre de poche.

La quasi-gratuité des frais de port serait dès lors applicable à la majorité des paniers vidant la loi de ses effets. Elle n'inciterait pas davantage de librairies à proposer une activité d'expéditions et forcerait sans doute celles qui le proposent actuellement à s'aligner sur ces nouveaux barèmes en rendant cette activité encore moins rentable qu'aujourd'hui.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, le SLF préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

Question n° 4

ok pour la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

Question n° 5

Le SLF considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

[215]: ***

Société : Librairie Jakin - Bayonne

Etant donné le poids moyen des livres (poids de l'emballage inclus), je pense que le minimum des frais d'envoi à demander au client destinataire devrait être au minimum 4 euros (même si le libraire devra payer au moins 5 ou 6 euros pour un envoi). En plus, il est possible que le client, à ce moment-là, privilégie l'achat dans une librairie proche de chez lui.

Quant à l'envoi quasi-gratuit, je pense qu'il devrait être de 50 euros (25 euros étant aujourd'hui à peu de chose près le prix d'un seul livre). Et cela, toujours dans l'idée de favoriser un achat de proximité.

Vu le niveau de pollution actuel qui est dramatique pour de nombreuses raisons, et en particulier à cause du transport de marchandises, il faut impérativement changer nos manières de consommer. Peut-être le fait que le client final participe au coût des envois lui fera-t-il prendre un peu conscience de l'impact de tous ces transports sur la dégradation de notre cadre de vie.

[216]: ***

Société : SARL LA NOUVELLE LIBRAIRIE 85000

Voir courrier ci joint

[217]: ***

Société : Campus

Bonjour,

Selon nous, le tarif minimal des frais de port devrait être forfaitaire à 5€.

Frais de port réduits à 3€ à partir d'un seuil (60€ par exemple).

[218]: ***

Société : LIBRAIRIE MARTIN-DELBERT AGEN

« Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs – américains – du Web. Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement. »

[219]: ***

Société : ALBUM BD

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- * un tarif minimal de frais de port de 4,50 EUR

- * une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- * si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 EUR. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 EUR

- * de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[220]: ***

Société : L'Octobulle

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- 1: un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- 2: une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- 3: si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

- 4: de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[221]: ***

Société : La Bédérie (SARL LA CRI)

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[222]: ***

Société : Librairie Parenthèse 46400 Saint Céré

Prix minimum d'envoi : 3,50 = un peu au dessous de la moyenne des 5 fournisseurs cités .

25 Euros /0.01E : NON !

proposition : au delà de 50 E c'est le tarif minimum qui est appliqué soit 3,50 E cela prend en considération le temps passé à l'emballage et l'envoi

[223]: ***

Société : Librairie Hisler BD

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[224]: ***

Société : Librairie Pages d'encre suite

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[225]: ***

Société : Librairie Le Livre en fête

Je m'associe à la proposition du SLF :

- fixer un tarif minimal de frais de port à 4,50 €
- appliquer ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à la moitié du tarif s'appliquant à la tranche inférieure, soit 2,25 €
- valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité

[226]: ***

Société : Sarl BDP / BULLES DE PAPIER

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[227]: ***

Société : Librairie bulle en stock

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[228]: ***

Société : LIBRAIRIE LE CHAT PITRE SARL

Q1. je suis d'accord avec le seuil minimum de 3 € TTC

Q2. je suis d'accord avec les 0.01 € TTC au-delà d'un certain seuil

Q3. je fixerais le seuil à 30 € TTC d'achat

Q4. je suis d'accord avec les précisions d'application

Q5. je n'ai pas de remarque

[229]: ***

Société : la marque jaune

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[230]: ***

Société : BDNET Nation

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[231]: ***

Société : LibrairieLes 400 Coups

Je considère que les propositions de l'ARCEP sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Comme l'a indiqué la Sénatrice Laure Darcos, à l'origine de la proposition de loi, « Ce sont bien la préservation de la diversité culturelle, le maintien de l'accès de tous les citoyens à la culture et la vitalité de l'économie locale dans les centres-villes et les centres-bourgs qui sont ici en jeu. »

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant, comme le montrent les calculs réalisés par le SFL, je souhaite un tarif minimum de livraison de 4,50 € quel que soit le montant d'achat .

Pour les librairies, acteurs essentiels pour la culture et les territoires mais commerce de détail le moins rentable en France : le prix unique du livre a pour objectif de défendre la diversité et la richesse de la création éditoriale grâce à un réseau dense de détaillants sur l'ensemble du territoire. Il faut veiller à ne pas tout casser !

[232]: ***

Société : sarl Cineflash (librairie Bd Flash Rambouillet)

Bonjour,

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €,

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil,

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €,

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

Cordialement,

HLG

[233]: ***

Société : Librairie Siloë Biblica

En tant que libraire je me range à l'avis et aux propositions du Syndicat de la Librairie Française, merci d'écouter les professionnels à ce sujet.

[234]: ***

Société : Librairies Fontaine

Je suis contre la gratuité à partir de 25 € d'achat

Le port doit être payé par le client; un minimum de 5€ est nécessaire pour maintenir une marge correcte pour le libraire.

[235]: ***

Société : Librairie Dialogues

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. L'économie d'une librairie, et à plus forte raison, l'économie de la vente en ligne de livres est fragile. Ce tarif de 3 € ne permettrait même pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

De manière à rester dans un modèle économique acceptable, il faudrait proposer un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat, ce montant étant par ailleurs inférieur à celui en vigueur sur les principaux sites e-commerce (Amazon, CDiscount, Fnac, Darty, Leclerc...) pour un très grand nombre de produits, en l'occurrence 4,99€.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Nous suivons la position du SLF qui est résolument opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue (cf. annexe 1)

Le raisonnement visant à penser que les librairies pourraient compresser leurs marges pour offrir la quasi-gratuité des frais de port à partir d'un certain panier d'achat ne tient compte ni de la situation financière très tendue de ces commerces ni de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent, contrairement à toutes les autres branches du commerce, de se rattraper sur le prix de vente du produit principal, ce prix étant fixé par l'éditeur et non par le libraire. A ce titre, la comparaison avec les usages ayant cours en ligne pour d'autres produits n'est pas pertinente car elle ne tient pas compte de la spécificité du marché du livre, secteur régulé par un prix unique fixé par l'éditeur.

La quasi-gratuité des frais de port est une aberration écologique. Elle entraîne une multiplication des livraisons alors que des librairies de proximité peuvent répondre aux demandes des lecteurs urbains qui constituent la grande majorité des acheteurs sur internet, selon les données du CREDOC .

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Si, malgré l'ensemble des raisons mentionnées plus haut, l'ARCEP maintenait un tel principe, il est incontestable qu'un seuil de 25€ serait de surcroît beaucoup trop bas. Ce seuil correspond en effet au panier moyen pour les commandes de livres expédiées par les libraires. C'est le prix unitaire de la majorité des bandes dessinées ou d'un panier composé d'un livre grand format et d'un livre de poche.

La quasi-gratuité des frais de port serait dès lors applicable à la majorité des paniers vidant la loi de ses effets. Elle n'inciterait pas davantage de librairies à proposer une activité d'expéditions et forcerait sans doute celles qui le proposent actuellement à s'aligner sur ces nouveaux barèmes en rendant cette activité encore moins rentable qu'aujourd'hui.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, nous souhaitons qu'il ne soit pas inférieur à 50 à 60€.

Question Q4 : que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- Livraisons outre-mer : l'ARCEP propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer

Ok sur ce point.

- Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.

Nous rejoignons la position du SLF qui n'est pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. En effet, dans le cas d'envois fractionnés du fait d'une indisponibilité temporaire d'une partie des livres commandés (ou d'une commande comportant un livre en pré-commande), le site internet serait dans l'obligation de se retourner vers le client pour lui facturer des frais de port en sus de ceux réglés initialement lors de la commande et alors même que la

responsabilité de la disponibilité partielle des ouvrages n'incombe pas au client mais au détaillant. Cette disposition est non seulement difficilement imaginable sur un plan commercial mais elle serait très difficile à appliquer techniquement.

Par ailleurs, aujourd'hui, les frais de port applicables à une commande faisant l'objet d'une expédition fractionnée sont d'ores et déjà « chargés » sur le premier colis et non sur le ou les suivant(s).

Dans ces conditions, comme le SLF, nous défendons l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.

Cela tombe sous le sens.

[236]: ***

Société : Librairie La Cité du vent

Je souhaite un tarif minimum de livraison de 4,50 euros quelque soit le montant d'achat.

Je suis totalement opposée à la quasi-gratuité des frais de port quelque soit le montant d'achat.

Je souhaite l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

[237]: ***

Société : BEDETIK

Bonjour,

voici nos réflexions et nos propositions.

A - Tarif minimum :

Pour notre librairie, nous l'avons fixé à 5,99 EUR. Par rapport à l'achat moyen des internautes (30,00 EUR chez nous), elle ne couvre pas ce que nous payons à La Poste en "Tarif pro" ou à Mondial Relay + le coût du cartonnage.

Ce différentiel est couvert par le fait qu'une remise de 5% n'est pas possible pour les ventes à distance : ainsi un acheteur à distance est sur un pied d'égalité avec un client qui vient dans la librairie et à qui nous faisons une remise de 5%.

3,00 EUR c'est donc trop bas.

B - Tarif de 1 centime d'euro que vous proposez à partir de 25,00 EUR :

dans ce cas, il vaut mieux ne pas faire de vente. La marge qui nous reste est quasiment nulle. Elle est même négative, si on inclut le coût du salarié qui va s'occuper de faire les colis !

Il faut conserver le tarif minimal, quel que soit le montant de l'achat.

C - Application du tarif minimal aux colis mixtes :

votre proposition est intéressante et nous ne pouvons que l'approuver.

D - Réflexion générale :

lorsque la loi Lang a été instaurée, beaucoup prédisaient que le prix unique allait tuer le livre. Or c'est tout le contraire qui s'est passé : en permettant aux librairies de toutes tailles de vivre et de s'installer dans des petites villes, les achats de livres par les particuliers se sont développés. La lecture est un des éléments primordiaux de l'intégration des citoyens.

Soyez audacieux, comme l'a été Jack Lang : un forfait minimal unique et maintenu quel que soit le montant des achats de livres sera lisible

pour les acheteurs et ne pénalisera pas les ventes à distance. La visibilité est le meilleur moyen de rassurer l'acheteur.

[238]: ***

Société : BD STORE EURL - AVENTURES BD

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[239]: ***

Société : Les Bullivores

Précision : librairie indépendante bandes dessinées adhérente à Canal BD

Q1 :

Au vu des tarifs d'envoi de Colissimo, un minimum de frais d'envoi de 3€ est bien trop bas. Nous préconisons de suivre les tarifs de la poste.

Q2 :

Non. Il faut conserver un tarif minimum, quel que soit le montant de l'achat. Un achat en expédition est un acte non dénué de conséquences, il doit être traité en considérant cela.

Q3 :

Le seuil à 25€ serait ridicule, autant ne pas vendre en ligne à ce compte là. La marge serait totalement mangée par les frais de port... Même un seuil à 100€ nous paraîtrait pénalisant...

Q4 :

Pas de remarque

Q5 :

Il manque un point très important : Il faudrait négocier des tarifs d'envoi de livre avec la Poste et autres. Pourquoi envoyer un livre en Nouvelle Zélande coûte moins cher que dans le village à côté ?

[240]: ***

Société : SARL LA GEOTHEQUE

Bonjour,

Notre librairie suit pleinement les propos du Syndicat de la Librairie Française concernant la consultation publique de l'ARCEP portant sur la proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs.

[*****] [*****]

Libraire et président de l'Association des Librairies complices de Nantes (10 librairies)

[241]: ***

Société : DES BULLES ET DES HOMMES

Bonjour,

voici nos réflexions et nos propositions.

A - Tarif minimum :

Pour notre librairie, nous l'avons fixé à 5,99 €. Par rapport à l'achat moyen des internautes (30,00 € chez nous), elle ne couvre pas ce que nous payons à La Poste en "Tarif pro" ou à Mondial Relay + le coût du cartonnage.

Ce différentiel est couvert par le fait qu'une remise de 5% n'est pas possible pour les ventes à distance : ainsi un acheteur à distance est sur un pied d'égalité avec un client qui vient dans la librairie et à qui nous faisons une remise de 5%.

3,00 € c'est donc trop bas.

B - Tarif de 1 centime d'euro que vous proposez à partir de 25,00 € :

dans ce cas, il vaut mieux ne pas faire de vente. La marge qui nous reste est quasiment nulle. Elle est même négative, si on inclut le coût du salarié qui va s'occuper de faire les colis !

Il faut conserver le tarif minimal, quel que soit le montant de l'achat.

C - Application du tarif minimal aux colis mixtes :

vosre proposition est intéressante et nous ne pouvons que l'approuver.

D - Réflexion générale :

lorsque la loi Lang a été instaurée, beaucoup prédisaient que le prix unique allait tuer le livre. Or c'est tout le contraire qui s'est passé : en permettant aux librairies de toutes tailles de vivre et de s'installer dans des petites villes, les achats de livres par les particuliers se sont développés. La lecture est un des éléments primordiaux de l'intégration des citoyens.

Soyez audacieux, comme l'a été Jack Lang : un forfait minimal unique et maintenu quel que soit le montant des achats de livres sera lisible pour les acheteurs et ne pénalisera pas les ventes à distance. La lisibilité est le meilleur moyen de rassurer l'acheteur.

[242]: ***

Société : BDJ LOISIRS

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[243]: ***

Société : LA GRANDE OURSE

En tant que librairie indépendante, commerce de proximité dans le centre d'une ville moyenne, je partage totalement les attendus du SLF que vous trouverez en pièce jointe.

- inégalité concurrentielle entre les grandes entreprises internationales qui vendent, entre autres des livres sur Internet avec des frais de port non réalistes alors que la Poste nous facture (colissimo) des frais exorbitants qui freinent le déploiement des librairies indépendantes sur le Net

- la rentabilité des librairies indépendantes est faible car elles ne peuvent pas "marger" sur d'autres produits plus rentables, c'est un métier de passionnés, les chefs d'entreprise se paient peu, les actionnaires ne sont pas rémunérés, car ce sont les conditions de travail et les rémunérations des libraires salariés qui sont privilégiés

- nous souhaitons un un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat

- nous sommes opposés à la quasi gratuité des frais de livraison au moment où il est impératif de prendre des mesures pour l'environnement et de rémunérer correctement les livreurs et transporteurs qui font des métiers pénibles dans des conditions parfois contraires au droit du travail ("ubérisation")

- le retrait d'une commande internet dans la librairie doit bien sûr rester gratuit

[244]: ***

Société : Librairie Au Grand Nulle Part

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- * un tarif minimal de frais de port de 4,50 EUR

- * une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

* si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 EUR. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 EUR

* de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[245]: ***

Société : Sas husson la fureur de lire

Gratuit à 25€ ?pour le petit libraire ,le colis mixte amazon donne une distorsion car aucuns pbs pour eux de grouper. Il faut uniquement du code livre ou tva 5.5. Tarif minimum 3€. Pour tous !! La gratuité n est pas une bonne chose vu les distorsions.

[246]: ***

Société : L'Autre Librairie

Nous partageons les propositions faites par le SLF.

Cordialement

[247]: ***

Société : Librairie Maipiu

J'ai un site internet. Censé être une opportunité supplémentaire de toucher une clientèle plus vaste, surtout concernant mon stock de livres rares et d'occasion, malheureusement ce site aucun réel intérêt pour moi, puisque les clients rechignent à payer les frais de port faramineux imposés par La Poste. En conséquence, je suis résolument contre les frais minimum à 0,01 euros ou en général à moins de 4,50 euros, puisque c'est ce que moi je dois payer pour chaque envoi (au bas mot). Ou alors, il faudrait obliger La Poste à appliquer ces tarifs aux petits libraires aussi...

[248]: ***

Société : LAVOISIER SAS

Question Q1: le tarif minimum pour l'envoi de livres devrait être le tarif minimum de LaPoste à savoir 4.95€ HT

Question Q2: Qu'un libraire souhaite faire un cadeau à un "bon" client lui achetant plusieurs ouvrages est une pratique commerciale de bon sens. Donc, oui à un seuil avant les frais de port à un centime

Question Q3: Un seuil à 25 € TTC (soit 23.70 € HT) est trop bas pour que libraire gagne sa vie. Je propose 59.99€ TTC (soit 60 € TTC port inclus). Cela correspond en gros à 3 livres pour 0.750 kg à une marge de 19.90€ moins le port "offert" de 7.45 € c'est-à-dire une marge nette de 12.45 € ce qui compte tenu du temps passé et de la fourniture d'emballage solide (LaPoste n'étant pas toujours tendre) n'est pas bien gras.

Question Q4:

5.3.1: les régimes fiscaux étant différents, il pourrait être judicieux de procéder à des ajustements pour l'envoi de livres de métropole

5.3.2: OK

5.3.3: OK sur le fond mais pas compatible avec un paiement par carte bancaire sur un site Web

5.3.4: OK

5.3.5: OK bien entendu

[249]: ***

Société : EURL le Bleu du Ciel

Je suis favorable à des frais de port d'au minimum 4.99 euros par commande, sans l'existence d'un seuil au-delà duquel le tarif se réduirait à 0.01 euros.

4.99 euros minimum quel que soit le montant de livres commandés

[250]: ***

Société : Librairie Les Saisons

L'activité de livraison, d'expédition de livres a un coût important en librairie mais elle est devenue un service indispensable pour nos clients. Cependant il faut qu'elle demeure et devienne rentable et vertueuse écologiquement en empêchant le plus possible les expéditions à l'unité. Facturer les frais de port par un forfait de 5 euros minimum ne serait pas scandaleux et cela pour toutes les commandes sans exception. Si l'on sonde les clients de nos librairies tous répondent que la gratuité (0.01 euros actuel) est surprenante et approuvent un montant symbolique de 5 euros. Je suis pour ma part hostile à l'instauration d'un seuil qui mènerait à une gratuité ou alors le plus élevé possible, pas en dessous de 65 euros. Auquel cas les frais de port pourrait être réduit à la moitié des 5 euros.

Quant à l'application des FdP aux détenteurs de cartes premium, fidélité chez les acteurs en ligne ou pas, elle est indispensable. C'est un contournement de ces frais de port et de l'esprit de la loi.

[251]: ***

Société : jade vert

mesures insuffisantes pour soutenir les petites structures comme la mienne, sachant que les frais postaux augmentent et qu'un envoi d'un poids moyen est autour de 6€. et fixer la gratuité à 25€ cela représente 1 livre de belle collection ou 3 livres de poches. Autant dire un panier quasi normal. Merci de faire le nécessaire pour aider les entreprises moyennes et arrêter de favoriser fnac, amazon...

[252]: ***

Société : Librairie autres rivages

1. D'accord pour 3€TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs
2. D'accord, d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01€TTC
3. Pas d'accord pour que ce seuil soit aux alentours de 25€ d'achat, avec la hausse du papier, un grand format peut atteindre rapidement près de 25€. Je propose 100€ d'achat le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01€TTC.

Les tarifs colossaux de la poste sont prohibitifs, nous avons de moins en moins d'achat en ligne. Il est donc temps de trouver une solution simple et que nous soyons sûrs que nos clients aient leurs marchandises dans un temps respectable.

[253]: ***

Société : Librairie Critic

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Ce tarif ne permet même pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux, le temps humain affecté à l'emballage et le coût des emballages nécessaires aux expéditions.

Je suis opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port. Lorsqu'un client se déplace pour venir en librairie le coût dépensé reste le même, quel que soit le montant de son achat. Alors, pourquoi rendre quasiment gratuites les expéditions ? Quel intérêt au niveau écologique ? Lors du passage des frais de port à 1€, des clients habitant à même pas 500m de la librairie demandaient des expéditions...

L'envoi de livres accompagnés d'autres produits ne devrait pas échapper à la règle.

Toute expédition devrait avoir un coût, la gratuité fausse la vision des clients, et rend la concurrence déloyale.

Bien cordialement,

Éric [*****], Gérant

[254]: ***

Société : ESPACE TEMPS

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs – américains – du Web. Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à

l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[255]: ***

Société : MARTIN-DELBERT

Le seuil de gratuité des frais de port doit être à notre avis de 50 à 60€ pour permettre une gestion non déficitaire des envois et permettre aux libraires indépendants de rester concurrentiels vis-à-vis des grands acteurs du e-commerce. Dans le même ordre d'idée, pour les commandes inférieures à ce seuil de 50/60€, le tarif minimum doit être de 5€. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[256]: ***

Société : LIBRAIRIE KLEBER

Propositions de la librairie KLEBER :

*Tarif minimum d'envoi dès qu'il y a un livre dans le colis : 5 euros (envoi à domicile) et 3 euros (envoi dans un point relais)

*Abolition définitive de la quasi gratuite des frais de port quel que soit le montant d'achat de la commande à envoyer

Il est important d'arrêter définitivement la quasi gratuité si l'on veut vraiment corriger la distorsion de concurrence

Il nous paraît cohérent de proposer un tarif minimum différent entre la livraison à domicile et la livraison en point relais, le service proposé n'étant pas le même. Et deux tarifs distincts ne nous semblent pas créer de complication en termes de communication ou de mise en oeuvre (Cf. le point 5.3.5)

Pour les autres mises en application, nous sommes d'accord sur les 5.3.1, 5.3.2 et 5.3.4.

Quant au point 5.3.3, ne serait-il pas judicieux de proposer un tarif minimum dégressif dans le cas où un second envoi s'avère nécessaire pour des raisons non imputables au client, en cas de rupture de stock momentanée d'un titre par exemple ? (ce serait un geste commercial du libraire)

[257]: ***

Société : PGDIS

QUESTION 1

L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure car elle rééquilibrera le rapport de concurrence entre librairies indépendantes et pure players.

Le tarif minimum doit être de 5€ pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

Le transport a un impact carbone important, la gratuité du transport ne permet pas la réduction des gaz à effet de serre.

Le bilan social des pure players – et de leurs sous-traitants – est catastrophique. 5€ par commande pourrait permettre de reconnaître leur travail et de mieux les rémunérer.

Limiter l'envoi de petits colis en faisant payer les frais de port permettrait de limiter le bilan carbone de ces entreprises.

« Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » Mieux contrôler l'exploitation des données personnelles par les pure players serait une bonne contrepartie à l'instauration de frais de port payant.

QUESTION N° 2

Pour maintenir la liberté de commerce et la saine concurrence, il est important que les frais de port puissent être offerts par les commerçants à partir d'un certain montant.

Tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat.

Cette mesure incite à massifier ses achats plutôt qu'à les éparpiller en de multiples petits colis, et elle s'inscrit ainsi dans le cadre du développement durable.

QUESTION N° 3

Je placerais le montant des frais de port offert à un minimum 99€ de commandes à domicile. En parallèle je développerai les espaces mutualisés de retrait proche des lieux de vie ou de travail.

QUESTION N° 4

Rien à signaler. Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France et notamment des librairies indépendantes comme garantie de la pluralité culturelle.

QUESTION N° 5

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 99€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs –américains – du Web. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre- villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file,

cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[258]: ***

Société : Librairie POP'UP & Cie

Bonjour à vous,

Je me permets de donner mon avis rapidement sur cette consultation, qui pour moi, est plutôt à côté de la plaque...

Comme dit par d'autres libraires, il s'agit d'un écart majeur de concurrence déloyale / au frais de port du livre.

Personnellement, nous effectuons des ventes en ligne sur le portail CanalBD et sur le site les libraires.fr et systématiquement nous appliquons le tarif poste et/ou Mondial Relay aux ventes. Nous n'avons jamais eu de retours négatifs de la part de nos clients y compris sur des ventes mangas en 1 exemplaire (ce qui double le prix d'achat).

Pour moi, il est hors de question de prendre en charge les frais à la place du client : c'est une perte sèche. Exceptionnellement, sur certaines ventes, on peut baisser le prix mais ça reste du cas par cas.

A titre d'exemple, notre moyenne de frais de port est de 7 euros (mais j'ai bien conscience que nous ne sommes pas généraliste et envoyons + de poids) ; néanmoins 3 euros, c'est insuffisant pour nous, je préférerais 5 euros minimum - réponse question 1.

Je suis d'accord bien évidemment avec cette mesure : "le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et en outre-mer".

De plus, il faut que ce tarif soit réactualisé chaque année en fonction de l'augmentation ANNUELLE des frais postaux OU appliquer un tarif "spécial livres" différencié des étiquettes Colissimo (comme livres & brochures par ex). Auquel cas, nous serons toujours confrontés à des ajustements de tarifs en fonction des sites marchands.

Je suis contre les seuils et le montant minimum à 0.01 qui nous renvoient à la situation actuelle.

Calculer une gratuité sur l'envoi / au prix d'achat est une hérésie puisque les frais d'envoi sont fonction du poids. Vous pouvez envoyer un roman grand format qui atteint allègrement 22 euros et un "roman graphique" à 30 euros : la différence étant le poids du transport.

Petit ajout rapide : lors de la rédaction de ce message, je pensais également très fortement au service de proximité mis en place par la poste (SANS externalisation) : Proxicourses.

Service ultra intelligent et performant qui permet d'envoyer à un particulier dans un certain rayon kilométrique beaucoup de poids à moindre coût et pour les mêmes délais.

Et vu le maillage des librairies en France (et des services postaux), effectivement l'Etat aura tout intérêt à développer et accompagner ces initiatives (quitte à contraindre lors de l'achat en ligne).

C'est facile puisque nous sommes tous géolocalisés. Du coup, si ma commande par de Nîmes par exemple et va 15 km plus loin : je n'ai pas d'autre choix d'envoi en tant que cliente lors de mon paiement en ligne.

Bien sûr, cela ne concerne pas tous les flux mais une bonne partie quand même... et puis cela veut dire aussi déployer plus les services publics / et ça c'est une politique ambitieuse et écologique...

Vous remerciant d'en avoir pris lecture, je vous souhaite un excellent week-end,

Très cordialement,

[*****] [*****]

[259]: ***

Société : OCEP Librairie (SAS OCEBER)

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs – américains – du Web. Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[260]: ***

Société : La chouette librairie

Bonjour,

le prix proposé nous semble trop bas par rapport aux frais réels (Colissimo La poste). Les librairies indépendantes ne pourront pas s'aligner, sinon il pourrait s'agir de vente à perte dans bien des cas (interdit par la loi). Je pense que 7€ serait plus approprié.

Pas de seuil de quasi-gratuité, ou alors bien plus élevé (80€ d'achats, soit 3 à 4 livres grand format ou romans graphiques), sinon les gens continueront de ne pas grouper leurs commandes (dommages écologiques).

Tarif réduit envisageable si abonnement fnac + ou prime etc., 50% du prix plein donc 3,50€.

Merci de nous avoir permis de nous exprimer sur ce sujet important pour la préservation du commerce physique et de la diversité éditoriale.

[*****] [*****]

[261]: ***

Société : La planète Dessin

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont : _

* _un tarif minimal de frais de port de 4,50 EUR_

* _une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil_

* _si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 EUR. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 EUR_

* _de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon_

[262]: ***

Société : Librairie Maupetit

Question 1 :

C'est important de fixer un tarif minimum. Nous sommes conscients qu'il ne doit pas être trop élevé pour ne pas que les frais de port soient un frein à l'achat de livres. Mais nous pensons que le montant fixé de 5 € serait plus concurrentiel pour les librairies qui font leurs envois avec la poste, transporteurs etc...avec des prix au poids et beaucoup + élevé.

Question 2 :

Nous ne sommes pas favorables pour fixer un minimum d'achat avec quasi gratuité mais plutôt, de fixer le prix de chaque livraison à 5 € que ce soit pour un achat de livres à 5 € qu'un achat de livres à 200 €.

Question 3 :

Les librairies ne peuvent pas faire la quasi gratuité à partir de 25 €, les frais de port (poste, transporteurs...) enlèveraient leur marge. Vu que sur internet, la FNAC et Amazon l'appliquent, pas d'équilibre de concurrence.

Question 4 :

Très bonnes solutions sur les subtilités, sur le fait que la loi prévoit de fixer le montant minimum aussi sur les livraisons points relais hors librairie, sur les colis mixtes et sur les détenteurs d'un programme de fidélité Amazon Prime et aussi à chaque colis envoyé lorsque la commande se divise en plusieurs envois.

Question 5 :

Nous pensons qu'un tarif unique de 5 € serait une solution plus simple , plus juste et plus concurrentiel.

Et peut être que cela donnerait l'envie aux clients de se déplacer en librairie ou dans les magasins culturels, qui sont des lieux culturels et des lieux de vie.

[263]: ***

Société : ALIP : Association des librairies indépendantes des Pays de la Loire

Réponse Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Je trouve ce tarif trop faible car il est en dessous des tarifs postaux pratiqués. Le recours au Colissimo est le moyen le plus répandu pour une majorité de libraires et notamment ceux de petites tailles qui couvre le territoire national. Nous aimerions que le tarif minimum soit au moins de 4,5 euros quel que soit le montant de l'achat

Réponse Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Cela voudrait dire que le vote de la loi du 30 décembre 2021 n'a servi à rien car elle ne résout pas le problème de distorsion de concurrence. Le prix unique du livre « empêche » le libraire (à l'inverse d'autres commerces) de répercuter le coût sur le prix final car c'est l'éditeur qui fixe le prix du livre et non le libraire (détaillant final). De plus c'est une aberration écologique, la quasi gratuité déresponsabilise le client en ligne et multiplie des livraisons pour des achats qui pourraient se faire chez son libraire de proximité.

Réponse Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

25€ c'est beaucoup trop bas car cela correspond à l'achat d'une BD et il me semble que le panier moyen d'achat sur le net est supérieur à 30€ cela pourrait créer un effet d'aubaine et multiplier les petites commandes et ce serait désastreux en termes écologiques

60€ serait mieux mais il serait important de maintenir un minimum de frais de port car la livraison coûte, il ne faut pas l'oublier.

Question Q4 : Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Ok pour la précision concernant l'égalité avec les livraisons outre-mer

Oui il faudrait que le tarif minimum soit maintenu pour tout colis contenant des livres

Cela peut poser problème lors de l'indisponibilité d'ouvrages ce qui arrive régulièrement donc il serait préférable que l'application du tarif minimum de frais de port s'applique à la commande et non au colis

Oui il faut que le tarif minimum soit appliqué même dans le cadre d'un programme de fidélité

Ok pour la précision concernant le retrait dans un point de retrait

[264]: ***

Société : SARL UN AUTRE MONDE

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[265]: ***

Société : Bulles du 15eme

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[266]: ***

Société : librairie Comptines/Meya junior SARL

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[267]: ***

Société : SARL QUAI DES MOTS

Assez de concurrence distordue !!! Stop AMAZON !!!

[268]: ***

Société : Librairie l'embarcadère

Nous considérons que les propositions faites par l'Arcep concernant le tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 (28 avril 2022), sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Nous proposons :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil.

Si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

Nous validons la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon.

[269]: ***

Société : Librairie Ombres Blanches

Question 1 : Nous sommes favorables à un tarif minimal de frais de port de 4,50 €

Question 2 : Nous sommes défavorables à un retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil qui contrevient à l'esprit de la loi Darcos qui renforce la loi du prix unique du livre et corrige une distorsion de concurrence entre les sites de vente en ligne

Question 3 : Si un seuil devait être fixé il devrait se situer autour de 50 euros mais, nous insistons, sans quasi-gratuité au delà. Nous défendons un tarif équivalent à la moitié du tarif fixé en deçà du seuil. Aujourd'hui à Ombres Blanches nous appliquons la règle suivante : 3.5€ pour les achats inférieurs à 25€ et 2€ au delà.

Question 4 : Nous validons les autres proposition de l'Arcep.

[270]: ***

Société : SARL IMAGE BDF / LIBRARIE KRAZY KAT

Question Q1 :

La loi Lang est apparue au moment où la Librairie était en grande difficulté, en interdisant aux grandes surfaces de réaliser plus de 5% de remises sur les livres.

40 ans après la diversité et le nombre de librairies est au rendez-vous, et les lecteurs savent que le livre n'est pas un bien de consommation comme un autre, l'économie du Livre étant très réduite en termes de marge.

Le coût réel d'une bande dessinée à expédier dans de bonnes conditions en colissimo est d'environ 7.00€ HT, hors cartonnage. Nous appliquons forfaitairement un tarif de 5.99€ sur notre site Internet. Si nous ne le faisons pas, nous serions dans l'obligation d'arrêter ce service. Nous ne vendons que des livres, contrairement à Amazon ou la Fnac qui se rattrapent sur d'autres articles de grande consommation. Eux, raisonnent en termes de volume, ce qui est impossible nous concernant. Ce tarif de 3€ est bien trop bas, nous ne sommes que des petits indépendants où dans la vie réelle, nous ne bénéficions d'aucun tarif postal favorable.

Je préconiserai un tarif de 4.99€ plus proche de la réalité.

Question Q2 :

Si l'on décompose une vente à expédier moyenne de 2 bandes dessinées, d'environ 29€ avec un poids jusqu'à 2 kg, le tarif sera de 8.29€ HT en colissimo.

Si l'on considère une marge brute de 35%, soit 10.15€, on se rend compte que la marge est mangée par les frais de port. Sans compter le carton et le coût salarial.

C'est une perte sèche.

Question Q3 :

De la même manière qu'il a été institué l'arrêt des 5% de remise sur une commande Internet, il ne devrait pas être possible d'instituer de montant minimum pour l'envoi d'un colis contenant des livres. Les frais de port sur les colis lourds étant démesurés, je laisserai les frais de port minimum quelque soient le nombre d'albums.

Question Q4

Même si nous livrons le plus possible des commandes complètes, c'est une mesure juste.

Question Q5 :

Une application la plus proche des frais postaux réels, ne rendra pas moins favorable la vente de livres sur Internet, nous l'avons vu avec la Loi Lang, où au contraire le prix unique du Livre, a permis de favoriser le développement des librairies indépendantes, leur permettant même de s'installer dans de petites villes. Avec ce développement, les éditeurs ont pu diversifier et enrichir leurs catalogues.

Ce sera la même chose dans l'application d'un tarif proche de son coût réel, elle permettra à de plus petits libraires, de pouvoir faire de la vente en ligne, et développer leur librairie de proximité. La concurrence déloyale d'Amazon avec des frais de port gratuits nous empêche purement et simplement de réaliser ce complément d'activité important aujourd'hui pour un libraire indépendant.

J'aimerais rajouter, qu'au moment où en Novembre et Décembre 2020, l'Etat a pris en charge les frais de port en colissimo, afin d'aider la Librairie, notre activité à tous, de vériciste a bondi.

Le problème de cette activité dans le livre concerne bien la concurrence déloyale sur les frais de port.

[271]: ***

Société : Le Grenier Fort

Bonjour,

Je soutiens les requêtes du Syndicat de la librairie française.

Merci pour votre consultation.

[272]: ***

Société : Librairie Chrétienne CLC

Bonjour

Nous validons la proposition du SLF suite à votre projet :

- * un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- * une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime)
- * si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- * valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

merci à vous

Salutations

[273]: ***

Société : Librairie Bulles en tête

Question Q1 :

La loi Lang est apparue au moment où la Librairie était en grande difficulté, en interdisant aux grandes surfaces de réaliser plus de 5% de remises sur les livres. 40 ans après, la diversité et le nombre de librairies est au rendez-vous, et les lecteurs savent que le livre n'est pas un bien de consommation comme un autre, l'économie du Livre étant très réduite en termes de marge.

Le coût réel d'une bande dessinée à expédier dans de bonnes conditions en colissimo est d'environ 7.00€ HT, hors cartonnage. Nous appliquons forfaitairement un tarif de 5.99€ sur notre site Internet. Si nous ne le faisons pas, nous serions dans l'obligation d'arrêter ce service. Nous ne vendons que des livres, contrairement à Amazon ou la Fnac qui se rattrapent sur d'autres articles de grande consommation. Eux, raisonnent en termes de volume, ce qui est impossible nous concernant. Ce tarif de

3€ est bien trop bas, nous ne sommes que des petits indépendants où dans la vie réelle, nous ne bénéficions d'aucun tarif postal favorable.

Je préconiserai un tarif de 4.99€ plus proche de la réalité.

Question Q2 :

Si l'on décompose une vente à expédier moyenne de 2 bandes dessinées, d'environ 29€ avec un poids jusqu'à 2 kg, le tarif sera de 8.29€ HT en colissimo.

Si l'on considère une marge brute de 35%, soit 10.15€, on se rend compte que la marge est mangée par les frais de port. Sans compter le carton et le coût salarial.

Question Q3 :

De la même manière qu'il a été institué l'arrêt des 5% de remise sur une commande Internet, il ne devrait pas être possible d'instituer de montant minimum pour l'envoi d'un colis contenant des livres. Les frais de port sur les colis lourds étant démesurés, je laisserai les frais de port minimum quelque soient le nombre d'albums.

Question Q4

Même si nous livrons le plus possible des commandes complètes, c'est une mesure juste.

Question Q5 :

Une application la plus proche des frais postaux réels, ne rendra pas moins favorable la vente de livres sur Internet, nous l'avons vu avec la Loi Lang, où au contraire le prix unique du Livre, a permis de favoriser le développement des librairies indépendantes, leur permettant même de s'installer dans de petites villes. Avec ce développement, les éditeurs

ont pu diversifier et enrichir leurs catalogues.

Ce sera la même chose dans l'application d'un tarif proche de son coût réel, elle permettra à de plus petits libraires, de pouvoir faire de la vente en ligne, et développer leur librairie de proximité. La concurrence déloyale d'Amazon avec des frais de port gratuits nous empêche purement et simplement de réaliser ce complément d'activité important aujourd'hui pour un libraire indépendant.

J'aimerais rajouter, qu'au moment où en Novembre et Décembre 2020, l'Etat a pris en charge les frais de port en colissimo, afin d'aider la Librairie, notre activité à tous, de vécéciste a bondi.

Le problème de cette activité dans le livre concerne bien la concurrence déloyale sur les frais de port.

[274]: ***

Société : librairie Arcanes

Bonjour,

vous trouverez ci-après ma réponse à la consultation concernant la proposition de tarif minimum pour la livraison de livres :

QUESTION N° 1 Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ? L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure car elle rééquilibrera le rapport de concurrence entre librairies indépendantes et pure players. Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité. Quand on commande sur Internet, on paye TOUJOURS des frais de port, pourquoi cela serait différent pour le livre ? Le bilan social des pure players – et de leurs sous-traitants – est catastrophique. 5€ par commande pourrait permettre de reconnaître leur travail et de mieux les rémunérer. Limiter l'envoi de petits colis en faisant payer les frais de port permettrait de limiter le bilan carbone de ces entreprises. « Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » Mieux contrôler l'exploitation des données personnelles par les pure players serait une bonne contrepartie à l'instauration de frais de port payant.

QUESTION N° 2 Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minium du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ? Pour maintenir la liberté de commerce et la saine concurrence, il est important que les frais de port puissent être offerts par les commerçants à partir d'un certain montant. Tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat. Cette mesure incite à massifier ses achats plutôt qu'à les éparpiller en de multiples petits colis, et elle s'inscrit ainsi dans le cadre du développement durable.

QUESTION N° 3 Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ? Je placerais le montant des frais de port offert à un minimum 60€ de commandes. La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché. A partir de 60€ de commande, offrir les 5€ de frais de port est presque amorti pour la remise autorisée de 5%.

QUESTION N° 4 Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ? Rien à signaler. Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France

QUESTION N° 5 Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document. Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs – Association loi 1901 Siège social : Hôtel de Massa – 38, rue du Faubourg Saint-Jacques – 75014 PARIS N° Siret : Paris 4206680900025 américains – du Web. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centrevilles est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[275]: ***

Société : L'escargot Bleu

Bonjour,

Voici ma contribution à votre consultation.

Etant donné que les géants de la tech ne gagnent pas, dans la plupart des cas, d'argent avec la vente des livres, mais seulement avec l'exploitation des données de leurs clients, donc,

Comme le SLF, je considère que ces propositions sont, en l'état, très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de changer de manière significative la situation

actuelle à laquelle les libraires sont confrontés. Je propose :

- un tarif minimal de frais de port et d'emballage de 9 € (ce qui correspond au tarif colissimo de la poste, emballage compris) Le calage et la main-d'œuvre pour réaliser le calage/emballage sont pris en charge par l'expéditeur.

- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à la moitié du tarif s'appliquant à la tranche inférieure, soit 4.50 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité.

[276]: ***

Société : Librairie Privat – SAS Nouvelle librairie toulousaine

QUESTION N° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure car elle rééquilibrera le rapport de concurrence entre librairies indépendantes et pure players.

Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

Quand on commande sur Internet, on paye TOUJOURS des frais de port, pourquoi cela serait différent pour le livre ?

Le bilan social des pure players – et de leurs sous-traitants – est catastrophique. 5€ par commande pourrait permettre de reconnaître leur travail et de mieux les rémunérer.

Limiter l'envoi de petits colis en faisant payer les frais de port permettrait de limiter le bilan carbone de ces entreprises.

« Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » Mieux contrôler l'exploitation des données personnelles par les pure players serait une bonne contrepartie à l'instauration de frais de port payant.

QUESTION N° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Pour maintenir la liberté de commerce et la saine concurrence, il est important que les frais de port puissent être offerts par les commerçants à partir d'un certain montant.

Tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat.

Cette mesure incite à massifier ses achats plutôt qu'à les éparpiller en de multiples petits colis, et elle s'inscrit ainsi dans le cadre du développement durable.

QUESTION N° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Je placerais le montant des frais de port offert à un minimum 60€ de commandes.

La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché. A partir de 60€ de commande, offrir les 5€ de frais de port est presque amorti pour la remise autorisée de 5%.

QUESTION N° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Rien à signaler. Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France

QUESTION N° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Un montant minimum de frais de port pour des commandes inférieures à 60€ rééquilibrerait la concurrence entre librairies indépendantes et grands acteurs – américains – du Web. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centre-villes est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[277]: ***

Société : Librairie Châteauroux

Bonjour,

libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande

Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande

sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil

-si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €.

Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €

-de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[278]: ***

Société : Bachi-bouzouk manga

Bonjour,

Libraire indépendant, adhérent du Groupement des Librairies de Bande Dessinée, mes recommandations sur la Loi sur les frais de port sont :

- * un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- * une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- * si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- * de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon

[279]: ***

Société : Livressence

Madame, Monsieur,

Comme l'ensemble des mes collègues libraires indépendants, Je préconise un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

Je suis opposé à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, je préconise qu'il se situe entre 50 et 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées

dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

Je ne suis pas favorable à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande.

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous voudrez bien porter à ce courrier, Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les plus sincères.

[280]: ***

Société : Librairie Bel'Ysere

Bonjour,

nos réponses à la consultation :

Question n°1 :

nous préconisons un tarif minimum d'envoi de livres neufs à 4.50 euros

Question n°2 :

Pas d'accord pour le tarif minimum à 0.01 euros à partir d'un certain seuil

Question n°3 :

Si le tarif minimum à partir d'un certain seuil est appliqué :

seuil du tarif minimum : 50 euros. A 25 euros, étant donné que la poste ne fait aucune condition pour les librairies indépendantes, et au vu des remises que nous avons chez les éditeurs, cela serait souvent de la vente à perte pour nous.

Au-delà du seuil, appliquer un tarif minimum de 2.25 euros.

Question n°4 :

Nous sommes d'accord avec les précisions d'application envisagées.

Question n°5 :

pas de commentaire

[281]: ***

Société : Librairie Sauramps

Je suis [*****] [****], libraire à la librairie Sauramps de Montpellier, professionnel du livre depuis bientôt 5 ans.

Je vous écris afin de vous donner mon avis dans le cadre de la consultation publique pour la Proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 (28 avril 2022).

Étant donné qu'il s'agit de ma première réponse à une consultation publique, je vous prie de m'excuser si sa forme ne suit pas un certain protocole (si il y en a un).

Je répondrai dans l'ordre aux questions que vous avez posées dans votre document.

Question n° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

À la lecture de votre tableau comparant les frais de port des vendeurs en ligne p6, je constate que le tarif de 3 euros n'est atteint que par les deux plus grosses structures du tableau, à savoir la FNAC et Amazon. Les autres enseignes, elles mêmes bien plus massives qu'une librairie indépendante, ont plutôt leurs frais aux alentours de 4 euros.

Je ne peux pas vraiment le sourcer, mais il me semble qu'au fil des discussions avec d'autres libraires, leurs frais de ports minimums tourneraient aussi autour de 4 euros.

Ainsi, je pense que 4 euros serait plus justifié, car l'idée principale de la loi est bien de « traiter une distorsion de la concurrence », or si le minimum était de 3 euros il resterait plus avantageux pour les consommateurs de privilégier les mastodontes plutôt que leurs boutiques locales.

Par ailleurs, je pense qu'il serait intéressant de prendre en compte dans votre réflexion les frais de port pratiqués par les libraires eux-mêmes en les consultant, car selon moi c'est sur ceux-ci qu'il faudrait aligner les tarifs.

Question n° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Je suis particulièrement contre cette idée.

En effet, si les grands centres de distribution peuvent se permettre de réduire les tarifs d'envois pour les grosses commandes, afin comme vous le dites « d'inciter les consommateurs à commander plus de livres », il me semble que c'est ignorer une part fondamentale de la question : Il s'agit là de structures spécialisées dans la vente à distance.

Que ça soit pour Amazon, pour les centres de distribution FNAC ou pour ceux de Cultura (car leur service de vente à distance n'est pas le même que leurs magasins), les volumes de ventes sont suffisants pour pouvoir rogner dans leurs marges.

Cela est possible principalement parce qu'il ne s'agit pas du tout du même métier qu'un commerce physique. Chris Anderson l'explique très bien dans son livre *La Longue Traîne*, si les commerces de vente en ligne peuvent faire autant de marges et avoir autant de stock dans leurs entrepôts, c'est parce qu'ils ne s'embarrassent pas du coût colossal que représente en comparaison l'entretien d'un espace ouvert au public comme une librairie.

Ça n'est pas un hasard si Amazon a décidé de fermer ses magasins physiques de vente de livre aux États-Unis : L'espace d'une librairie est bien moins optimisé pour la vente à distance qu'un hangar où s'entassent les marchandises sur des étagères compactes.

Pour en revenir à la question d'un seuil d'achat de livres neufs, cette différence cruciale entre la marge dégagée par des entrepôts optimisés et celle d'un commerce local résulte en un constat : proposer des frais de port à 1 centime pour des librairies revient à réduire encore plus une marge qui est déjà très faible.

D'autre part, la question écologique est à soulever, elle l'a déjà été par le texte de loi.

Abandonner l'idée d'un tarif minimum de livraison au delà d'un certain seuil encouragerait certes les consommateurs à faire de plus gros paniers, mais à quel prix ? Aujourd'hui, alors que les questions de surconsommation et d'impact environnemental sont au premier plan dans les consciences, est-il raisonnable de continuer à encourager un système qui valorise les achats plus importants, plus lourds, plus consommateurs de ressources ? Selon moi, non.

L'esprit de la loi est d'inciter les Français à aller en librairie, elle ne devrait pas comporter d'exception pour des paniers plus polluants et qui représentent une plus grande perte pour les librairies.

J'ajouterais pour finir qu'attirer des utilisateurs réguliers d'achats en ligne à visiter des librairies pourrait tout autant amener des achats d'impulsion qui seraient, eux, bénéficiaires au tissu local.

Question n° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Comme j'ai déjà développé amplement dans ma réponse à la question précédente mon soucis avec cette notion, je ne m'étendrai pas outre-mesure.

Je me permettrai néanmoins de vous signaler mon étonnement face à ce seuil de 25 euros.

Votre tableau p6 montre qu'Amazon propose des frais de port à 3 euros, et une quasi-gratuité à partir de 25 euros.

Or, il s'agit tout simplement des tarifs que vous proposez ici. Alors que cette loi cherche à rétablir autant que faire se peut un équilibre entre petites structures et géants du web, pourquoi s'aligner au centime près à leurs tarifs ?

Mis à part leur service d'abonnement Prime qui serait impacté (nous en parlerons pour la question suivante), la proposition que vous feriez ne changerai presque en rien le statu quo. Pire, elle permettrait à Amazon de se désigner comme un bon élève qui suit la loi, et de pointer du doigt les vendeurs, libraires en première ligne, qui pratiqueront des tarifs plus élevés, faute de marge.

Si vous jugez bon de pratiquer un seuil de quasi-gratuité, il est donc nécessaire selon moi de le proposer plus haut.

Question n° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Je n'ai pas le recul ni les compétences de donner mon avis concernant les départements d'outre-mer.

Concernant les autres précisions, je suis d'accord dans l'ensemble. Imposer ces frais de port minimum aux services « Premium » tout particulièrement, car la loi interdisant les frais de port gratuit pour les livres faisait de même.

Question n° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Par bien des aspects, la situation actuelle des concurrences dans la vente de livres n'est pas sans me rappeler le climat qui régnait dans le même milieu à la fin des années 70.

Avant la mise en place de la loi sur le prix unique du livre, avec l'arrivée des supermarchés et surtout de la FNAC, les libraires indépendants se sont retrouvés fragilisés par une concurrence qui les dépassait de loin.

Si le prix des livres est aujourd'hui fixe, j'ai le sentiment que cette distorsion de concurrence s'est déplacée sur la question des frais de port, cruciaux aujourd'hui dans une économie connectée.

Proposer des frais de port minimum trop bas reviendrait selon moi à faire mauvaise presse aux libraires. En effet, si avant 1982 les clients constataient les -30% sur le prix conseillé dans les FNAC et pointaient du doigt les boutiques qui le respectaient, demain les enfants de ces mêmes clients risquent de fustiger ceux qui font des frais de port à 5 euros alors qu'Amazon propose le minimum de 3.

Dans les deux cas les librairies, structures aux marges réduites, doivent s'aligner sur la concurrence et couler, ou bien continuer leurs tarifs et perdre de plus en plus de clients.

Pour protéger les commerces de proximité, il est nécessaire de s'aligner sur les plus faibles, en l'occurrence les libraires, et c'est quelque chose que la loi Lang a très bien compris.

(C'est pourquoi je me permets de vous redemander de consulter et de considérer des librairies avant votre décision finale).

Et le parallèle au commerce du livre pré-loi Lang ne s'arrête pas là, car on retrouve dans le discours d'aujourd'hui d'Amazon des similitudes avec celui de la FNAC en son temps.

Dans les deux cas, une énorme structure soutient bec et ongles qu'augmenter les tarifs ne ferait que les enrichir et serait dommageable aux clients qui liraient moins en retour.

Le premier argument est recevable, bien que selon moi il fasse juste office d'épouvantail. Certes, la FNAC a gagné 30% de marge sur tous ses livres après 1981, et Amazon gagnerait la différence entre leurs anciens tarifs et le nouveau tarif minimum, soit des sommes importantes, mais éviter de telles politiques sous prétexte que ça enrichirait de quelques millions d'euros une entreprise qui est déjà une des plus immenses au monde (et pour laquelle le commerce en ligne n'est qu'un des domaines) me paraît douteux.

D'autre part l'argument de tarifs prohibitifs des livres s'est avéré erroné dans les années 80, où les ventes de livres ne se sont pas écroulées, et il ne m'apparaît pas plus pertinent en 2022, surtout si la loi exempt les clients de frais de port lorsqu'ils retireront leurs livres en magasin.

Pour conclure, merci de m'avoir lu, et merci d'avance de faire en sorte que les libraires soient protégés contre une concurrence déréglée.

S'il vous-plaît, n'alignez pas ces prix sur Amazon, mais sur des vraies boutiques, celles qui font la richesse du paysage culturel français.

Cordialement,

[282]: ***

Société : Librairie de Paris

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint ma réponse concernant votre consultation sur les frais de port

Cordialement

QUESTION N° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

L'idée d'un tarif minimum est une bonne mesure car elle rééquilibrera le rapport de concurrence entre librairies indépendantes et pure players.

Le tarif minimum doit être de 5€, pour permettre aux libraires indépendants de satisfaire les commandes clients sans perdre leur rentabilité.

Quand on commande sur Internet, on paye TOUJOURS des frais de port, pourquoi cela serait différent pour le livre ?

Le bilan social des pure players – et de leurs sous-traitants – est catastrophique. 5€ par commande pourrait permettre de reconnaître leur travail et de mieux les rémunérer.

Limiter l'envoi de petits colis en faisant payer les frais de port permettrait de limiter le bilan carbone de ces entreprises.

« Quand c'est gratuit, c'est vous le produit » Mieux contrôler l'exploitation des données personnelles par les pure players serait une bonne contrepartie à l'instauration de frais de port payant.

QUESTION N° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Pour maintenir la liberté de commerce et la saine concurrence, il est important que les frais de port puissent être offerts par les commerçants à partir d'un certain montant.

Tous les sites en ligne offrent les frais de port à partir d'un certain montant d'achat.

Cette mesure incite à massifier ses achats plutôt qu'à les éparpiller en de multiples petits colis, et elle s'inscrit ainsi dans le cadre du développement durable.

QUESTION N° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum

de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Je placerais le montant des frais de port offert à un minimum 60€ de commandes.

La loi sur le prix unique des livres permet aux libraires d'effectuer 5% de remise sur le prix affiché. A partir de 60€ de commande, offrir les 5€ de frais de port est presque amorti pour la remise autorisée de 5%.

QUESTION N° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

Rien à signaler. Les 5 précisions prennent en compte la spécificité du commerce du livre en France. Elles encadrent les pratiques et préviennent d'éventuels abus. Elles reconnaissent le caractère essentiel des librairies en France
américains – du Web. De plus, en massifiant les envois de colis, cette mesure limiterait l'impact carbone de tout le secteur. Les conditions sociales des prestataires et salariés des pure-players sont désastreuses et le gain de marge réalisé par les plateformes grâce à cette mesure pourrait permettre de rétablir une certaine équité sociale. Les librairies indépendantes disposent à l'opposé d'un personnel nombreux et qualifié qu'il convient de maintenir et préserver. La question de la dynamisation des centrevilles est un enjeu fort des gouvernements successifs depuis une dizaine d'année, et la situation actuelle fragilise les librairies de centre-ville au profit d'acteurs hors-sol qui utilisent la ville à leur profit (concentration urbaine, infrastructures financées par la puissance publique), la détériore (livreurs en double-file, cartons jetés dans les rues, mort du petit commerce) sans contribuer à son financement et son développement.

[283]: ***

Société : www.histoirescachees.com

Je détiens un site de vente de livres neufs en arrêt de commercialisation à bas prix www.histoirescachees.com, et je cherche un moyen de transport avec lequel je pourrais minimiser les frais de ports pour les clients et ainsi diminuer les prix des livres, mais malheureusement on a pas cette occasion.

C'est pourquoi je j'appuie cette consultation avec mon entier accord

Bien cordialement

[284]: ***

Société : SAS Librairie Prologue

Libraire dans une petite commune rurale, la clientèle fait souvent le choix d'internet (rapidité, catalogue infini) par choix ou par défaut lorsque je ne peux obtenir un livre dans les temps ou qu'il est en rupture chez l'éditeur. Ce choix est facilité par l'achat sans frais de port. J'ai beau insisté sur la loi Lang et le prix unique, mais aussi sur le fait qu'avec l'achat en librairie, le client ne paie pas de frais de port. Mais la concurrence est rude avec un tarif sur les sites concurrents à 0.01€. Et la concurrence restera rude si les frais n'augmentent pas de façon significative en ligne.

Par ailleurs, si demain je dois envoyer un livre à un.e client.e, je devrais me baser sur les tarifs postaux (soit à minima 4.99€ pour un envoi léger en colissimo). Ayant une remise bien inférieure aux grands groupes, je ne peux pas me permettre de baisser ce tarif. Encore une fois, le client est en droit de se demander pourquoi je ne peux pas alors que la concurrence le peut.

Les frais de port doivent être efficaces et conséquents afin de revitaliser les librairies indépendantes et au-delà le commerce de proximité.

[285]: ***

Société : SAS LIBRAIRIE VALENTINOISE ET LA PROCURE SAINT IRENEE

Je suis sur la ligne du SNL.

4.5 euros frais de port minima

un seuil de 60 euros pour la «gratuité» des frais de port

3 Editeurs (26 contributions)

[1]: ***

Société : Editions Le Coudrier

- J'approuve la proposition de fixer à 3 € le tarif minimum d'envoi de livres neufs.

- J'approuve le fait qu'à partir d'un seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum des frais d'envoi s'élève à 0,01 €. Il pourrait éventuellement être à 0 €.

- Le seuil de ce montant serait pour notre maison intéressant à 24 €. C'est ce seuil que nous pratiquons aujourd'hui : le prix minimum de nos ouvrages est à 12 € et nous faisons les frais de port à 0,01 € à partir de 2 livres achetés.

- J'approuve les précisions d'application envisagées (question 4).

Cordialement

[2]: ***

Société : Atelier Akatombo

A qui de droit,

Je note que l'envoi de livres à l'intérieur du territoire allemand est facturée 1,90 euros jusqu'à 500 grammes. Je note d'autre part que ce tarif est proche de celui pratiqué au Japon pour des envois comparables et qui varie de 1,60 euros à 2,25 euros en fonction de l'épaisseur du livre, avec la remarque liminaire que l'acheminement des colis est soumis à concurrence au Japon et que les

montants indiqués correspondent à une activité économique qui si elle est soumise à concurrence reste néanmoins profitable.

Dans ces circonstances, il est manifeste que le prix proposé de 3 euros, supérieur d'environ 50% à celui de prestations identiques dans des pays ayant un marché du livre comparable, empêchera de façon définitive l'émergence d'une concurrence réelle sur l'envoi postal des livres en France ce qui est extrêmement délétère pour l'activité des éditeurs indépendants, la création littéraire et donc les auteurs et met enfin les lecteurs français, en particulier les jeunes lecteurs physiquement éloignés des librairies, dans une position défavorable face aux lecteurs allemands.

Il paraît au contraire souhaitable que le montant proposé soit inférieur à 1,90 euros, niveau économiquement profitable comme le montre l'exemple du Japon, et qui est déjà proposé par les opérateurs postaux en Allemagne. Il est d'ailleurs loisible de s'interroger, alors que le principe de concurrence sur les envois postaux semble bien établi au sein de l'Europe, sur un montant qui, sous couvert de protection d'un certain type de commerce dont l'importance dans la vie de la cité ne fait aucun débat, aurait en fait pour effet principal d'empêcher la concurrence entre opérateurs postaux.

Bien cordialement

[*****] [*****]

Atelier Akatombo

[3]: ***

Société : Editions Les Passionnés de bouquins SARL

Depuis quelques années les tarifs postaux pour l'envoi d'un livre ne cesse d'augmenter et ont atteint un prix considérable. Un exemple concret : pour un livre seul de 450g, cela coûte 5.91€. Imaginons que ce livre ait un prix indiqué de 15€ ttc. Cela veut dire que le simple envoi du livre représente presque 40% du prix global du livre ! D'un point de vue économique, en tant que maison d'édition, si nous vendons 1 livre à 15€ à un libraire français, entre sa remise de 35%, le prix d'envoi qui représente donc environ 40%, la TVA, le prix de l'impression du livre et le % de droit d'auteur, nous vendons le livre à perte !

Tous les éditeurs qui vendent ainsi leurs livres en direct (sans diffuseur) ont cette problématique.

De la même manière, envoyer un livre en service de presse représente aujourd'hui un coût très élevé.

Augmenter le prix marqué sur le livre de manière drastique pour palier aux tarifs d'envoi n'est pas la solution. D'une part parce que nous dépasserons un seuil psychologique qui fera que nos ventes globales diminueront et par ailleurs, cela ne s'inscrit pas dans une logique d'accès du livre au plus grand nombre.

Nous arrivons donc dans une dynamique où le prix exorbitant de l'envoi d'un seul ouvrage va conduire à un refus d'expédier un seul exemplaire. Les premiers perdants seront les clients, les libraires, les lecteurs, les auteurs, et la diffusion de la diversité culturelle française.

Je plaide pour une mise en place d'un tarif spécial livre, qui bloque le prix à un tarif minimum.

[4]: ***

Société : Ant Editions

Question n° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

=> Oui, c'est cohérent mais voir la question 5 pour plus de précisions.

Question n° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Ceci sera très inégal entre le libraire indépendant, le petit éditeur ou la grosse plate-forme de ventes en ligne.

=> Il faut un tarif minimum similaire chez tout le monde.

Question n° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ?

En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ?

Pourquoi ?

=> 3€. Qu'on reste sur le même montant, ça sera plus transparent et compréhensible.

Question n° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

=> Il faut de la simplification. Trop de cas particuliers vont créer des injustices et des déséquilibres.

Question n° 5

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

=> Il faut aussi réfléchir à un prix MAXIMUM et avoir un réel tarif postal d'envoi de livres. En effet, il est aberrant de payer plus de 7€ de frais de port pour l'envoi d'un seul ouvrage... Soit on le répercute et il y aura donc les grosses structures qui pourront proposer 3€ et les petites qui seront à 7.

Je suis favorable à un tarif UNIQUE d'envois de livres (comme le tarif Livres et Brochures) : avec un suivi et un prix correct.

[5]: ***

Société : EVALOU EDITIONS

Bonjour,

Etant éditeur de livre indépendant, nous percevons 10 à 20% du prix du livre.

Ainsi, sur un livre à 10€, nous récupérons 1 à 2 euros.

Les frais d'envoi d'un livre de 350 grammes sont de 4.95€.

Nous sommes obligés de facturer les frais de port, sans quoi nous vendrions à perte.

Est-il possible de calquer le tarif "Livres et brochure" de la poste (pour les destinations vers l'étranger) sur le territoire français? Le prix deviendrait compétitif et le consommateur n'irait plus chez amazon.

Cordialement

[*****] [*****]

[6]: ***

Société : LES ÉDITIONS MNÉMOS

Nous sommes pour un tarif réduit pour les envois de livres. Ce tarif pourrait être aligné sur celui du "livres et brochures" en vigueur actuellement. Nous faisons beaucoup de services de presse et les coûts postaux impactent significativement nos marges.

Nous souhaitons également ne plus avoir la limite de 3cm d'épaisseur pour les envois en lettre.

[7]: ***

Société : Cupidus Legendi

Bonjour,

Merci de renoncer à ce projet ou d'aborder la question d'une autre façon. En imposant des frais de port de trois euros pour toute commande de livre effectuée en ligne vous allez tout simplement couler les tout petits éditeurs !

Petit éditeur parisien, je fais 70 % de mon chiffre d'affaires grâce à la FNAC et à Fnac.com (uniquement : j'ignore Amazon)... Je n'ai pas de distributeur, je livre moi-même sur Paris et sa banlieue, et je dois passer par les gangsters de la Poste pour honorer les commandes des librairies ou des bibliothèques universitaires de province... Devoir payer 4 euros (parfois 6 euros) pour envoyer en lettre verte des livres vendus 3,48 euros... 5,25 euros... 5,40 euros ou 6,42 euros, cela revient à donner les livres ! Et, bien souvent, les commandes sont annulées !

Récemment, j'ai envoyé cinq exemplaires d'un même livre (EAN 9782956797388) à un libraire de Lyon. 9 euros de Colissimo. Le bénéfice net de la vente est tombé à 52 centimes par livre (au lieu de 2,32 euros / livre pour une livraison sur Paris) ; on marche sur la tête !

Tirez les choses «vers le haut» et forcez plutôt la Poste à accorder un tarif préférentiel aux éditeurs, quelle que soit leur taille (comme c'est -- paraît-il -- le cas en Espagne, en Belgique ou en Allemagne). Mais -- de grâce -- ne les tirez pas «vers le bas» en imposant des frais à tout le monde ! La généralisation du tarif «livres et brochures» (pour l'UE) serait déjà un beau progrès ! Il y a quelque

chose d'absurde dans le fait de pouvoir envoyer un livre à Bruxelles pour 1 euro quand il faudra en payer 4 (ou 6) pour l'envoyer à Lille !

Cordialement

V. [*****] (éditeur / traducteur)

[8]: ***

Société : EDITIONS DOLMAZON

Un tarif préférentiel pour l'envoi aux libraires ou aux clients finaux serait un axe de développement de notre activité très judicieux.

Cordialement

[9]: ***

Société : La rumeur libre éditions

Petit éditeur depuis 2007, nous publions une quarantaine de titres par an dans le domaine de la littérature contemporaine avec une forte composante de poésie. Ce sont des "petits" tirages, le modèle économique est fragile, mais nous arrivons depuis quinze ans à faire vivre ces publications qui témoignent de la richesse et de l'actualité de la langue française. Nos ventes s'effectuent en librairie, en ligne et lors d'événements de type lectures.

Le prix moyen de vente se situe autour de 18€, nos services de presse sont abondants pour faire circuler nos publications.

Le tarif postal a explosé, une Lettre Suivie 250 gr. s'élève à 4,5€ HT, au-dessus de 3 cm les envois se font par Colissimo (nous faisons des livres épais, de gros livres).

Les marges sont sérieusement rognées par l'explosion des tarifs postaux. Il y a 15 ans le modèle économique indiquait que le port représentait environ 10% du prix d'un livre !!!

Un prix de port adapté s'impose, c'est une question vitale pour la langue française.

[10]: ***

Société : Fv éditions

En tant que petit éditeur indépendant qui ne vend ses livres que sur le net, je m'inquiète très fortement des répercussions d'une telle mesure sur mon activité. Les ouvrages que je vend étant peu chers et offrant une marge de bénéfice faible, un prix de port à 3 euros sera dissuasif pour les consommateurs. Il en va ainsi de la vie de mon activité professionnelle. De façon plus large, je crains par ailleurs que l'augmentation mécanique des prix que ces frais engendreront finisse par détourner les lecteurs de l'achat de livres.

[11]: ***

Société : fait.com l'oiseau éditions & créations

Bonjour !

Comme lecteur, il m'arrive parfois de commander via Internet et je trouve logique d'en payer le coût d'envoi à son juste prix ; quand je vais chez mes libraires j'ai également des coûts induits liés au déplacement que ce soit en voiture, bus ou autre.

Comme éditeur et vendeur de mes livres par correspondance, je facture des frais d'envoi comprenant ceux du transporteur choisi et les coûts induits (paquet, ruban adhésif, matériel d'emballage) et jamais les clients ne protestent contre cela.

Je pense que la récompense de la fidélité à un client peut se récompenser autrement qu'en rendant les frais d'envoi quasi-nuls.

Bien à vous ! [*****] [*****]

[12]: ***

Société : Yves Briend Editeur

Le montant minimum de livraison de 3€ est un minimum raisonnable ; un montant inférieur serait une vente à perte.

[13]: ***

Société : Steinkis Groupe / Jungle

ok 3 euros de frais d'envoi, gratuité d'envoi pour les ouvrages à partir de 25 euros

[14]: ***

Société : Plum magazine

Bonjour

j'aimerais que cette consultation soit aussi étendue aux revues.

L'idéal serait de payer moins de frais de ports.

En vous remerciant

Cordialement

[15]: ***

Société : PATAYO EDITIONS

Les réponses qui suivent sont celle d'un éditeur qui possède une boutique en ligne et donc envoie ses livres à ses lecteurs, avec des livres compris entre 100g et 1,3kg, par la Poste Collissimo.

QUESTION 1/ je dirai 5€ pour forcer l'acheteur à plutôt aller acheter son livre dans une librairie ou sur le site du producteur, c'est à dire l'éditeur. Ce montant est environ un prix d'envoi moyen.

QUESTION 2/ opposé car par exemple pour une BD vendue 30€ et pesant plus de 1kg, le cout d'envoi par la poste par exemple est d'environ 1/3 du prix du livre. Et non envisageable économiquement, et donc une discordance de concurrence manifeste vis a vis des grands groupes.

QUESTION 3/ je préférerais que l'on réfléchisse en terme de nombre de livres envoyés plutôt qu'en prix d'achat, pour pouvoir intégrer de fait toutes les variations possibles. 3 livres par exemple.

QUESTION 4/ d'accord sous réserve de la rem à la question 3 ci avant

QUESTION 5/

[16]: ***

Société : Éditions Voy'el

En privant les petits éditeurs de la liberté de fixer eux-mêmes leurs frais de port alors même que beaucoup ne trouvent pas de place en librairie et ne peuvent vendre que par internet, vous courez le risque de faire fermer ces éditeurs qui deviendront trop chers par rapport aux livres présents en librairie. Vous allez nous couler. J'ai mis des frais de port au prix de la poste à 5 € depuis janvier et je ne vends plus rien. C'est une catastrophe. Si vous rendez le montant des frais de port à 3 euros, obligés les libraires à accepter tous les éditeurs. Ou ce sera un traitement inégal en faveur des librairies.

[17]: ***

Société : Yucca Editions

Il me semble primordial que l'envoi d'un livre ne coûte pas plus cher que le livre lui-même. Pour un envoi en France, d'un livre de poche, cela coûte de l'argent à l'éditeur s'il est unitaire. Pourquoi pas un tarif livre et brochure France ?

[18]: ***

Société : A

Baisse des tarifs d'envoi de livres pour les librairies indépendantes et alignement des autres fournisseurs de livres sur un barème unique valables pour tous types de revendeurs

[19]: ***

Société : EDR/EDITIONS DES RÉGIONALISMES

Pour mes ventes Internet j'essaie de me fixer au tarif de la Poste (avec suivi) ou Colissimo (sans signature). pour un livre de moins de 250 g, il faut compter 5 €. Pour un de moins de 500g, 7 €. Pour un de moins de 1 kg, 8,50 €. J'applique ces tarifs sur les différents sites vendeurs (Amazon, E-Bay, Rakuten, etc.) depuis plusieurs années et je ne peux que m'insurger quant aux fr. de port à 0,01 € de Fnac, Amazon, etc. lesquels achètent mes livres avec une remise 40 % et compensent la perte des fr. de port sur cette remise que nous leur consentons. Donc, il faut des frais de port qui soient axés sur le POIDS de la commande (sur la base du tarif postal) et qu'ils puissent être réduits ou annulés au-delà de 75 ou 100 € de commande. Et considérer des fr. de port à 3 €, il n'y a que des gens qui n'ont jamais regardé ni lu un tarif postal de leur vie !!! ou alors c'était au siècle dernier !

[20]: ***

Société : Presses universitaires de Franche-Comté

Dans toutes les propositions et contre propositions que je lis, je ne vois aucune distinction entre librairies et éditeurs (privés et publics). Or, de nombreux éditeurs disposent d'une boutique en ligne et expédie leurs ouvrages dans le monde entier. Est-il prévu de proposer une telle granularité ? J'ose l'espérer et l'appel, comme mes confrères, de mes vœux.

[21]: ***

Société : SAS Les 3 Baladins

La proposition de tarif règlementé est très insuffisante et surtout très éloignée de la réalité quant au montant que représentent les frais de port de l'envoi de livres.

Vous trouverez en PJ la facture concernant nos expéditions du mois d'avril, une ligne par envoi, il n'y a pas un seul envoi en dessous de 8,05€ TTC.

Nous sommes donc en accord avec la position de notre syndicat dont vous trouverez l'analyse en seconde pièce jointe.

[22]: ***

Société : Editions Le Coudrier

- J'approuve la proposition de fixer à 3 € le tarif minimum d'envoi de livres neufs.

- J'approuve le fait qu'à partir d'un seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum des frais d'envoi s'élève à 0,01 €. Il pourrait éventuellement être à 0 €.

- Le seuil de ce montant serait pour notre maison intéressant à 24 €. C'est ce seuil que nous pratiquons aujourd'hui : le prix minimum de nos ouvrages est à 12 € et nous faisons les frais de port à 0,01 € à partir de 2 livres achetés.

- J'approuve les précisions d'application envisagées (question 4).

Cordialement

[23]: ***

Société : Editions Assimil

Bonjour,

Voici mes réponses aux questions posées dans la consultation publique. Je suis directeur du marketing et du développement éditorial aux éditions Assimil et mon point de vue n'engage que moi.

Question n°1

Je suis assez favorable à ce tarif minimum qui paraît assez indolore pour l'envoi de livre à faible valeur faciale. Le passer à 4 euros ou 4,5 ne me choquerait pas.

Question n°2

Je suis totalement opposé à l'utilisation d'un tarif d'envoi des livres fixé à 0,01 €. Pour moi, ça rend les mesures complètement illisibles et incompréhensibles ; par ailleurs, il faut trouver le bon équilibre pour ne pas mettre les librairies physiques en difficulté tout en gardant une attractivité pour le commerce en ligne. Un tarif à 0,01 € ressemble à une victoire d'Amazon : mauvais symbole.

Enfin, et c'est sans doute la chose la plus importante, une livraison quelle qu'elle soit a un coût et a un impact environnemental et aussi humain, social. Au moment où les coûts énergétiques explosent, que les pénuries sont nombreuses, ce n'est pas une bonne idée que de donner l'impression qu'une livraison ne coûte rien.

Question n°4

je trouve que les précisions d'application sont bien pensées et tombent sous le sens.

Question n°5

Pas de commentaires particuliers.

Bien cordialement

[24]: ***

Société : Editions ErosOnyx

Oui, svp, un tarif qui n'alourdisse pas le prix du livre ! « Livre-brochure » comme pour l'envoi à l'étranger;

Merci de nous consulter.

[25]: ***

Société : JMEditions

Bonjour,

Nous sommes une petite maison d'édition surtout concernée par les coûts d'expédition par La Poste, compte tenu de notre petite taille.

Serait-il possible d'étudier avec la Poste et le(s) ministère(s) de tutelle un tarif livre spécifique avantageux ?

Lorsque vous envoyez un livre format poche à un libraire, de <250 gr, même en tarif écopli, le coût du transport constitue 40% de la facture globale (prix remisé).

A ce jour, peu de libraire reporte ce coût sur le client final. Si le texte proposé à la consultation est adopté, une partie du problème sera réglée pour le libraire mais supportée par le client final.

Ne peut-on pas avoir également une action sur le service public de La Poste ?

Je vous remercie d'avance de porter cette problématique à la réflexion.

Bien à vous.

[26]: ***

Société : PANINI FRANCE SA

Bonjour,

Je vous prie de trouver ci-dessous mes réponses aux questions posées dans la consultation publique relative à la proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n°2021-1901 du 30 décembre 2021.

Question n° 1

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Ce tarif me semble faible au regard du coût réellement supporté par le vendeur, notamment si le montant du panier est bas. 5 € TTC me semblerait plus adéquat.

Question n° 2

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Je suis favorable à cette mesure (incitative), déjà bien ancrée dans les habitudes de consommation et fréquemment utilisée dans d'autres secteurs d'activité.

Question n° 3

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Je placerais ce seuil à 30 € minimum, toujours dans l'optique de préserver la marge des libraires. En effet, il n'est pas difficile pour un consommateur de dépasser le seuil de 25 € d'achat (en ajoutant un livre de poche à sa commande par exemple, un roman grand format coûtant déjà environ 20/22 €, sans parler des beaux livres ou des manuels).

Dans le cas d'un libraire bénéficiant d'une remise de 36% sur le PVP HT des livres, et en partant de l'hypothèse d'un colis de 1 kg expédié en DPD Classic :

24,99	29,99	PVP TTC
23,69	28,43	PVP HT
-15,16	-18,19	coût d'achat pour le libraire (rem. 36%)
4,17	4,17	frais de livraison HT payés par le consommateur
12,69	14,40	MARGE BRUTE
54%	51%	
-6,064	-6,064	frais de livraison HT payés par le libraire
-1,9	-1,9	Conditionnement (hypothèse)
4,73	6,44	MARGE HORS COÛTS DE GESTION DU SITE
20%	23%	

25,00	30,00	PVP TTC
23,70	28,44	PVP HT
-15,17	-18,20	coût d'achat pour le libraire (rem. 36%)
0,00	0,00	frais de livraison HT payés par le consommateur
8,53	10,24	MARGE BRUTE
36%	36%	
-6,064	-6,064	frais de livraison HT payés par le libraire
-1,9	-1,9	conditionnement (hypothèse)
0,57	2,27	MARGE HORS COÛTS DE GESTION DU SITE
2%	8%	

Avec un seuil de gratuité à 25 €, la marge du libraire avant coûts de gestion (entreposage, personnel, sav, etc) serait de 2% seulement.

Question n° 4

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

5.3.1 > ok

5.3.2 > Cette mesure me semble difficilement acceptable du point de vue des consommateurs. Sans compter que certains acheteurs ajoutent un livre à leur commande Internet pour obtenir la quasi-gratuité des frais d'expéditions, ce qui au final se traduit par la vente d'un livre pour un éditeur, vente qui n'aurait peut-être pas lieu autrement...

5.3.3 > Peut-on réellement demander à l'acheteur de supporter les contraintes logistiques du vendeur ? Personnellement, je pense que non.

5.3.4 > ok

5.3.5 > ok

4 Auteurs (2 contributions)

[1]: ***

Société : Auteur

Si on donnait un peu la parole aux auteurs, puisque ce sont eux les principaux acteurs de l'édition...

Ensuite, si on s'appuyait sur le niveau estimé de ces mêmes auteurs, qui est pas loin du seuil de pauvreté, au lieu de se caler sur les prix de Marché de l'entreprise La Poste.

Il me semble que pour une fois la puissance publique devrait servir l'intérêt général, au lieu de baisser pantalon devant ceux qui se goinfrent, traitent les auteurs comme des kleenex, les rémunèrent en oboles, et les considèrent comme rien.

[2]: ***

Société : Entreprise Individuelle [*****] [*****]

Bonjour,

Je suis une autrice hybride, éditée en maison d'édition, et autoéditée. Et j'aimerais bien qu'on me lise, qu'on m'écoute puisque je suis une professionnelle du livre, je touche des droits d'auteurs de mes ME, je touche de l'argent via les plateformes en ligne comme Bookelis ou encore Amazon. Je vends également des ouvrages pour les particuliers, en passant par mondial relay, comme beaucoup de mes confrères et consœurs puisque les tarifs nationaux laposte sont hors de prix pour les entrepreneurs.

Pour autant, je ne suis pas d'accord avec vos propositions. Pour moi, la meilleure solution n'est pas d'augmenter les frais de port d'amazon fnac ou autres, mais au contraire, que laposte s'aligne sur eux. Qu'un tarif national pour les livres existe ! Comme les livres et brochures pour la Belgique, mais pour la France entière ! D'une, pour la culture. Bon sang dans tous les débats vous semblez l'oublier ! Vous pensez vraiment donner des points à la culture en mettant des frais de port à 3 € ? NON ! Les gens poursuivront leurs téléchargements illégaux d'ouvrages... ! (qui cause aussi du soucis à nous, auteurs et autrices!)

De deux, vous encouragerez le partage. Si par exemple les frais de port pour un ouvrage sont à 1 centime symbolique, tout le monde pourra envoyer des livres, ils circuleront et les gens d'eux-mêmes

n'iront pas sur amazon, puisque justement au coin de la rue, ils pourraient en envoyer un au même prix, en commander un au même prix etc. Ce n'est pas utopique ce que je dis, ça fait 10 ans que je suis dans le métier. 10 ans que je vois des augmentations de partout, mais PERSONNE ne réfléchit comme les concernés ! Les librairies, qui aimeraient bien envoyer pour 1 centime des ouvrages à leurs clients, les auteur'rices qui apprécieraient également pouvoir le faire...

Et si vous voulez vraiment établir des frais de port, réfléchissez pour qu'il soit juste. Vous pensez vraiment que 3 € c'est juste ? C'est juste pour qui ? 3 € ce n'est pas ce que gagne un auteur pour un livre vendu en maison d'édition ! Encore une fois, la personne qui crée le livre, on s'en fout ?

Je proteste contre un prix aussi élevé de frais de port, qui freinera la culture. Partagez la culture, encouragez sa circulation plutôt que de vouloir la freiner !

Bien à vous, respectueusement,

Mlle [*****] [*****], alias Tatanexua.

5 Divers (1 contribution)

[1]: ***

Société : Bibliothèque de Bartenheim

Je considère que ces propositions sont très insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par la loi et qu'elles ne permettront pas de créer les conditions permettant de rétablir un équilibre de la concurrence sur internet et de développer la place des librairies dans le e-commerce.

Je propose :

- un tarif minimal de frais de port de 4,50 €
- une application de ce tarif quel que soit le montant de la commande sans retour de la quasi-gratuité (1 centime) à partir d'un certain seuil
- si, néanmoins, l'ARCEP maintenait un seuil déclenchant des frais de port moins élevés, ce seuil devrait se situer entre 50 et 60 €. Le tarif minimum de frais de port pour les commandes d'un montant supérieur à ce seuil devrait, quant à lui, être fixé à 2,25 €
- de valider la proposition de l'ARCEP d'appliquer le tarif minimum de frais de port aux colis mixtes et aux programmes de fidélité type Prime d'Amazon